

Construire la résilience des adolescentes au Sahel :

Rapport de synthèse régional d'une recherche
participative à méthodes mixtes



@Unicef/JN0535981/Dejongh

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	4
REMERCIEMENTS	6
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	7
INTRODUCTION	11
MÉTHODE	21
RÉSULTATS	29
Contexte et capacités en matière d'intégrité corporelle	39
Contexte et capacités en matière de santé sexuelle et reproductive et de nutrition	49
Contexte et capacités en matière d'autonomisation économique	57
Contexte et capacités en matière de voix et de capacité d'action	63
Contexte et capacités en matière de bien-être psychosocial	74
VERS UN MODÈLE DE RÉSILIENCE POUR LES ADOLESCENTES AU SAHEL	89
LIMITES DE L'ÉTUDE	93
PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS	95
RECOMMANDATIONS	101



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BRS	Building Resilience in the Sahel
DG	Discussion de groupe
EDS	Enquête démographique et de santé
EIA	Entretien individuel approfondi
EIC	Entretien avec des informateurs clés
GAGE	Gender and Adolescence: Global Evidence
IHfRA	Innovative Hub for Research in Africa
MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
MGF	Mutilation Génitale Féminine
ONG	Organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WCARO	Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



PRÉFACE

En 2050, plus d'un tiers des jeunes de la planète vivront en Afrique. On prévoit que 241.9 millions d'entre eux seront des filles âgées de 10 à 19 ans.

L'UNICEF et le Ministère fédéral de la Coopération économique et du développement de la coopération allemande (BMZ) partagent une vision de la région où tous les adolescents, filles et garçons, jeunes hommes et femmes, sont dotés de compétences et d'opportunités leur permettant de revendiquer et de jouir de leurs droits dans des environnements sûrs et favorables.

Il s'agit d'une vision ambitieuse. Pour les adolescentes en particulier, car toutes les données confirment qu'elles sont confrontées aux facteurs de vulnérabilité les plus importants parmi les jeunes du Sahel.

Cette étude sur la résilience des adolescentes menée par l'UNICEF et le Centre GIRL (Girl, Innovation, and Research Learning) de Population Council au Mali, en Mauritanie et au Niger en 2023-2024, avec le soutien du BMZ, nous rappelle que les contextes nationaux, infranationaux, communautaires et familiaux dans lesquels vivent les filles peuvent façonner profondément – positivement comme négativement - leurs parcours et leur avenir de résilience. Ces contextes facilitent ou limitent l'éducation et l'apprentissage des filles, leur intégrité corporelle, leur santé sexuelle et reproductive, leur nutrition, leur santé mentale et leur bien-être, leur autonomisation économique, leur voix et leur capacité d'action. La résilience des filles dépend de leur accès aux opportunités et aux environnements protecteurs, mais trop d'obstacles se dressent sur leur chemin.

Le changement est possible, mais pour qu'il se produise, il importe de repenser profondément, au niveau institutionnel et collectif, nos méthodes de travail et nos façons d'investir dans le présent et l'avenir des adolescentes. Les gouvernements nationaux, les partenaires du développement et les donateurs, les communautés, les familles et les parents doivent prendre des engagements et des mesures transformatrices afin de mettre en place des stratégies à grande échelle, multisectorielles, durables et visionnaires avec les filles, qui conduisent à un renforcement de la résilience, de la cohésion sociale et de la paix.

L'UNICEF et le BMZ s'engagent à relever les défis et à soutenir les adolescentes et tous les jeunes du Sahel pour un avenir plein d'espoir qui permettra progressivement d'exploiter le véritable potentiel de la région.

Gilles Fagninou

Directeur régional de l'UNICEF
Pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Dr. Katharina Spieß

Cheffe de Division
Ministère fédéral de la Coopération
économique et du Développement (BMZ)



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Sarah Engebretsen, consultante pour Population Council, et révisé par Karen Austrian de Population Council. Les rapports pour les trois pays qui contribuent à cette synthèse ont été rédigés par Fatou Bintou Mbow, Dela Nai et Mame Soukeye Mbaye de Population Council, en partenariat avec Thierno Souleymane Ball Anne pour l'analyse quantitative, ainsi que les responsables nationaux Aissé Diarra (Mali), Baye Tidiane Diagana (Mauritanie), Abali Ekade (Niger) et leurs équipes. Les responsables de l'Innovative Hub for Research in Africa (IHfRA) et leurs équipes au Mali et au Niger ont contribué à la collecte de données quantitatives, sous la direction de Bourahima Konkobo et Harouna Wassongma. La coordination de l'étude et la rédaction de ce rapport ont été menées par Shelly N. Abdool-Zerezeghi et Silene Martino Almeras du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Nous remercions chaleureusement les communautés participantes du Mali, de la Mauritanie et du Niger, sans lesquelles cette étude n'aurait pas été possible. Le travail sur le terrain n'aurait pu se faire sans le soutien remarquable des responsables et du personnel de terrain des organisations partenaires de l'UNICEF et des autorités locales qui ont mobilisé les adolescentes, leurs parents et les informateurs clés dans leurs communautés respectives.

Nous exprimons notre reconnaissance aux adolescentes, à leurs parents/tuteurs et aux informateurs clés pour leur précieuse contribution à ce travail de recherche. Ces personnes ont fait preuve de disponibilité et d'ouverture d'esprit afin de faciliter la collecte des données et d'informations pertinentes.

Nous sommes reconnaissants envers les responsables et agents publics de services techniques, les ONG et les autres personnes-ressources ayant accepté de participer à l'étude et partagé leurs connaissances, points de vue et expériences avec nous.

Nous tenons à remercier l'engagement et la persévérance des chercheurs/chercheuses, consultants/consultantes, agents/agentes de collecte de données et collègues qui ont analysé les données quantitatives et qualitatives.

Enfin, nous remercions tout particulièrement les équipes de l'UNICEF (Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Mali, Mauritanie, Niger et régions concernées par l'étude) pour leur disponibilité, leur professionnalisme et leur accompagnement de qualité tout au long du processus de cette étude : Salmey Bebert, Andrea Berther, Blandine Bihler, Alima Boukary Marcos, Nathalie Daries, Ndeye Coumba Diadhiou, Haimet Dianifaba, Soueid Ahmed Fatma, Elisa Frias, Enyo Awo Gbedemah, Fatouma Ali Goudal, Yann Grandin, Nathalie Hamoudi, Karin Heissler, Anna Maria Levi, Zahra Cheikh Malainine, Patrick Matala, Honore Mimche, Moussa Mounkaila, Gabriela Maria Moreira Da Silva, Catherine Muller, Pierre Ngom, Gyslaine Nyota Buund, Daniel Ouedraogo, Awa Ouattara, Aude Rigot, Magali Romedenne, Ousmane Djiby Sambou, Giuliana Serra, Félicité Sawadogo, Ikuko Shimuzo, Félicité Tchibindat, Fara Émile Tenguiano, Frederic Unterreiner ainsi que les contributions initiales des expertes externes, Prerna Banati et Nicola Jones.



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

De récentes données probantes montrent que d'importants efforts sont requis pour améliorer la vie et protéger les droits des adolescentes du Sahel. Cette région accueille l'un des taux de mariage précoce les plus élevés au monde, et les progrès réalisés en la matière ne sont que très modestes. Ces mariages précoces se produisent dans un contexte de rupture scolaire, d'opportunités économiques limitées et de maternité adolescente. La situation est exacerbée dans les situations d'urgence ou de conflit, qui affectent les adolescentes de façon disproportionnée.

Le programme de l'UNICEF consacré au renforcement de la résilience au Sahel (Building Resilience in the Sahel, BRS), financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, et conçu de manière collaborative avec le Programme alimentaire mondial a été mis en œuvre au Mali, en Mauritanie, et au Niger entre 2019 et 2023, soit durant la période de cette étude. Ce programme a soutenu des approches et des stratégies innovantes pour accroître l'accès aux services sociaux de base, en encourageant la modification des systèmes gouvernementaux nationaux et décentralisés au niveau des communautés et des individus, afin d'améliorer la vie des enfants et des adolescents. Il a contribué à la résilience des communautés d'une manière qui favorise leur développement, préserve leur intégrité et n'aggrave pas les vulnérabilités, en particulier celles des enfants et des adolescents.

Le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) place l'égalité des genres au cœur de son travail. À ce titre, il cible en priorité les adolescentes afin d'éliminer les obstacles qui freinent leurs droits et de promouvoir leur autonomisation. Pour ce faire, il est fondamental de comprendre le contexte dans lequel l'autonomisation des adolescentes peut (ou ne peut pas) être atteinte, ainsi que les moyens nécessaires pour renforcer leur résilience.

La présente recherche participative, qui s'est déroulée entre 2022 et 2023, à plusieurs niveaux et à méthodes mixtes s'appuie sur les questions générales suivantes : quelles sont les difficultés auxquelles les adolescentes âgées de 10 à 18 ans sont confrontées et les possibilités qui leur sont offertes pour parvenir à l'autonomisation et renforcer leur résilience ? Comment ces difficultés et possibilités diffèrent-elles selon d'autres caractéristiques sociodémographiques telles que le groupe d'âge, le niveau de scolarisation et l'état civil ?

Le cadre 3C du consortium Gender and Adolescence : Global Evidence (GAGE) comporte trois composantes principales : les contextes ou les environnements locaux, nationaux et internationaux des adolescents façonnent leur vie et leur trajectoire de développement ; les capacités des adolescents ou l'examen du bien-être individuel et collectif ; et les « stratégies de changement » qui maximisent l'impact des programmes pour les adolescents grâce à des interventions simultanées à plusieurs niveaux. Ce cadre conceptuel sous-tend la présente étude.

Les données de cette étude à méthodes mixtes ont été recueillies auprès d'un échantillon de communautés situées dans les régions d'intervention du programme BRS. Les données quantitatives (enquête auprès d'adolescentes), qualitatives 1 (discussions de groupe entre adolescentes, entretiens individuels approfondis, discussions de groupe entre parents, entretiens avec des informateurs clés), et qualitatives 2 (discussions de groupe entre adolescentes, entretiens individuels approfondis avec des adolescentes, entretiens individuels approfondis avec des chefs de village) ont été recueillies au Mali, en Mauritanie et au Niger.

L'étude a révélé d'importants éléments concernant les contextes, les capacités des adolescentes au Sahel et les stratégies de changement requises. En analysant le cadre juridique et politique des trois pays étudiés, nous avons constaté qu'il n'est pas toujours évident de savoir si les adolescentes sont spécifiquement mentionnées dans les politiques (et si l'on peut donc les considérer comme étant couvertes), ou si les politiques ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des adolescentes, qui peuvent être aggravés par leur âge et leur sexe.

L'inégalité de genre et la discrimination fondée sur l'âge transcendent les contextes, les capacités et les stratégies de changement, et font obstacle au renforcement de la résilience des adolescentes. La dimension culturelle constitue une part importante du contexte dans lequel les adolescentes grandissent et contribuent aux capacités endogènes de résilience. Les rôles traditionnels attribués au sein des communautés doivent être mis à profit pour créer une mobilisation communautaire durable en faveur de la résilience des adolescentes.

Les données de cette étude indiquent également que certaines filles sont confrontées à des obstacles plus importants à leur autonomisation et au renforcement de leur résilience. Les filles qui sont privées d'éducation, qui subissent des violations de leur intégrité corporelle (comme un mariage précoce ou des violences sexuelles et liées au genre) et dont la santé sexuelle et reproductive est menacée (comme lors de grossesses précoces) subissent des obstacles intersectionnels qui limitent leurs opportunités.

L'étude suggère également que certaines filles peuvent être plus à même de renforcer leurs capacités de résilience. Celles qui vivent dans des environnements familiaux et communautaires favorables jouissent de certains avantages, comme la possibilité de s'inscrire dans des clubs de filles, tout comme celles dont la naissance est enregistrée, qui sont par exemple en mesure de poursuivre leur scolarité, de générer des revenus et d'accéder à des services. L'étude indique que les déterminants de la résilience des filles sont interdépendants et requièrent des réponses multisectorielles et multipartites, qui prennent en compte le contexte dans lequel les filles évoluent, leurs capacités et les stratégies de changement possibles.

Les résultats concernant les stratégies de changement montrent que certains facteurs peuvent améliorer l'accès des filles aux services et aux programmes, ce qui, à terme, peut renforcer leurs capacités et leur résilience. Par exemple, le fait d'avoir des amies de confiance et des mentors adultes est un facteur favorable pour les adolescentes. Les résultats de l'étude font état d'obstacles pouvant limiter l'accès des filles aux services et aux programmes en mesure de renforcer leurs capacités et leur résilience. Les normes liées au genre et à l'âge, l'acceptation sociale de la violence à l'égard des femmes et des filles, le manque de services inclusifs ou d'opportunités pour les filles handicapées, le manque de soutien et d'opportunités pour les filles afin qu'elles contribuent à leur société ou développent des réseaux de soutien social sont autant de facteurs qui se conjuguent et limitent leurs capacités et leur résilience.

Les résultats de l'étude présentés dans ce rapport contribuent à la mise au point d'un nouveau modèle de résilience des adolescentes au Sahel. Ce dernier décrit la trajectoire du développement, de l'autonomisation et de la résilience des adolescentes dans le contexte du Sahel, et il peut être étendu et élargi à partir de répliques de l'étude dans d'autres pays et à travers des ateliers communautaires, y compris avec de jeunes filles.

Sur la base des résultats de l'étude, nous proposons les prochaines étapes à suivre afin que les responsables de la mise en œuvre des programmes, les partenaires techniques et financiers, les décideurs et les chercheurs puissent faire progresser la compréhension et le soutien aux adolescentes au Sahel, et ainsi atteindre l'égalité des genres.



Recommandations à l'intention des partenaires techniques et financiers, et des décideurs :

- Veiller à ce que les initiatives en faveur de la résilience et de l'égalité des genres au Sahel prennent en compte les enseignements tirés de cette étude pour une programmation renforcée au niveau des communautés, des ménages et des adolescentes.
- Fournir un financement prévisible, flexible, pluriannuel et durable, car le renforcement de la résilience est un processus à long terme.

Recommandations à l'intention des praticiens :

- Utiliser le modèle proposé par cette étude dans les discussions avec les adolescentes elles-mêmes et les communautés dans les pays couverts par l'étude ainsi que dans d'autres pays du Sahel, pour guider l'expansion des initiatives de résilience et mieux répondre aux besoins des adolescentes.
- Veiller à ce que les services sociaux soient adaptés au genre et à l'âge et prennent en compte les contextes de vie des adolescentes, notamment en les impliquant dans la conception desdits services sociaux.
- Éliminer les préjugés liés à l'âge, au genre, à l'appartenance ethnique, aux capacités physiques ou mentales, etc., dans le cadre de la prestation des services sociaux.
- Renforcer l'accès des filles aux services d'état civil, pour leur faciliter l'accès aux autres prestations et services sociaux.
- Lancer un programme non formel de vérification des compétences de vie, en vue d'identifier les adolescentes les plus à risques et de les aider à se créer des réseaux de soutien social, à acquérir de nouvelles compétences et à renforcer leur estime de soi et leur leadership.

Recommandations à l'intention des chercheurs :

- Mener des discussions communautaires dans d'autres pays du Sahel, partager les composantes principales de cette étude (contextes, capacités et stratégies de changement), et rechercher des contributions supplémentaires pour finaliser un modèle de résilience des adolescentes au Sahel.
- Comparer la scolarisation des filles dans les pays où les cycles d'éducation sont plus courts (par exemple, six ans) et plus longs, afin de voir comment elles peuvent faire face aux risques et aux chocs et poursuivre leur scolarité dans des environnements politiques différents.
- Comblar les principales lacunes en matière de données probantes sur les types de chocs (par exemple, climatiques, économiques) et les risques (sécurité, menaces à l'intégrité corporelle) que les adolescentes subissent individuellement, collectivement, dans les ménages, les communautés et les pays, ainsi que sur les effets de ces chocs et de ces risques sur le renforcement de la résilience.
- Mener des analyses de cohérence dans les pays du Sahel pour voir où les adolescentes sont explicitement prises en compte et/ou négligées dans les politiques existantes et pour approfondir la compréhension et la mise en œuvre au niveau local des lois et politiques nationales.

Contexte et justification

L'adolescence est de plus en plus reconnue comme la phase critique du développement humain qui prépare le terrain pour la vie ultérieure. Il s'agit d'une période de développement continu pour le cerveau, au cours de laquelle sont acquises de nouvelles connaissances et compétences, notamment la gestion de ses émotions et de ses relations, qui permettent une transition progressive et équilibrée vers l'âge adulte. Il s'agit également d'une période cruciale pour le développement de l'identité individuelle, lors de laquelle les jeunes cherchent à définir les personnes qu'ils souhaitent devenir (UNICEF, 2018). L'Afrique de l'Ouest et du Centre compte environ 196 millions de jeunes âgés de 10 à 24 ans (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2023). Les adolescentes (10-19 ans) sont 45 millions au Sahel, et 70 millions dans toute la région Afrique de l'Ouest et du Centre (UNICEF, 2024).

Des structures de soutien et des compétences appropriées peuvent conduire à une plus grande indépendance et au développement de comportements positifs et sains pendant cette période de transition. En effet, les années de vie entre 10 et 19 ans sont de plus en plus largement considérées comme une période critique, au cours de laquelle il est possible d'accélérer les progrès contre les effets de la pauvreté, des inégalités et de la discrimination, et de favoriser des trajectoires positives de développement (Sheehan et al., 2017). Sans ces soutiens, l'adolescence peut en revanche être une période à haut risque. Amin et al. (2013) suggèrent donc qu'investir dans l'adolescence au niveau mondial est le moyen le plus efficace de consolider les gains mondiaux historiques qui ont été réalisés ces trois dernières décennies pour la petite et la moyenne enfance.

La région du Sahel¹, caractérisée par une jeune population, dispose d'abondantes ressources culturelles, naturelles et humaines. Les adolescents d'aujourd'hui constituent le groupe de population le plus large, en raison de la croissance démographique rapide que la région a connue ces dernières années. Dans le même temps, il est reconnu que les mécanismes d'adaptation des populations de la région et la capacité des écosystèmes nationaux et locaux à résister aux chocs sont fréquemment affectés par de multiples facteurs structurels qui se chevauchent. De récentes données probantes montrent que des efforts importants doivent être réalisés pour améliorer la vie et les droits des adolescentes du Sahel. Cette région accueille l'un des taux de mariage précoce les plus élevés au monde, et les progrès accomplis en la matière ne sont que très modestes. Selon un rapport de l'UNICEF, le taux de mariage avant l'âge de 18 ans n'a diminué que de 5 points de pourcentage en l'espace de 25 ans, passant de 58 % à 53 % (UNICEF, 2020). Ces taux élevés de mariage précoce contribuent en aval sur le niveau d'éducation, l'autonomisation et la maternité précoce des filles – le tout alimentant le cycle de pauvreté continu. Dans un sous-ensemble de pays du Sahel comprenant le Mali, la Mauritanie et le Niger, les adolescentes âgées de 10 à 18 ans représentent environ 6 647 000 de filles (Nations Unies, 2023). Parmi elles, une fille sur deux est mariée avant ses 18 ans ; huit enfants sur dix sont victimes de violences ; un enfant sur trois n'est pas scolarisé ; et un enfant sur quatre vit dans des zones affectées par des conflits. Cette région abrite également 4,9 millions de personnes réfugiées, déplacées à l'intérieur de leur pays et/ou rapatriées (UNICEF, 2021).

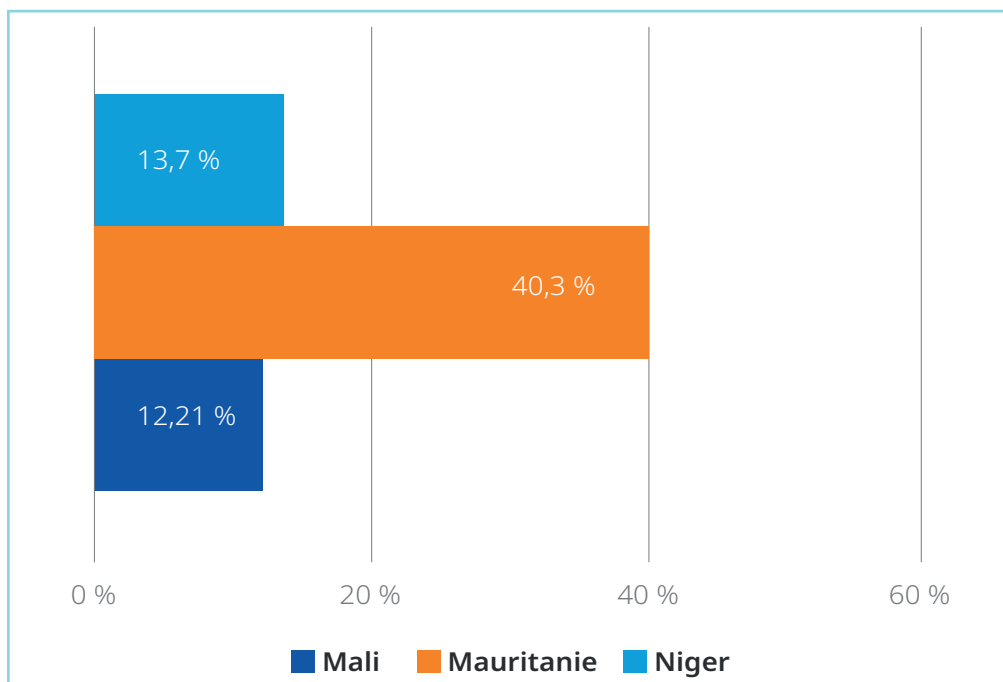
¹ Le Sahel est la région semi-aride de l'Afrique qui s'étend du Sénégal jusqu'au Soudan – ou d'est en ouest, de l'océan Atlantique à la mer Rouge. Toutefois, au vu des défis communs en matière de développement, les Nations Unies ont spécifiquement identifié dix pays dans la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel : le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad.

Depuis 2020, plus de 3 millions de personnes vivant en situation de vulnérabilité (dont 2,7 millions d'enfants) au Mali, en Mauritanie et au Niger ont été impliquées chaque année dans une ou plusieurs interventions tenant compte de la résilience, mises en œuvre par les services publics décentralisés et les communautés dans le cadre du programme régional de l'UNICEF sur le renforcement de la résilience au Sahel (Building Resilience in the Sahel, BRS)².

L'enquête de référence du programme BRS (2021)³ montre que dans les régions d'intervention, le mariage des enfants est fréquent chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, de nombreuses filles étant mariées avant l'âge de 15 ans (15,7 % au Mali, 23,9 % en Mauritanie et 33 % au Niger), ou avant l'âge de 18 ans (25,1 % au Mali, 46,6 % en Mauritanie et 74 % au Niger). Les filles sont également exposées à un risque élevé de violence sexuelle. Par exemple, au Mali, les rapports sexuels forcés sont plus fréquents chez les 15-17 ans (7,9 %).

Selon les données les plus récentes, moins d'un tiers des femmes avaient terminé le premier cycle de l'enseignement secondaire au Mali (2020) et au Niger (2023) ; tandis que moins de la moitié des femmes avaient terminé le premier cycle de l'enseignement secondaire en Mauritanie (2023) (graphique 1).

Graphique 1 : Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire chez les filles



Source : Mali (UNESCO, 2020), Mauritanie (UNESCO, 2023), Niger (Banque Mondiale, 2023).

Selon l'enquête de référence du programme BRS et comme illustré au graphique 2, les pays présentant le taux d'alphabétisation le plus faible étaient le Mali (12,1 %) et le Niger (6,8 %). Les niveaux étaient les plus hauts chez les femmes des zones d'intervention en Mauritanie, où près de la moitié étaient alphabétisées. Le taux de fréquentation de l'école primaire par les enfants en âge de la fréquenter dans les zones d'intervention est plus homogène dans les trois pays, variant de 26,1 % au Niger, 36,1 % au Mali, à 47,8 % en Mauritanie. On constate une baisse du taux de fréquentation entre le primaire et le secondaire pour les enfants des zones d'intervention au Mali et en Mauritanie, où le taux

² Dans les Lignes directrices communes des Nations Unies pour aider à bâtir des sociétés résilientes (2020), la résilience est définie comme « la capacité des individus, des ménages, des communautés, des villes, des institutions, des systèmes et des sociétés à prévenir, résister, absorber, s'adapter, réagir et se rétablir de manière positive, efficiente et efficace face à un large éventail de risques, tout en maintenant un niveau de fonctionnement acceptable sans compromettre les perspectives de développement durable, de paix et de sécurité, de droits de l'homme et de bien-être pour tous. »

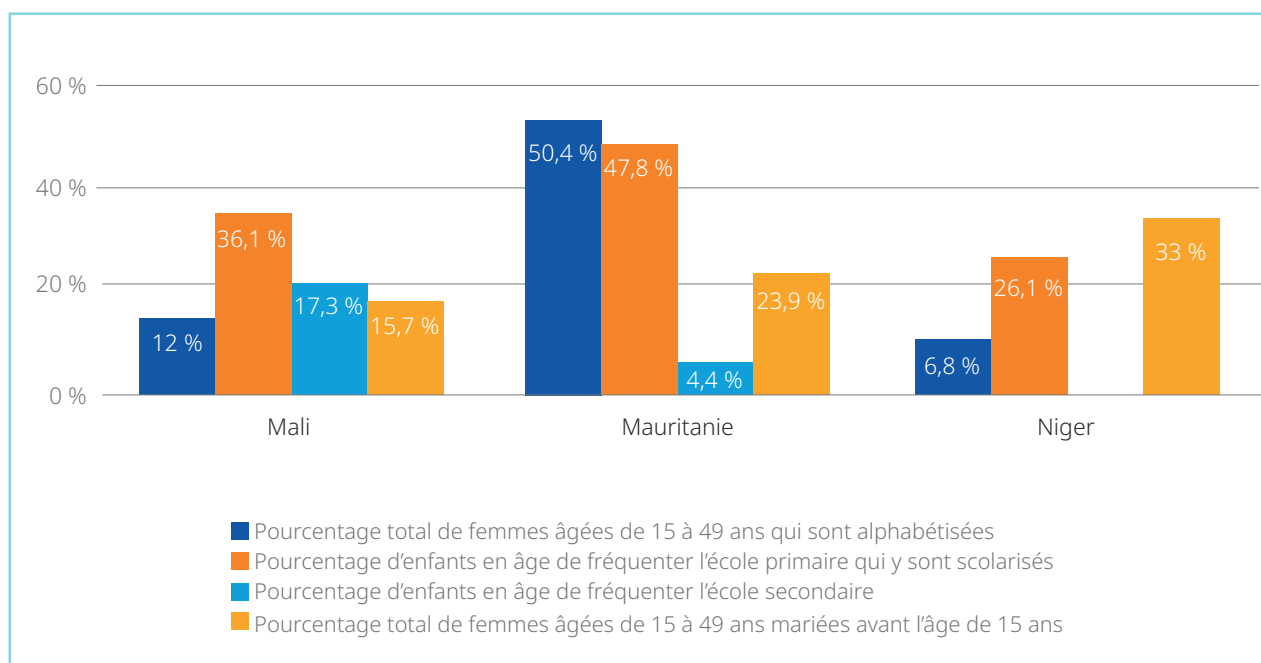
³ Il convient de noter que les enquêtes de référence ne sont pas représentatives au niveau national.



de fréquentation du secondaire chute à 17,3 % et 4,4 % respectivement. En ce qui concerne le mariage des enfants, le Niger est en tête, avec un tiers des femmes des zones d'intervention âgées de 15 à 49 ans mariées avant l'âge de 15 ans. Le pays est suivi par la Mauritanie (23,9 %) puis le Mali (15,7 %)⁴.



Graphique 2 : Niveau d'éducation et profil en matière de mariage précoce dans les zones d'intervention de l'UNICEF



Source : Enquête de référence du programme BRS, 2021

* Les chiffres pour la zone du programme BRS sont inférieurs à la moyenne nationale.

⁴ While regional updates on child marriage data are available, the report draws on data from the 2021 baseline study, the period of which coincides with data from the survey areas.



Objectifs de l'étude

Le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) cible en priorité les filles adolescentes, en vue d'éliminer les obstacles auxquels elles sont confrontées et de promouvoir leur autonomisation. Pour ce faire, il est fondamental de comprendre le contexte dans lequel l'autonomisation des adolescentes peut (ou ne peut pas) être atteinte, ainsi que les moyens de renforcer leurs capacités de résilience.

À ces fins, Population Council a été chargé d'entreprendre une recherche participative à plusieurs niveaux et à méthodes mixtes sur l'autonomisation et la résilience des adolescentes au Sahel. Cette approche permet à l'UNICEF non seulement de comprendre les dynamiques politiques, sociales et de genre sous-jacentes qui affectent les adolescentes, mais aussi de contribuer à la mise au point d'un modèle d'autonomisation et de renforcement de la résilience des adolescentes qui pourra être étendu à d'autres contextes dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les objectifs globaux de cette étude sont d'éclairer le futur travail du programme BRS et de renforcer la programmation de l'UNICEF dans la région en faveur des adolescentes et en collaborant avec elles.

Cette étude s'appuie sur une question de recherche générale et quatre questions spécifiques.

Question de recherche générale

Quelles sont les difficultés auxquelles les adolescentes âgées de 10 à 18 ans sont confrontées et les possibilités qui leur sont offertes pour parvenir à l'autonomisation et renforcer leur résilience, et comment celles-ci diffèrent-elles selon d'autres caractéristiques sociodémographiques telles que le groupe d'âge, le niveau de scolarisation et l'état civil ?

Questions de recherche spécifiques

1. Dans quelle mesure les filles âgées de 10 à 14 ans et de 15 à 18 ans ont-elles accès aux informations et aux services, au soutien de leur famille, de leurs pairs et de leur communauté, et ont-elles la possibilité de prendre des décisions sur leur vie et d'agir en conséquence ?
2. Quelles normes de genre, sociales et communautaires facilitent ou entravent les capacités et le renforcement de la résilience pour les filles âgées de 10 à 14 ans et de 15 à 18 ans ?
3. Quels éléments pourraient faciliter l'efficacité des programmes destinés au renforcement des capacités et de la résilience des adolescentes, en tenant compte des caractéristiques sociodémographiques d'intérêt ?
4. Quels sont les obstacles potentiels à l'efficacité des programmes visant à aider les adolescentes à renforcer leurs capacités et leur résilience, en tenant compte des caractéristiques sociodémographiques d'intérêt ?

Cette étude a utilisé une approche participative à méthodes mixtes et à plusieurs niveaux pour comprendre les dynamiques politiques, sociales et de genre sous-jacentes et leurs effets sur les capacités et le bien-être des cohortes d'adolescentes regroupées selon des caractéristiques sociodémographiques (groupe d'âge – 10-14 ans et 15-18 ans ; statut scolaire – scolarisées et non scolarisées ; et état matrimonial – célibataires et mariées). Le statut scolaire est considéré comme un facteur déterminant compte tenu de la



proportion importante d'adolescentes au Sahel qui sont mariées avant l'âge de 18 ans (notamment au Mali et au Niger) et pour lesquelles le mariage freine leur scolarité, voire y met fin. De plus, l'éducation joue un rôle important dans l'atteinte des résultats en matière de capacités, ce qui fait du niveau d'éducation un déterminant essentiel.

La présente étude a donc combiné une approche quantitative à des méthodes qualitatives de collecte de données, décrites ci-dessous.

Volet quantitatif : Analyse d'une enquête auprès d'adolescentes de 10 à 19 ans⁵ vivant dans un échantillon de ménages, dans le cadre de l'évaluation du programme BRS au Mali et au Niger.

Volet qualitatif 1 : Collecte de données à l'aide des méthodes suivantes :

1. Discussions de groupe (DG) avec 1) des adolescentes, par groupe d'âge (10-14 ans, 15-18 ans) et par niveau de scolarité, et 2) des parents/tuteurs d'adolescentes. Des exercices de cartographie des normes communautaires et sociales ont été intégrés dans les deux types de DG ;
2. Entretiens individuels approfondis (EIA) avec des adolescentes ;
3. Entretiens avec des informateurs clés (EIC) avec des prestataires de services et des responsables communautaires.

Volet qualitatif 2 : Des DG et des entretiens approfondis avec des adolescentes (10-18 ans) et des chefs de village ont été réalisés dans quelques communautés sélectionnées pour l'évaluation du programme BRS (Mali et Niger seulement). Cette composante s'est focalisée sur la vie des filles âgées de 10 à 18 ans dans les communautés cibles et les activités auxquelles les adolescentes participent au niveau communautaire, ainsi que les mesures et initiatives prises par l'ensemble des adolescentes ou une « adolescente modèle ».



⁵ Des données quantitatives ont été recueillies jusqu'à l'âge de 19 ans pour s'aligner sur les tranches d'âge de 5 ans de l'enquête démographique et de santé (EDS). Cependant, très peu de jeunes de 19 ans ont été inclus dans les enquêtes. Des données qualitatives ont été recueillies jusqu'à l'âge de 18 ans inclus.

Pourquoi les adolescentes ?

L'engagement de l'UNICEF en faveur de l'égalité des genres est exprimé dans le Plan d'action 2022-2025 de l'UNICEF pour l'égalité des genres⁶. Ce plan d'action reconnaît que la discrimination fondée sur le genre entraîne des répercussions tout au long de la vie et des conséquences intergénérationnelles. La présente étude s'est concentrée sur les adolescentes plutôt que sur l'ensemble des adolescents, reconnaissant le fait que l'expérience de l'adolescence est intrinsèquement différente pour les filles et les garçons, compte tenu du poids des inégalités de genre vécues par les filles et de leurs effets différenciés sur la scolarisation, la migration, l'intégrité corporelle, l'âge et le pouvoir décisionnel en matière de mariage ou de maternité, en plus des risques de violence et des trajectoires économiques différentes qu'ils entraînent. Vu la relation directe entre l'égalité du genre et des meilleurs résultats du développement, la rectification de la situation d'inégalités des filles adolescentes aura un impact direct et indirect sur l'adolescence en général.

Pour devenir résilientes et s'épanouir, les adolescentes ont besoin d'une variété de compétences qui, en plus des changements structurels initiés par les responsables, leur permettront de résister aux chocs, tels que la rupture scolaire ou les mutilations génitales féminines (MGF). Malgré les parcours différents des adolescentes et des adolescents, les recherches de Population Council indiquent que la majorité des programmes pour les jeunes n'atteignent pas les plus à risque d'exclusion (par exemple, les adolescentes non scolarisées ou mariées) et qu'ils ne sont accessibles qu'aux personnes ayant des niveaux plus élevés de capital humain, comme l'éducation ou les réseaux de soutien social (voir par exemple, Weiner 2011).

Afin de comprendre la résilience dans le contexte du Sahel, il convient de réaliser un examen approfondi de l'expérience des femmes dans la région. Sachant que les difficultés qu'elles rencontrent sont souvent exacerbées pour les filles, à cause de la discrimination en raison de leur âge, l'étude a porté en particulier sur des données quantitatives et qualitatives recueillies auprès des adolescentes. L'étude s'est également appuyée sur les points de vue de femmes adultes – qu'il s'agisse de mères, d'employées d'organisations non gouvernementales (ONG) ou de prestataires de services – et de personnes qui n'ont jamais fait l'expérience d'être une fille, comme des hommes adultes, des travailleurs d'ONG ou des prestataires de services et membres des autorités locales masculins.



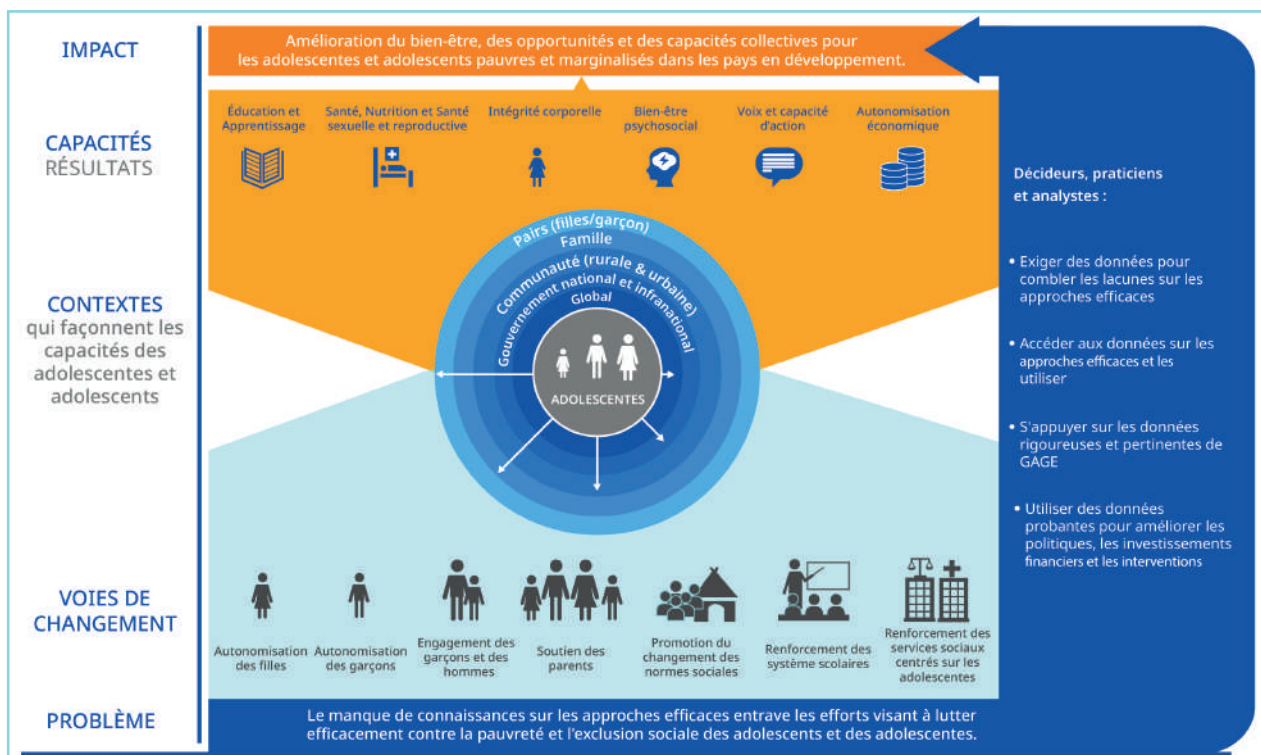
⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Plan d'action 2022-2025 de l'UNICEF pour l'égalité des genres. Nations Unies, Conseil économique et social (version française), juillet 2021.



Cadre conceptuel

Le consortium Gender and Adolescence: Global Evidence (GAGE) a mis au point un cadre conceptuel étayé par le modèle socioécologique, qui examine les relations entre les facteurs individuels, communautaires et sociétaux, et permet un examen ciblé des multiples effets et de l'interdépendance des éléments sociaux dans un environnement donné (Bronfenbrenner, 1979 ; Bronfenbrenner, 1999). Plus précisément, le cadre adopte une approche holistique pour comprendre ce qui fonctionne, pour qui, où et pourquoi, en vue de soutenir le développement et l'autonomisation des filles et des garçons aussi bien pendant l'adolescence qu'à l'âge adulte. Le cadre met l'accent sur l'aspect transversal des normes de genre et comporte trois composantes principales :

1. **Capacités des adolescents** – examen du bien-être individuel et collectif des jeunes en fonction de six grands domaines : **l'éducation et l'apprentissage, l'intégrité corporelle** (y compris le fait de ne pas faire l'objet de violence sexuelle et liée au genre, et de ne pas subir de mariage précoce ou de MGF), **la santé sexuelle et reproductive, la nutrition, le bien-être psychosocial, la voix et la capacité d'action, et l'autonomisation économique.**
2. **Contextes** – étude des façons dont les environnements locaux, nationaux et internationaux des adolescentes façonnent leurs vies et leurs parcours de développement.
3. **Stratégies de changement** – recherche des moyens permettant de maximiser l'impact des programmes pour les adolescentes en intervenant simultanément aux niveaux individuel, familial, communautaire, des services et des systèmes.



Source : Consortium GAGE, *Gender and Adolescence: Why understanding adolescent capabilities, change strategies and contexts matters*. Gender and Adolescence: Global Evidence, Londres, 2017.

Le cadre 3C du consortium GAGE nous rappelle que les expériences des adolescentes non seulement changent avec le temps, mais varient également en fonction du contexte et sont façonnées par leurs capacités endogènes de résilience, lesquelles contribuent à la façon dont elles réagissent aux défis liés à chacun des six domaines de capacité.





Notre étude applique le cadre 3C de GAGE, en mettant l'accent sur certains aspects, tels que les contextes. Nous avons cherché à nous concentrer sur les filles pour les raisons susmentionnées. Au niveau mondial, il existe une compréhension commune du concept de résilience entre les entités des Nations Unies, définissant la résilience comme suit : « La résilience est la capacité des individus, des ménages, des communautés, des villes, des institutions, des systèmes et des sociétés à prévenir, résister, absorber, s'adapter, réagir et se rétablir de manière positive, efficiente et efficace face à un large éventail de risques, tout en maintenant un niveau de fonctionnement acceptable sans compromettre les perspectives à long terme de développement durable, de paix et de sécurité, de droits de l'homme et de bien-être pour tous. » (Nations Unies, 2020)

Même si ce cadre conceptuel mondial des Nations Unies n'est pas établi précisément pour les adolescentes, il détermine quatre éléments essentiels au renforcement de la résilience, à savoir :

1. La planification et la programmation tenant compte des risques : Prise en compte du risque dans toutes ses dimensions et dans son contexte local. Cet élément se réfère directement aux Contextes, du cadre 3C GAGE, et renforce la notion d'interaction entre différents niveaux pour une programmation efficace.
2. Le renforcement des capacités de résilience : Les systèmes, les communautés et les individus sont considérés comme résilients lorsqu'ils disposent d'un ensemble de capacités et de ressources distinctes essentielles pour faire face, résister à des événements et des chocs défavorables, et rebondir après la survenue de ces chocs⁷. Cet élément fait appel à plusieurs dimensions du cadre

⁷ Il s'agit de cinq grandes capacités de résilience :

Capacité d'absorption : La capacité à prendre des mesures de protection et à « rebondir » après un choc en utilisant des réponses prédéterminées pour préserver et restaurer les structures et fonctions de base essentielles. Elle implique d'anticiper, de planifier, de faire face et de se remettre des chocs et des stress (Cutter et al., 2008 ; Béné et al., 2012 ; Oxfam, 2017).

3C de GAGE, à l'instar des capacités et des stratégies de changement, particulièrement celles de l'autonomisation des filles et des garçons, du soutien aux parents, des systèmes d'éducation et des services pour les adolescents et les adolescentes.

3. **Systèmes interconnectés** : Les risques sont multidimensionnels ; par conséquent, le renforcement de la résilience exige une approche holistique qui favorise l'identification des risques et de leurs interdépendances au sein des systèmes pertinents dans une zone géographique donnée. Il convient donc de déterminer les systèmes et les secteurs sur lesquels se concentrer parmi tous les systèmes sociaux, sanitaires, culturels, économiques, de gouvernance et environnementaux. En droite ligne du cadre 3C de GAGE, cet élément renforce la notion d'interaction entre les 3C et les capacités indépendantes.
4. **L'union des forces à travers des partenariats** : Le renforcement de la résilience englobant de multiples risques, secteurs et systèmes, une approche multipartite, inclusive et participative est nécessaire. Les acteurs locaux et nationaux jouent un rôle particulièrement important, car les gouvernements nationaux sont les premiers responsables de la sécurité et du bien-être des populations. Par ailleurs, les acteurs nationaux et locaux sont parmi les premiers à réagir aux catastrophes, aux crises et aux flambées de violence. Ce dernier élément traduit bien la base du cadre 3C de GAGE, en visant les acteurs nationaux et locaux de tous types à agir pour le bien-être des adolescentes et des adolescents. Il clarifie par ailleurs l'influence du contexte national et local sur leur vie.

Capacité d'adaptation : La capacité à apporter des ajustements, des modifications ou des changements progressifs aux caractéristiques des systèmes et des actions pour atténuer les changements potentiels, afin de continuer à fonctionner sans changements qualitatifs majeurs dans la fonction ou l'identité structurelle (Organisation de coopération et de développement économiques, 2014 ; Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2012 ; Béné et al., 2012 ; Oxfam, 2017).

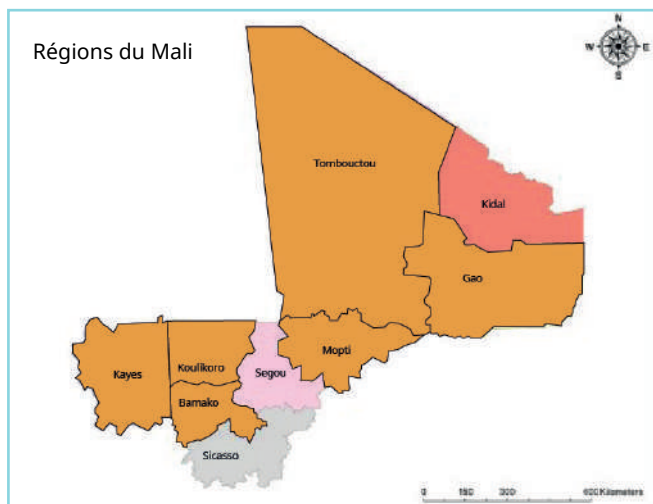
Capacité d'anticipation : La capacité à prendre des mesures précoces en prévision d'une menace potentielle afin de réduire ses effets négatifs potentiels ; notamment par le biais d'une alerte précoce, d'une action précoce et d'un financement s'appuyant sur les prévisions (Initiative des Nations Unies pour la résilience face aux changements climatiques, 2017).

Capacité de prévention : La capacité à mettre en œuvre des activités et à prendre des mesures pour réduire les risques existants et éviter la création de nouveaux risques. Bien que certains risques ne puissent être éliminés, la capacité de prévention vise à réduire la vulnérabilité et l'exposition dans des contextes où, par conséquent, le risque est réduit (adapté de Groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée, 2016).

Capacité de transformation : La capacité à créer un système fondamentalement nouveau lorsque les structures écologiques, économiques ou sociales rendent le système existant intenable (Organisation de coopération et de développement économiques, 2014 ; Walker et al., 2004). La capacité de transformation est requise lorsque le changement nécessaire va au-delà des capacités d'anticipation, d'absorption, d'adaptation et de prévention du système et lorsqu'il est reconnu que les structures écologiques, économiques ou sociales emprisonnent les personnes dans un cercle vicieux de pauvreté, de catastrophes et de conflits, et rendent le système existant non durable (ActionAid, 2016).

Les sites de l'étude

Les données de cette étude à méthodes mixtes ont été recueillies auprès d'un échantillon de communautés situées dans les régions d'intervention du programme BRS. Les données ont été recueillies dans les régions suivantes :



■ Régions couvertes par l'étude

Mali

Approche quantitative :
Bandiagara, Gao, Koulikoro, Mopti, Tombouctou

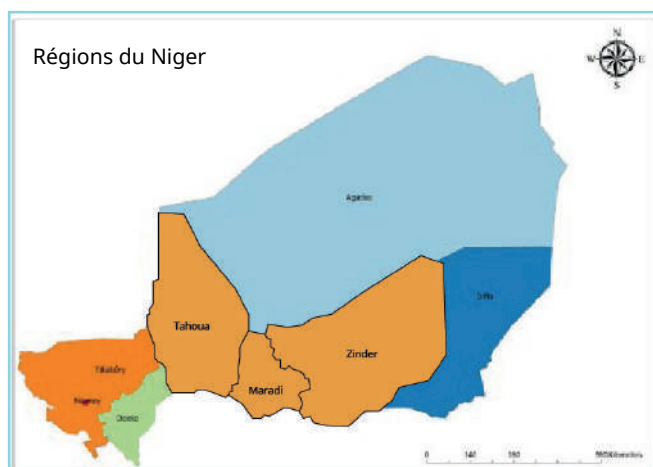
Approche qualitative 1 :
Kayes, Koulikoro, Mopti

Approche qualitative 2 :
Bandiagara, Koulikoro, Mopti



Mauritanie

Approche qualitative 1 :
Assaba, Guidimakha



Niger

Approche quantitative :
Maradi, Tahoua, Zinder

Approche qualitative 1 :
Maradi, Tahoua, Zinder

Approche qualitative 2 :
Maradi, Tahoua, Zinder



MÉTHODE

Aperçu de la collecte des données

Le tableau suivant présente les activités de collecte de données auprès d'adolescentes et d'autres parties prenantes dans les trois pays⁸.

Tableau 1 : Présentation de la collecte des données

	Approche quantitative		Approche qualitative 1		
Mali			Total Echantillon : 720	Echantillon quantitatif : 416	Echantillon quantitatif : 304
	Enquête auprès des adolescentes	DG entre adolescentes	EIA avec des adolescentes	DG entre parents	EIC
Population étudiée	Adolescentes âgées de 10 à 19 ans	10-14 ans, scolarisées 10-14 ans, non scolarisées 15-18 ans, scolarisées 15-18 ans, non scolarisées	10-14 ans, scolarisées 10-14 ans, non scolarisées 15 à 18 ans, scolarisées 15-18 ans, non scolarisées	Parents/tuteurs d'adolescentes âgées de 10 à 14 ans Parents/tuteurs d'adolescentes âgées de 15 à 18 ans	Responsables de la mise en œuvre des programmes, prestataires de services et leaders communautaires (y compris les jeunes leaders)
Échantillon	n=416	n=24 (61)	n=18	n=24 (59)	n=54
Période de collecte	Février-mars 2023		Septembre-octobre 2023		
Régions	Bandiagara, Gao, Koulikoro, Mopti, Tombouctou		Kayes (Diéma, Kéniou), Koulikoro (Guihoyo, Kalassa), Mopti (Boré, Dimbal)		
Approche qualitative 2					
Mali					
	DG entre adolescentes	EIA avec des adolescentes	EIA avec des chefs de village		
Population étudiée	Adolescentes de 10 à 18 ans	Adolescentes « modèles » de 10 à 18 ans	Chefs du village		
Échantillon	n=10 (100)	n=3	n=9		
Période de collecte	Novembre 2023				
Région	Bandiagara, Koulikoro, Mopti				

⁸ Ce nombre est dérivé des personnes interrogées dans le cadre des composantes quantitatives et qualitatives, y compris les discussions de groupe.

Approche quantitative		Approche qualitative 1			
Niger		Total Echantillon : 806		Echantillon quantitatif : 405	Echantillon quantitatif : 401
	Enquête auprès des adolescentes	DG entre adolescentes	EIA avec des adolescentes	DG entre parents	EIC
Population étudiée	Adolescentes âgées de 10 à 19 ans	10-14 ans, scolarisées 10-14 ans, non scolarisées 15-18 ans, scolarisées 15-18 ans, non scolarisées	10-14 ans, scolarisées 10-14 ans, non scolarisées 15 à 18 ans, scolarisées 15-18 ans, non scolarisées	Parents/tuteurs d'adolescentes âgées de 10 à 14 ans Parents/tuteurs d'adolescentes âgées de 15 à 18 ans	Responsables de la mise en œuvre des programmes, prestataires de services et leaders communautaires (y compris les jeunes leaders)
Échantillon	n=405	n=23 (135)	n=23	n=23 (135)	n=23
Période de collecte	Février et mars 2023		Octobre 2023		
Régions (villages)	Maradi Tahoua Zinder		Maradi (Dadin Mayahi, Jibillé) Tahoua (Tourouft, Kehéhé) Zinder (Garin Oubalé, Roumbouki)		
Approche qualitative 2					
Niger					
	DG entre adolescentes	EIA avec des adolescentes	EIA avec des chefs de village		
Population étudiée	Adolescentes de 10 à 18 ans	Adolescentes « modèles »	Chefs de village		
Échantillon	n=9 (73)	n=3	n=9		
Période de collecte	Novembre 2023				
Région	Maradi, Tahoua, Zinder				

Approche quantitative		Approche qualitative 1			
Mauritanie		Total Echantillon : 450		Echantillon quantitatif : n/a	Echantillon quantitatif : 450
	Enquête auprès des adolescentes	DG entre adolescentes	EIA avec des adolescentes	DG entre parents	EIC
Population étudiée	Non-implémentée pour raisons de la couverture de l'évaluation du programme BRS (source des données quantitatives pour Mali et Niger)	10-14 ans, scolarisées 10-14 ans, non scolarisées 15 à 18 ans, scolarisées 15-18 ans, non scolarisées	10-14 ans, scolarisées 10-14 ans, non scolarisées 15-18 ans, scolarisées 15-18 ans, non scolarisées	Parents/tuteurs d'adolescentes âgées de 10 à 14 ans Parents/tuteurs d'adolescentes âgées de 15 à 18 ans	Responsables de la mise en œuvre des programmes, prestataires de services et leaders communautaires (y compris les jeunes leaders)
Échantillon		n=24 (230)	n=24	n=24 (142)	n=54
Période de collecte		Septembre 2023			
Régions (villages)		Assaba (Gvava Voulane, Neznaza, Worty) Guidimakha (Chelkha Dakhna, Diogountoro, Moutaalag Meden)			



Le tableau suivant montre la relation entre les questions de recherche, les activités de collecte de données, les outils ainsi que les

contextes, les capacités et les stratégies de changement (3C) par pays.

Tableau 2 : Questions de recherche, activités de collecte de données, outils puis contextes, capacités et stratégies de changement (3C) par pays.

Questions de recherche			
Dans quelle mesure les filles âgées de 10 à 14 ans et de 15 à 18 ans ont-elles accès aux informations et aux services, au soutien de leur famille, de leurs pairs et de leur communauté, et ont-elles la possibilité de prendre des décisions sur leur vie et d'agir en conséquence ?			
Quelles normes de genre, sociales et communautaires facilitent ou entravent les capacités et le renforcement de la résilience pour les filles âgées de 10 à 14 ans et de 15 à 18 ans ?			
Quels éléments pourraient faciliter l'efficacité des programmes destinés au renforcement des capacités et de la résilience des adolescentes, en tenant compte des caractéristiques sociodémographiques d'intérêt ?			
Quels sont les obstacles potentiels à l'efficacité des programmes visant à aider les adolescentes à renforcer leurs capacités et leur résilience, en tenant compte des caractéristiques sociodémographiques d'intérêt ?			
Activité de recherche	Outils	Niveau du cadre	Pays
Examen documentaire	Données démographiques et politiques actuelles	Contexte	Mali, Mauritanie, Niger
Enquête auprès des adolescentes	Questionnaire d'enquête auprès des adolescents	Contexte	Mali, Niger
DG entre adolescentes (10 à 14 ans)	Guides pour les groupes de discussion	Contexte	Mali, Mauritanie, Niger
EIA avec des adolescentes (10 à 14 ans)	Séance 1 : L'éducation et l'apprentissage, le bien-être psychosocial, le handicap	Capacités : - Éducation et apprentissage - Intégrité corporelle	
DG entre parents (10 à 14 ans)	Séance 2 : La santé, la nutrition, la santé sexuelle et reproductive, l'intégrité corporelle (la violence sexuelle et liée au genre)	- Santé, santé sexuelle et reproductive, nutrition - Capacité d'expression et d'action	
EIC (10 à 14 ans)	Séance 3 : La capacité d'expression et d'action, l'intégrité corporelle (mariages précoces), l'autonomisation économique Guides d'entretien avec les informateurs clés : Éducation ; nutrition ; santé sexuelle et reproductive ; protection et autonomisation des enfants.	- Autonomisation économique - Bien-être psychosocial - Stratégies de changement	
DG entre adolescentes (15 à 18 ans)	Guide pour les discussions de groupe et guide pour les entretiens avec les chefs de village :		Mali, Niger



EIA avec des adolescentes (15 à 18 ans)	participation des filles au niveau communautaire, possibilités et difficultés	Capacités prioritaires : Expression et action Autonomisation économique
DG entre parents (15 à 18 ans)	Guide pour les entretiens individuels avec les adolescentes : contexte personnel, motivation, possibilités et difficultés	Stratégies de changement
EIA avec des chefs de village		

Validation des instruments d'étude et formation des agents et agentes de collecte

Des instruments d'étude provisoires ont été élaborés et soumis aux comités d'éthique au début de cette étude. Les DG entre adolescentes ont été divisées en trois séances, compte tenu du grand nombre de sujets à aborder avec elles, de la reconnaissance du fait que les filles ne peuvent parler que pendant un certain temps, et du fait qu'il soit nécessaire d'établir la confiance avec les filles, afin qu'elles soient à l'aise et aient noué une certaine relation les unes avec les autres avant de pouvoir parler de certains sujets.

Séance 1 :

- L'éducation et l'apprentissage
- Le bien-être psychosocial
- Le handicap

Séance 2 :

- La santé, la nutrition et la santé sexuelle et reproductive
- L'intégrité corporelle la violence sexuelle et liée au genre

Séance 3 :

- La voix et la capacité d'action
- L'intégrité corporelle-mariages précoces
- L'autonomisation économique

Les agents et agentes de collecte de données recrutés pour le volet qualitatif ont été spécialement choisis sur la base de leurs expériences en recherche qualitative, leurs expériences en matière de collecte des données avec des adolescentes, leur connaissance du site de l'étude et de la langue locale. Afin de s'approprier les méthodes quantitatives et qualitatives et d'obtenir une compréhension commune des outils dans chaque pays, une formation a été organisée pour doter les responsables de la collecte de données de connaissances et compétences sur les objectifs de l'étude, le cadre conceptuel et la démarche méthodologique, mais également pour qu'ils se familiarisent avec les différents outils de collecte et leur mode et conditions d'administration. Population Council a inclus dans les formations les aspects à particulièrement prendre en compte dans le cadre de travaux de recherche avec des filles adolescentes. De même, les règles éthiques en matière de recherche ainsi que la politique de prévention contre l'exploitation et les abus sexuels ont constitué une part importante de la formation des agents et agentes de collecte des données. Après la formation, l'équipe de Population Council a procédé à l'intégration de retours d'information à la suite de simulations et de contributions des participants et participantes en vue d'améliorer les guides et les instruments de recherche.



Recrutement des participants et participantes

Tout au long des activités de collecte de données, Population Council et ses responsables dans les pays ont travaillé en étroite collaboration avec les équipes pays de l'UNICEF pour identifier des contacts communautaires reconnus, des écoles, des programmes et des lieux au sein de chaque communauté où des filles des groupes d'âge et statuts ciblés pourraient être recrutées pour des groupes de discussion. Des participantes potentielles à des entretiens approfondis avec des adolescentes ont été tirées au hasard dans la liste de l'enquête auprès des ménages menée dans le cadre du programme BRS. Une attention particulière a été accordée au recrutement intentionnel de filles handicapées⁹ et à la représentation de différents groupes de filles dans l'échantillon afin de tirer parti de la diversité et de l'intersectionnalité. Cette diversité de points de vue est importante pour comprendre les expériences vécues par les adolescentes. Les rapports nationaux détaillent la diversité ethnique dans le pays, qui peut entraîner des désavantages cumulés ou, à l'inverse, des privilèges ou protections combinés.

À partir de là, l'objectif, la conception, les critères de recrutement et le processus de l'étude ont été expliqués aux sujets potentiels, et les coordonnées des

personnes admissibles ayant manifesté leur intérêt ont été obtenues. Les assistants et assistantes de recherche ont communiqué avec les participantes potentielles, et les parents ont été contactés en vue de leur communiquer des informations sur l'objectif de l'étude et demander le consentement de leur fille ou de leur pupille à y participer. Des efforts supplémentaires ont été déployés pour identifier les organismes qui soutiennent les personnes handicapées. Le recrutement des parents s'est fait de la même manière et, en plus de demander le consentement de leur fille ou de leur pupille pour participer à l'étude, les contacts communautaires ont invité les parents/tuteurs eux-mêmes à participer aux DG.

Les informateurs clés ont été identifiés au fur et à mesure par l'intermédiaire des bureaux de l'UNICEF dans les régions d'étude, des contacts communautaires clés ainsi que lors d'exercices de cartographie menés avec des adolescentes et des parents/tuteurs. Après avoir dressé la liste des informateurs clés possibles dans la collectivité, les assistants et assistantes de recherche ont approché de potentielles personnes-ressources, leur ont expliqué le but de l'étude et leur ont demandé si elles étaient intéressées pour participer à un entretien.

Consentement éclairé et accord des adolescentes

Le caractère éthique de cette étude a été validé au niveau global et dans chaque pays, et les coordinateurs nationaux ont suivi la formation en ligne sur la recherche éthique recommandée par l'UNICEF, obligatoire aux fins de l'exécution de la mission. Ils ont ensuite reçu une attestation.

Étant donné qu'un nombre important de personnes interrogées et ayant participé aux groupes de discussion étaient mineures

(personnes de moins de 18 ans), une autorisation parentale a été demandée. Les responsables nationaux ont contacté les parents par l'intermédiaire de leurs pairs dans les communautés, leur ont expliqué l'objectif des groupes de discussion et des entretiens approfondis, ont sollicité un intérêt verbal pour la participation et les ont informés de la date, de l'heure et du lieu des collectes de données. Les parents ont été invités à accompagner les mineurs le jour

⁹ L'équipe a élaboré un plan B au cas où le recrutement des filles handicapées poserait difficulté. Il s'agissait d'intégrer des questions prédéterminées concernant les filles handicapées à poser aux autres répondants et répondantes, quel que soit leur âge ou genre.

de la collecte des données, et des assistants et assistantes de recherche ont expliqué les objectifs de l'étude, le temps nécessaire, les risques et les avantages qu'elle présente. Ces personnes ont lu les formulaires de consentement aux parents et aux tuteurs afin d'obtenir leur consentement éclairé à la participation de leurs filles. Dans le cas où un parent ou un tuteur n'était pas en mesure de signer, un témoin alphabétisé était recruté et invité à signer. Les adolescentes participantes ont ensuite été informées que leur parent ou tuteur avait donné son autorisation, mais qu'elles avaient elles-mêmes le droit de renoncer à

participer, sans aucune conséquence. On leur a assuré que leur participation était confidentielle et volontaire et qu'elles avaient le droit de se retirer à tout moment ou de refuser de répondre aux questions. Les filles de 18 ans ont été invitées à signer un formulaire d'accord, et les filles de moins de 18 ans mariées (considérées comme des mineures émancipées) à signer leur propre formulaire de consentement si elles acceptaient de participer. Des processus similaires ont été suivis pour les DG avec les parents et les entrevues avec les informateurs clés.



Transcription et traduction

Les instruments de l'étude ont été élaborés en anglais et traduits en français. La formation des agents et agentes de collecte a permis de faire des simulations avec les différents outils. Les outils ont été testés avec les responsables de la collecte, puis traduits en langues locales durant des séances interactives, avant d'être administrés dans lesdites langues locales. Des DG, des EIA et des EIC ont été enregistrés, traduits de la langue de l'administration vers le français et transcrits mot pour mot, sauf au Niger, où les

traducteurs et transpositeurs ont parfois reformulé les phrases pour les rendre plus concises, ou modifié le vocabulaire utilisé pour une meilleure compréhension en français. Les coordinateurs de l'étude et leurs assistants ont révisé les différentes transcriptions en les corrigeant avec les auteurs. Les données ont ensuite été envoyées à Population Council par Google Drive, afin d'en vérifier la qualité et la fiabilité. Par souci de clarté et de cohérence, les citations incluses dans le présent document ont été révisées.



Mise au point d'un cadre de codage et d'analyse des données

Les grandes catégories des guides qualitatifs ont servi de cadre de codage initial et ont été adaptées par les responsables nationaux sur la base des lectures initiales des données. Les responsables nationaux et leurs collègues ont appliqué ledit codage à tous les relevés de notes de chaque pays. Dans deux pays (le Mali et la Mauritanie),

un logiciel (Nvivo) a d'abord été utilisé pour faciliter l'analyse qualitative, mais les équipes ont finalement opté pour l'analyse manuelle du contenu, eu égard au temps disponible. Au Mali et au Niger, une analyse des données quantitatives à deux variables et à variables multiples a été effectuée avec le logiciel SPSS version 25.



Caractéristiques sociodémographiques des participantes au volet quantitatif

Le tableau 3 présente les principales données démographiques de l'échantillon du volet quantitatif au Mali et au Niger. Comme expliqué précédemment, les données quantitatives n'ont pas été collectées en Mauritanie, mais le rapport 2021 de l'étude de référence du programme BRS fournit quelques indicateurs quantitatifs relatifs au contexte de la vie des adolescentes dans le pays.

Tableau 3 : Principales données démographiques de l'échantillon quantitatif au Mali et au Niger

	Mali	Niger
Échantillon	n=416	n=405
Age (% of 10-14 ans, % des 15-19 ans)	63.0% (10-14 ans) 37.0% (15-19 ans)	68.6% (10-14 ans) 31.4% (15-19 ans)
Âge (moyen)	13.54	13.64
Répartition des adolescentes interrogées selon la région	Bandiagara 10.8% Gao 10.8% Koulikoro 13.0% Mopti 32.7% Timbuktu 32.7%	Maradi 38.8% Tahoua 22.4% Zinder 38.8%
Actuellement scolarisées	74.2%	52.1%
Total (%)	89.4%	63.4%
10-14ans (%)	38.0%	25.3%
15-19ans (%)		
Mariées actuellement ou ont été déjà mariées (%)	19.5%	23.4%
Total (%)	6.1%	6.8%
10-14 years (%)	42.2%	59.8%
15-19 years (%)		
Disponibilité d'un certificat de naissance (%)	71.6%	36.5%

Dans les deux pays, la proportion d'adolescentes de 10-14 ans actuellement scolarisées est largement supérieure à celle constatée chez les adolescentes de 15 à 19 ans. Par ailleurs, dans les deux pays, la proportion d'adolescentes actuellement mariées ou ayant déjà été mariées varie selon le groupe d'âge.

Présentation des résultats de l'étude

Les résultats de l'étude sont organisés de manière à refléter la structure du cadre 3C du consortium GAGE. La présente section s'appuie sur les résultats des méthodes mixtes pour aborder le contexte et les capacités dans le cadre des thèmes clés explorés par l'étude. L'ordre dans lequel les thèmes apparaissent dans les résultats est différent de celui du cadre 3C de GAGE et de celui dans lequel ils ont été abordés lors des DG entre adolescentes. Ici, leur ordre reflète le passage de thèmes plus autonomes à des thèmes plus complexes qui dépendent des premiers : l'éducation et l'apprentissage, l'intégrité corporelle, la santé sexuelle et reproductive et la nutrition, l'autonomisation économique,

la capacité d'expression et d'action, et le bien-être psychosocial. La section sur les résultats aborde ensuite les stratégies de changement du cadre 3C, qui recourent les six thèmes explorés dans l'étude.

Des citations illustratives issues des différents groupes concernés par l'étude sont utilisées pour étayer l'analyse des principaux résultats de cette étude. Pour chaque citation, sont mentionnés le mode de collecte, le(s) type(s) de répondante(s), le pays et la région. Les villages ne sont pas mentionnés en raison de la nature du présent rapport de synthèse, et pour éviter la possibilité d'identifier des répondants et répondantes. Les citations tirées d'EIC indiquent le domaine d'expertise et/ou la pertinence pour l'informateur clé (par exemple, niveau d'éducation).

Par ailleurs, même si les rapports nationaux ont approfondi les services mis à disposition par les gouvernements, les ONG et le secteur privé, ce rapport de synthèse n'a pas répété les informations de niveau

national, mais a plutôt inclus des recommandations qualitatives sur les services à ajouter ou à améliorer pour renforcer la résilience des adolescentes. Ces recommandations sont intégrées dans les sections relatives au contexte et aux capacités du domaine concerné et aux stratégies de changement.

L'intersectionnalité est comprise comme le chevauchement des inégalités causées par le genre, l'âge, l'appartenance raciale et ethnique, la classe, etc. Dans ce rapport, nous examinerons aussi les interactions entre les six capacités des adolescentes, en reconnaissant que la scolarisation ou l'autonomisation économique ne se produisent pas de manière isolée. Dans la mesure du possible, ces interactions entre capacités seront notées dans des encadrés avec les résultats clés. De même, toute référence à la situation des adolescentes handicapées est également notée dans des encadrés, dans la mesure du possible.

Contexte et capacités en matière d'éducation et d'apprentissage

Le contexte de l'éducation et de l'apprentissage a été exploré à l'aide de données quantitatives et qualitatives au Mali et au Niger, et de façon qualitative en

Mauritanie. Ces données mettent également en exergue les capacités des adolescentes en la matière.

Scolarisation et niveau scolaire

L'enseignement est obligatoire pendant 9 ans au Mali, 6 ans en Mauritanie, et 8 ans au Niger. Ainsi, les adolescentes devraient idéalement rester à l'école jusqu'à l'âge de 16, 12, et 15 ans respectivement. Sur le plan quantitatif au Mali, environ deux tiers des adolescentes (66,6 %) ont déclaré avoir reçu une scolarité formelle, notamment en école franco-arabe et coranique (graphique 3). Sur l'ensemble des adolescentes qui ont reçu une scolarisation formelle, 74,2 % sont actuellement scolarisées. La proportion d'adolescentes de 10 à 14 ans déclarant avoir reçu une scolarisation formelle est plus élevée (74,4 %) que celle de leurs aînées de 15 à 19 ans (53,2 %). La proportion

d'adolescentes de 10 à 14 ans actuellement à l'école (89,4 %) est largement supérieure à celle notée chez les adolescentes de 15 à 19 ans (38 %).

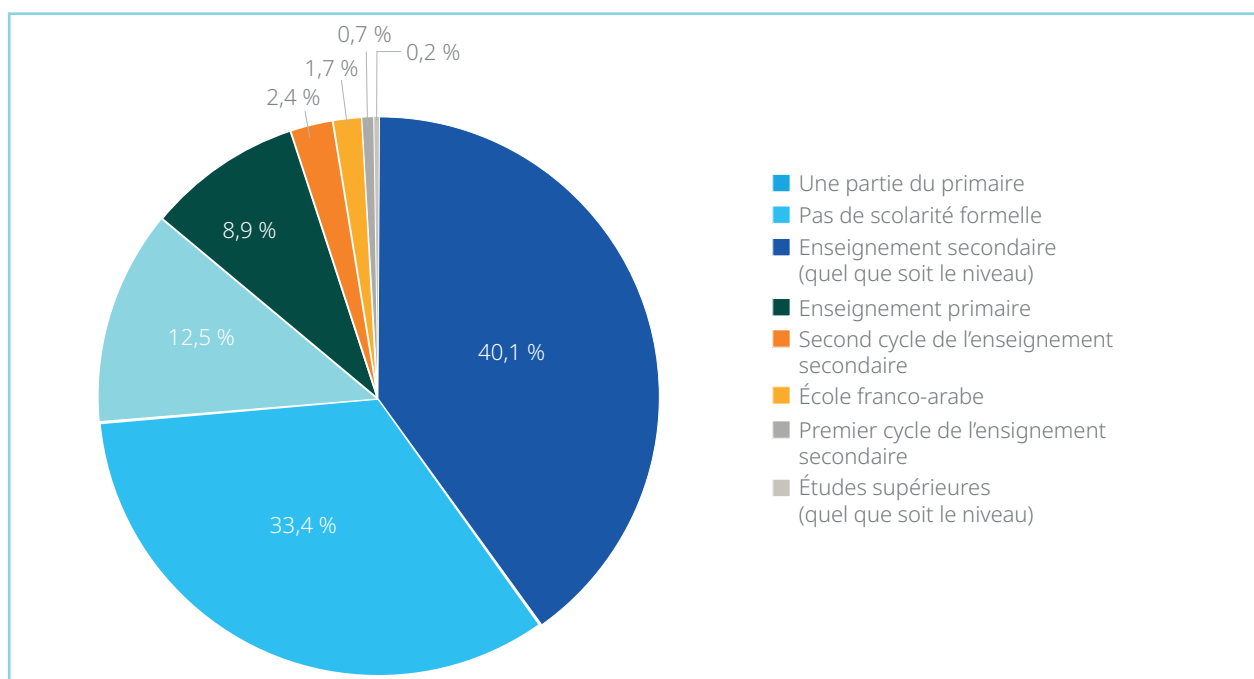
Au Niger, presque deux tiers des adolescentes (65,7 %) ont déclaré avoir reçu une scolarité formelle, notamment en école franco-arabe et coranique (graphique 4). Sur l'ensemble des adolescentes qui ont reçu une scolarisation formelle, 52,1 % sont actuellement scolarisées. La proportion d'adolescentes de 10 à 14 ans actuellement à l'école (63,4 %) est largement supérieure à celle notée chez les adolescentes de 15 à 19 ans (25,3 %).



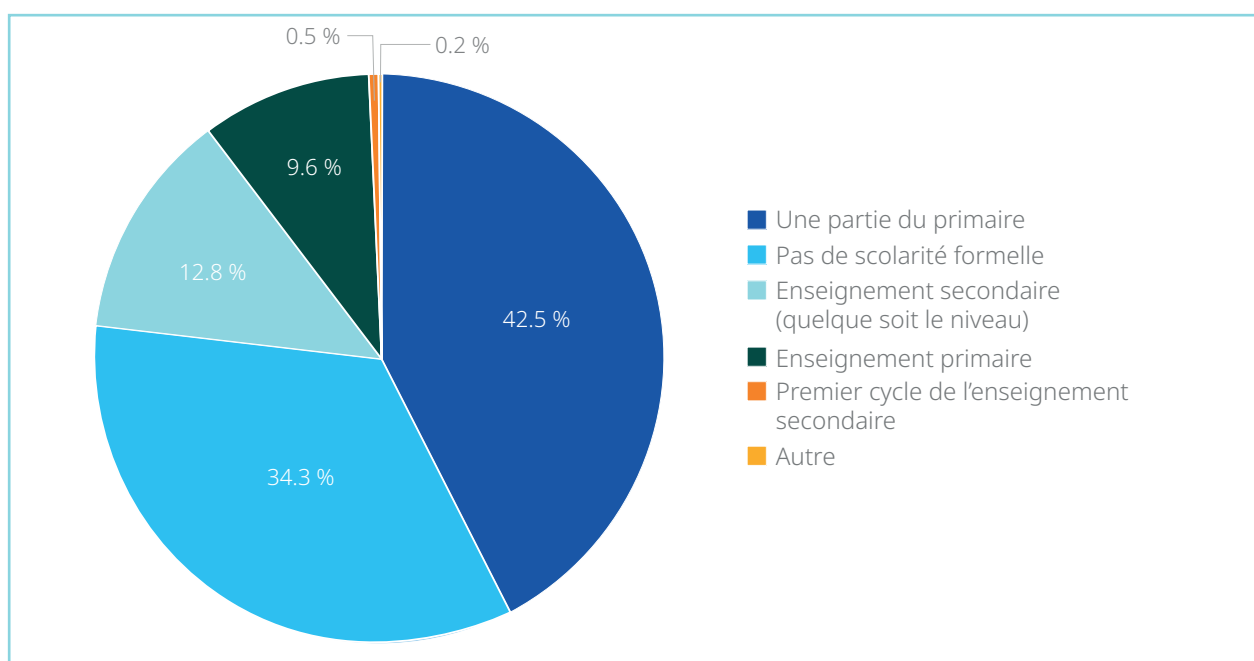
L'enregistrement des naissances est un droit fondamental qui permet l'accès aux services. Sans certificat de naissance, les enfants ne peuvent pas prouver leur âge, ce qui les expose à un risque accru d'exploitation ou de mariage précoce (Selim, 2019). Dans les deux pays, la disponibilité d'un certificat de naissance est associée en pratique à la scolarisation formelle de l'adolescente et c'est l'un des

facteurs qui accroît la vulnérabilité cumulative des filles à l'exclusion scolaire. Au Mali, 76,8 % des adolescentes qui disposent d'un certificat de naissance ont reçu une scolarisation formelle, contre 44,2 % pour celles qui n'en disposent pas. Au Niger, 88,5 % des adolescentes qui disposent d'un certificat de naissance ont reçu une scolarisation formelle, contre 52,4 % pour celles qui n'en disposent pas.

Graphique 3 : Répartition des adolescentes de l'enquête au Mali selon le niveau de scolarité le plus élevé atteint



Graphique 4 : Répartition des adolescentes de l'enquête au Niger selon le niveau de scolarité le plus élevé atteint



Le tableau 4 montre qu'au Mali, parmi les adolescentes de 15 à 19 ans scolarisées, 36,7 % ont déclaré avoir uniquement achevé l'enseignement primaire (26,7 %) ou bien n'avoir terminé qu'une partie de l'enseignement primaire (10 %). Cette situation dénote un retard scolaire, car cette tranche d'âge devrait en principe se retrouver au niveau secondaire (au premier cycle, voire au second cycle pour certaines). Des informations comparables n'ont pas été obtenues au Niger.

Tableau 4 : Répartition des adolescentes de 15 à 19 ans actuellement scolarisées selon le niveau de scolarité le plus élevé atteint (Mali)

	Niveau de scolarité le plus élevé atteint					TOTAL
	Enseignement secondaire (quel que soit le niveau)	Enseignement primaire	Second cycle de l'enseignement secondaire	Une partie du primaire	Premier cycle de l'enseignement secondaire	
Nombre	13	8	5	3	1	30
Pourcentage	43.3	26.7	16.7	10.0	3.3	100

La non-scolarisation, la déscolarisation et leurs explications

Les décisions scolaires sont prises à plusieurs niveaux et sont influencées par une multitude de facteurs ou de changements pour les adolescentes. Dans les deux pays faisant partie du volet quantitatif, environ un tiers (33,4 % au Mali et 34,3 % au Niger) des adolescentes ont déclaré n'avoir reçu aucune scolarité formelle. Les principales raisons expliquant la non-scolarisation soulignent clairement

l'importance du contexte familial et communautaire de l'adolescente, qui influence son aptitude à réaliser ses capacités d'éducation et d'apprentissage. Les raisons les plus fréquemment évoquées par les adolescentes sont la désapprobation de leurs parents (34,7 % au Mali et 43,2 % au Niger), ou leur désintérêt personnel (29,2 % au Mali et 27,3 % au Niger).



Les données sur la scolarisation vis-à-vis des enquêtes EDS et MICS

L'analyse quantitative révèle un taux de déscolarisation de 25,8 % au Mali et de 47,9 % au Niger. Selon les résultats de l'analyse secondaire des données des enquêtes démographiques et de santé (EDS) et des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) à travers l'outil STATcompiler, les proportions d'adolescentes de 15 à 19 ans sans aucune instruction au Mali étaient de 44,7 % selon l'EDS 2018 et 45 % selon la MICS 2021. Ces valeurs sont très proches de celles obtenues dans le cadre de notre enquête (46,8 %). Selon les résultats de l'analyse secondaires des données MICS à travers STATcompiler, la proportion des adolescentes de 15 à 19 ans sans instruction au Niger en 2021 était de 43,1 %. Cette valeur est supérieure à celle retrouvée dans les régions concernées par l'enquête (37,8 %).

Les données qualitatives nous ont permis de mieux étudier l'intérêt des filles pour l'école et les priorités concurrentes en ce qui concerne le temps et les facteurs de stress pouvant influencer sur les décisions scolaires.

““““

J'aime l'école, j'aime étudier, j'aime réussir, mais l'environnement dans lequel je vis est souvent hostile à l'école moderne, l'école des Blancs. Dans ma famille, certains membres n'encouragent pas la scolarisation des filles.

DG entre filles de 10-14 ans scolarisées, Niger (Maradi)

““““

Si son père trouve l'école intéressante pour son avenir, il peut décider de l'y maintenir. Dans le cas contraire, il peut la déscolariser. Son père est la seule personne habilitée à prendre une décision concernant sa vie.

DG entre mères d'adolescentes, Mali (Kayes)

Pour certains parents, lorsque leur fille n'est pas mise dans les conditions idoines pour étudier, du fait de sa famille (interruption fréquente de la fréquentation scolaire afin d'exécuter des travaux domestiques ou champêtres), ou du fait de l'école même (classes multiniveaux, absence de séances de rattrapage, absentéisme des enseignants), la solution à leur portée est le retrait de leur enfant du système éducatif formel. Cette idée de « perte de temps » est évidente dans les citations suivantes :

““““

On a deux salles de classe par enseignant, et bien que les 3^e et 4^e ou 3^e et 6^e années n'aillent pas ensemble, elles sont regroupées dans une seule salle de classe. Ce que les élèves de 5^e année apprennent, c'est ce qu'apprennent les élèves de 6^e année aussi. On peut penser que ça va ensemble, et bien non. En mettant ton enfant dans ce système, tu lui fais perdre son temps, et après tu la sortiras de l'école en l'affectant aux travaux domestiques. L'enseignant n'enseigne pas et les élèves n'apprennent pas.

DG entre mères d'adolescentes, Mauritanie (Assaba)

“““

Ton enfant revient de l'école, tu lui poses une question par rapport à ce qu'il a appris ou tu lui écris quelque chose, mais il te dit qu'il ne sait pas. Cela n'encourage pas à le scolariser. Un enfant qui revient et qui sait faire quelque chose encourage ses parents à vouloir qu'il poursuive ses études, mais si c'est le contraire, tu retires ton enfant de l'école.

DG entre mères d'adolescentes, Mauritanie (Assaba)

Cependant, malgré l'observation quantitative selon laquelle les parents ne s'intéressent pas à la scolarisation de leur enfant, lorsqu'ils ont été interrogés sur le sujet, beaucoup s'y sont montrés favorables :

Femme 2 : « Une fille doit étudier pour être cultivée, et pour contribuer à l'émergence d'une société éveillée. »

Animatrice : « Quoi d'autre ? »

Femme 3 : « Pour travailler, pour être indépendante. »

Femme 4 : « Pour ne pas être dépendante de sa famille. »

Femme 1 : « Pour subvenir à ses besoins sans l'aide de sa famille. »

Animatrice : « Quelle importance revêtent les études d'une fille ? »

Femme 2 : « Ses études, c'est spécialement pour elle, pour sa formation et son indépendance »

DG entre mères d'adolescentes, Mauritanie (Assaba)

Dans le cadre de l'approche quantitative, la deuxième raison la plus fréquente de non-scolarisation dans les deux pays est le désintérêt déclaré des filles elles-mêmes. Cependant, les données qualitatives indiquent que les filles reconnaissent la valeur de la scolarisation et croient en leurs propres capacités de réussir leur éducation et leur apprentissage, même dans l'adversité. Les contextes plus globaux dans lesquels s'inscrivent les adolescentes pèsent sur les décisions scolaires. Même si les filles interrogées n'ont pas fait référence à la résilience, elles ont décrit la capacité de faire face aux difficultés sur la route de leur scolarité. Elles ont décrit leur capacité à considérer l'éducation comme un investissement à long terme, grâce auquel elles récolteront les bienfaits et les avantages des études plus tard, en exerçant certaines professions :

“““

L'éducation est la base de tout, c'est une source de connaissance, et beaucoup d'autres choses. Nous ferons tout pour continuer nos études, quels que soient les obstacles, car l'éducation est très importante et on doit se battre pour elle.

EIA, Mauritanie, (Assaba)



« Apprendre ses leçons, avoir l'amour et la volonté d'étudier constituent les seules raisons qui nous maintiennent à l'école et nous poussent à réussir malgré les énormes défis sur notre route. »

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, scolarisées, Niger (Maradi)

« C'est la détermination et la volonté de réussir qui nous permettent de tenir »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, scolarisées, Niger (Maradi)

Animatrice : « Si elle étudie, que va-t-elle obtenir en retour ? »

Fille 1 : « Elle sera récompensée en retour »

Fille 2 : « Si elle étudie, elle pourra devenir médecin ou enseignante »

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, scolarisées, Mauritanie (Assaba)

L'observation qualitative selon laquelle les filles croient en leurs capacités scolaires reflète l'importance du contexte individuel dans l'éducation et l'apprentissage. À l'inverse, le constat quantitatif selon lequel les filles elles-mêmes ne s'intéressent pas à la scolarisation peut refléter l'influence des contextes familiaux et communautaires sur leur éducation et leur apprentissage.

Les données qualitatives indiquent d'autres raisons expliquant la non-scolarisation, notamment le manque d'enseignants qualifiés.

“ ”

Aujourd'hui nous souffrons d'un manque cruel d'enseignants, un seul enseignant pour quatre classes, c'est impossible de continuer.

DG entre mères d'adolescentes, Mauritanie (Assaba)

Les données qualitatives ont aussi mis en exergue le fait que le travail champêtre empêchait les filles d'aller à l'école, entraînant ainsi un retard d'avancement par rapport à leur âge. Ce constat peut également être tiré à partir des données quantitatives au Mali, où les filles scolarisées souffrent d'un retard scolaire : les filles de 15 à 19 ans devraient en principe se retrouver au niveau secondaire (au premier cycle ou au second cycle pour certaines), mais plus d'un tiers (36,7 %) a déclaré avoir uniquement achevé l'enseignement primaire (26,7 %) ou avoir seulement atteint une partie de l'enseignement primaire (10 %). Au Niger, 10,3 % ont donné pour principal obstacle à leur retour à l'école le fait d'avoir « dépassé l'âge », tout comme 7,2 % des filles au Mali.

Les données quantitatives ont mis en évidence la distance à parcourir pour se rendre à l'école comme un autre obstacle à la scolarisation des filles.

“““

Nous sommes dans un village, si l'adolescente réussit son Diplôme d'études fondamentales, elle ne pourra pas continuer ses études si elle n'a pas un parent en ville chez qui loger. C'est un motif d'abandon scolaire pour plusieurs adolescentes de notre village.

DG entre mères d'adolescentes, Mali (Mopti)

Selon les informateurs clés, les tâches domestiques et le manque de modèles féminins ayant socialement réussi grâce à l'éducation supérieure sont d'autres barrières à l'éducation des filles.

“““

On attend des adolescentes qu'elles s'acquittent de leurs obligations scolaires sans négliger leurs tâches domestiques, ce qui se traduit par des résultats scolaires médiocres et des abandons précoces.

EIC, Spécialiste en éducation (homme), Mali (Koulikoro)

“““

Le manque d'exemple de femmes ayant réussi au village. Tous les fonctionnaires du village sont des hommes.

EIC, Spécialiste en éducation (homme), Niger (Maradi)

Malgré les nombreux obstacles à la scolarisation des filles, le souhait de retourner à l'école était évident pour nombre d'entre elles. Dans les deux pays, plus de la moitié des filles a « vivement » exprimé le souhait de retourner à l'école (55,1 % au Mali et 54,3 % au Niger). Cependant, ce désir individuel est menacé par le contexte et les influences communautaires, car le plus grand obstacle à leur retour à l'école est le mariage (21,8 % au Mali et 21,8 % au Niger).

Les adolescentes souhaitent atteindre les plus hauts niveaux d'éducation possible, signe de leur motivation. Au Mali, 39,1 % souhaitent parvenir jusqu'aux études supérieures, alors qu'au Niger 45,6 % expriment le même souhait. Cette aspiration est aussi évidente dans le volet qualitatif ; certaines mères voient en la réussite de leurs filles une ascension et une promotion à occuper des postes importants après les études universitaires.

“““

Une fille peut continuer ses études pendant plus de 20 ans si elle le souhaite, si elle a l'amour des études, elle peut aller à l'université

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, scolarisées, Niger (Zinder)

“““

Je veux que mon enfant poursuive ses études pour devenir médecin ou douanière.

DG entre mères d'adolescentes, Mali (Kayes)



Rupture scolaire et mariage

Dans cette partie du rapport, nous étudions la question du mariage et sa relation avec la rupture scolaire. Le mariage sera aussi examiné dans la section sur l'intégrité corporelle.

Éducation et apprentissage des adolescentes handicapées

Le volet qualitatif a montré que **les adolescentes handicapées n'étaient souvent pas scolarisées.**

“““

Les filles handicapées ne vont pas à l'école, beaucoup de leurs droits ne sont pas respectés. Elles ne bénéficient même pas du programme d'assistances des filles, car elles ne fréquentent pas l'école. Elles s'adonnent à la mendicité chronique.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans non scolarisées, Niger (Maradi)

Les raisons perçues de la non-scolarisation sont l'inaccessibilité des infrastructures scolaires et les difficultés à suivre les leçons sans des dispositifs délibérés d'adaptation :

“““

Le fait que les adolescentes handicapées ne peuvent pas se rendre facilement à l'école représente un défi. Elles sont souvent accompagnées par d'autres personnes qui les amènent à l'école.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Mopti)

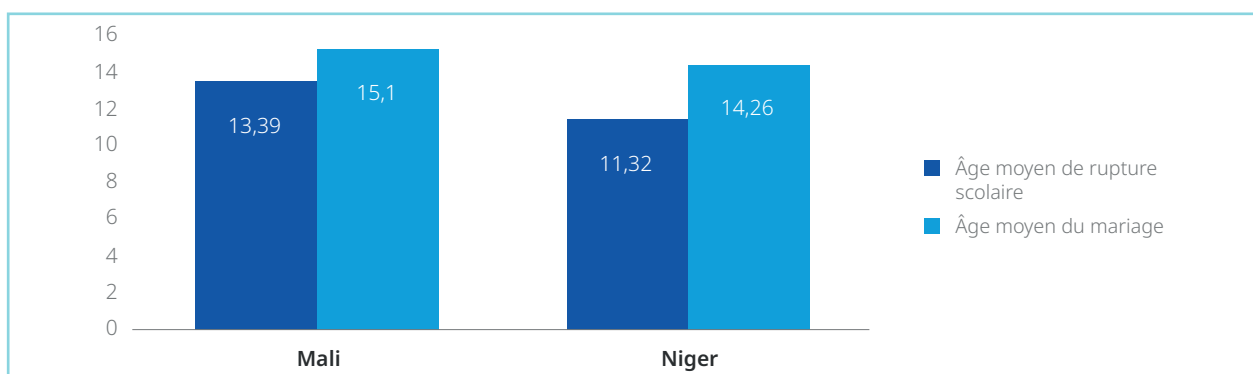
“““

Une fille handicapée physique aura du mal à suivre les cours comme les autres filles si elle ne peut pas se rendre à l'école ou entrer facilement en classe grâce à des moyens adaptés à son handicap. Ou une fille qui est sourde n'a pas d'école adaptée à son handicap ici.

DG entre pères d'adolescentes, Mali (Mopti)

Ces réalités perçues ont conduit les participants et participantes du volet qualitatif à recommander des « infrastructures scolaires adaptées au handicap » (DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Niger [Maradi]) pour accueillir les filles handicapées. D'autres suggestions sont de les soutenir à renforcer leur estime de soi, fournir un soutien psychologique pour éviter les dépressions liées à l'exclusion, et leur donner accès à des formations à des activités génératrices de revenus.

Graphique 5 : Âge d'événements clés dans la vie des adolescentes



L'âge moyen de la rupture scolaire au Niger survient environ deux ans avant celui du Mali. Au Niger, il y a presque trois ans entre l'âge moyen de la rupture scolaire et le mariage, mais au Mali il n'y a que 1,6 an entre les deux événements. Le mariage peut aussi avoir lieu avant la rupture scolaire, comme illustré au tableau 5.

Tableau 5 : Scolarisation formelle selon la situation matrimoniale

	Mali					Niger			
	Scolarisation actuelle					Scolarisation actuelle			
	Non	Oui	Total			Non	Oui	Total	
Mariage	Non	12.8% (28)	87.2% (191)	100% (219)	Mariage	Non	9,3 % (5)	90,7 % (49)	100 % (54)
	Oui	85.4% (41)	14.6% (7)	100% (48)		Oui	63.0% (133)	37.0% (78)	100% (211)
Total	69	198	267	Total	138	127	211		

Au Mali et au Niger, la rupture scolaire est prévalente parmi les adolescentes mariées. En effet, le taux de rupture scolaire au Mali chez les adolescentes mariées ou qui ont déjà été mariées (divorcées) est de 85,4 % contre seulement 12,8 % pour les autres. Au Niger, le taux de rupture scolaire chez les adolescentes mariées ou qui ont déjà été mariées (divorcées) est de 63 % contre seulement 9,3 % pour les autres.

D'après une analyse finale de régression logistique binaire à variables multiples portant sur la scolarisation actuelle des adolescentes en présence de toutes les variables du modèle, les adolescentes

mariées ou qui l'ont été au Niger sont 12,9 fois plus à risque de rupture scolaire. Au Mali, ce risque est encore plus prononcé : les adolescentes mariées ou qui l'ont été sont 18,4 fois plus à risque de rupture scolaire. Parallèlement, une autre analyse de ce type portant sur le mariage des adolescentes en présence de toutes les variables du modèle montre que les adolescentes actuellement scolarisées au Mali et au Niger ont moins tendance à être mariées que les filles non scolarisées.

Les données qualitatives ont montré le rôle primordial du mari dans les décisions scolaires de sa femme :



Si la fille est mariée, son mari peut l'empêcher de continuer ses études, car après le mariage c'est le mari qui devient le père, et tout ce qu'elle va faire nécessitera son autorisation.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Niger (Zinder)

Résultats clés en matière d'éducation et d'apprentissage

- La scolarité obligatoire est 1,5 fois plus longue au Mali qu'en Mauritanie (9 ans contre 6 ans), et la législation garantit la scolarité des filles jusqu'à l'âge de 12 ans (Mauritanie), 15 ans (Niger) et 16 ans (Mali).
- La raison la plus fréquemment évoquée par les adolescentes pour leur non-scolarisation est la volonté de leurs parents (34,7 % au Mali et 43,2 % au Niger), mais le volet qualitatif a montré des résultats plus mitigés concernant le soutien des parents à l'éducation.



- Un retard scolaire a été observé au Mali et au Niger, potentiellement dû à la déscolarisation en faveur du travail champêtre.
- Dans les deux pays où l'approche quantitative a été mise en œuvre, plus de la moitié des filles déscolarisées ont « vivement » exprimé le souhait de retourner à l'école (55,1 % au Mali et 54,3 % au Niger).
- Au Niger, l'âge moyen de rupture scolaire survient plus tôt qu'au Mali ; au Niger, on constate presque trois ans entre l'âge moyen de rupture scolaire et le mariage, contre 1,6 ans au Mali.
- Les adolescentes mariées ou qui l'ont déjà été au Niger sont 12,9 fois plus à risque de rupture scolaire, un risque encore plus prononcé au Mali, où les adolescentes mariées ou qui l'ont déjà été sont 18,4 fois plus à risque d'être en rupture scolaire.
- Le volet qualitatif a montré que les adolescentes handicapées semblaient ne pas être scolarisées. Les raisons données étaient l'inaccessibilité des infrastructures scolaires et les difficultés à suivre les leçons sans ajustements intentionnels.
- Interaction avec d'autres capacités : Le retard scolaire mis en évidence par le volet quantitatif peut être dû à l'absentéisme scolaire en raison du travail champêtre et des besoins économiques (Autonomisation économique) des adolescentes et de leur famille, tandis que la rupture scolaire est liée au mariage précoce (Intégrité corporelle).

Contexte et capacités en matière d'intégrité corporelle

Dans la section précédente sur l'éducation et l'apprentissage, l'intégrité corporelle, y compris le mariage précoce, a été mentionnée plusieurs fois. Ce chapitre présentera le contexte et les capacités des adolescentes en matière d'intégrité corporelle, ainsi que les facteurs entravant cette dernière. Dans les trois pays, le contexte dans lequel s'inscrit cette question dépendra de l'environnement juridique et politique qui protège certains droits fondamentaux. Par exemple, l'âge minimum légal du mariage est de 16 ans pour les adolescentes au Mali (15 avec autorisation parentale), de 18 ans en Mauritanie et de 15 ans au Niger. En Mauritanie, le Code du statut personnel dispose que l'âge du mariage est fixe, sauf pour toute « personne incapable ». Néanmoins, le cadre législatif ne donne pas plus d'informations concernant les caractéristiques de cette « incapacité », ce qui permet des interprétations diverses et entraîne un abus

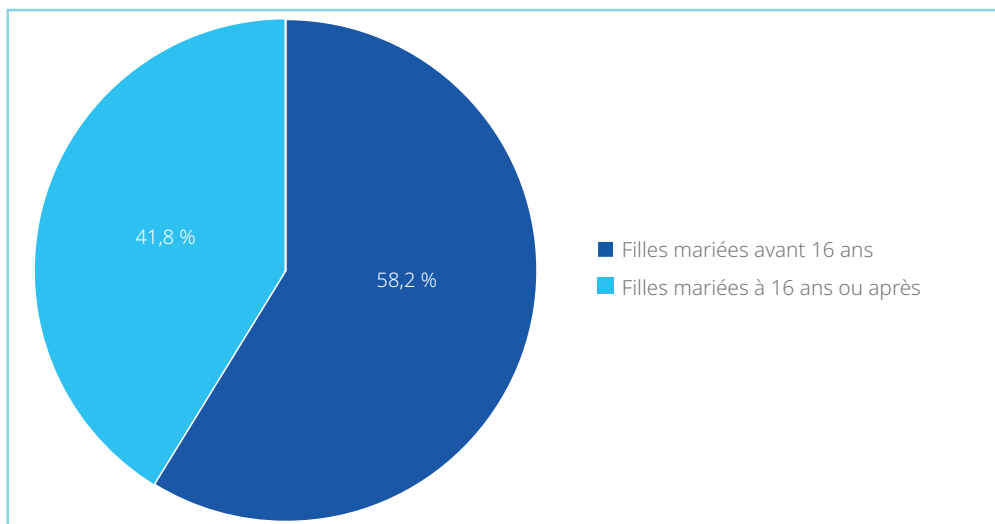
de la part de certains parents/tuteurs et législateurs, qui ont ainsi la possibilité de marier des filles de moins de 18 ans en se justifiant avec cette « incapacité » non expliquée. La Mauritanie a interdit les MGF en 2005, le Niger les a rendues illégales en 2003, tandis que le Mali dispose uniquement d'un projet de loi contre les violences sexuelles et liées au genre, préparé en 2017, mais toujours pas adopté. La Convention relative aux droits de l'enfant recommande de fixer l'âge du mariage à 18 ans et de l'abaisser à 16 ans sous certaines conditions. Les trois pays ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant. Néanmoins, tout au long du volet qualitatif dans les trois pays, les adolescentes n'ont pas fait référence à ces protections juridiques, ce qui implique que les contextes publics nationaux et internationaux sont moins pertinents pour leur vie quotidienne que d'autres contextes présentés dans le cadre 3C du consortium GAGE.

Mariage précoce

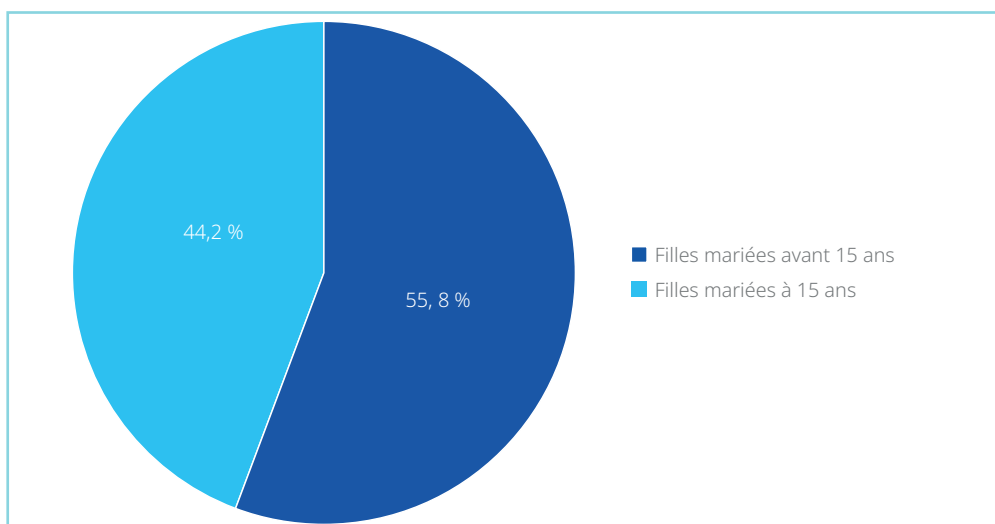
Des enquêtes quantitatives mettent en exergue l'âge moyen du mariage et le nombre de mariages considérés précoces dans le contexte du pays. Les adolescentes mariées ont répondu à une question sur l'âge du mariage. Au Mali, l'âge moyen du mariage pour les adolescentes au niveau des régions était de 15,1 ans, avec un âge minimum de 11 ans et un âge maximum de

17 ans. Parmi les adolescentes mariées, 59,2 % ont été mariées avant l'âge minimum de 16 ans (graphique 6). Au Niger, l'âge moyen du mariage au niveau des régions était de 14,26 ans, avec un âge minimum de 11 ans et un maximum de 17 ans. Parmi les adolescentes mariées, 55,8 % l'ont été avant l'âge minimum de 15 ans (graphique 7).

Graphique 6 : Proportion des adolescentes mariées qui l'ont été avant l'âge légal minimum de 16 ans (Mali)



Graphique 7 : Proportion des adolescentes mariées qui l'ont été avant l'âge légal minimum de 15 ans (Niger)



Les DG avec des hommes montrent qu'ils préfèrent attendre l'âge minimum avant de marier les adolescentes. En Mauritanie, par exemple, les hommes de certaines communautés nient l'existence de la pratique de mariage précoce, tandis que d'autres ne la nient pas, mais la condamnent au même titre que les autres en faisant allusion aux conséquences

potentielles. D'autre part, des discussions avec des femmes ayant été mariées lorsqu'elles étaient enfants laissent entrevoir des avis défavorables quant à cette pratique, formés à partir des expériences vécues. Par exemple, les femmes mettent en avant les répercussions des grossesses précoces :



Femme 1 : « Avant, on avait une éducation différente de celle d'aujourd'hui. Ta fille pouvait se marier à l'âge de 11 ou 12 ans, et sa belle-famille la surveillait pour qu'elle ne voie pas son mari jusqu'à qu'elle atteigne l'âge approprié, mais aujourd'hui nos filles sont mal éduquées. Lorsqu'elles quittent la maison ; elles s'unissent directement avec leur mari et peuvent alors accoucher à l'âge de 12-13 ans, ce qui peut leur causer énormément de problèmes. C'est pour cette raison que désormais, nous ne souhaitons pas que nos filles se marient de manière précoce. »

Femme 2 : « Je souhaite ajouter quelque chose... Si tu es mariée tôt, que tu fais des enfants et que tu tombes enceinte, tu rencontres des difficultés. Une fois que tu accouches aussi, tu auras des difficultés en tombant malade. Tu ne pourras alors même pas prendre soin de ton enfant ou le surveiller, tu dois te rabattre sur tes parents en les faisant souffrir et en les fatiguant, et ce seront les seuls à te soulager, et non ton mari. »

Femme 3 : « Le fait que les filles se marient tôt nous causait des problèmes, à cause des enfants qu'elles pouvaient avoir, leur maternité (grossesse et accouchement) fatiguait les parents, la fille aussi se fatiguait... En un mot, il y avait beaucoup de problèmes. »

DG entre mères d'adolescentes, Mauritanie (Assaba)

Les entretiens avec les prestataires de services montrent une inclinaison en faveur d'une attente de l'âge minimum avant de marier les adolescentes :

“““

Nous, à notre niveau, dans nos activités de sensibilisation, nous conseillons d'attendre que la fille arrive à maturité avant de se marier, surtout physiologiquement, pas avant 18 ans. En effet, la croissance morphologique et physiologique n'est pas encore achevée avant cet âge.

EIC, Spécialiste en protection (homme), Mauritanie (Assaba)

En réponse à une question sur la qualité de la prestation des services sociaux relatifs au mariage des enfants, les prestataires ont reçu de bonnes notes pour leur respect de la loi.

“““

Je donne 8 sur 10 à la gendarmerie et 7 sur 10 au projet, ils font tous un travail remarquable auprès des parents pour permettre aux adolescentes d'atteindre leurs 18 ans avant d'être mariées.

EIC, Spécialiste en situation des personnes handicapées (Homme), Mali Koulikouro

Les informateurs clés ont l'impression que malgré ces efforts entrepris pour retarder les mariages, certaines situations forcent les parents à marier tôt leurs filles, comme un « mauvais comportement » de la part de ces dernières.

“““

La raison pour laquelle une fille est donnée en mariage avant 14 ans est uniquement son mauvais comportement, parce que si la fille n'est pas tranquille. Si elle fait des choses qui ne sont pas de son âge, mais qu'elle refuse un prétendant, on l'oblige à se marier... Un cas est survenu il n'y a pas longtemps. La fille est sortie avec le garçon pendant environ deux ans, elle était très jeune. Malgré les châtiments corporels, elle n'a pas renoncé à cette relation. Mais lorsque le garçon a finalement décidé de l'épouser, elle a décidé de le quitter quelques mois après le mariage au motif qu'elle ne l'aimait plus. Donc il faut voir selon les situations.

EIC, Spécialiste en femmes/questions de genre (femme), Mali (Koulikoro)

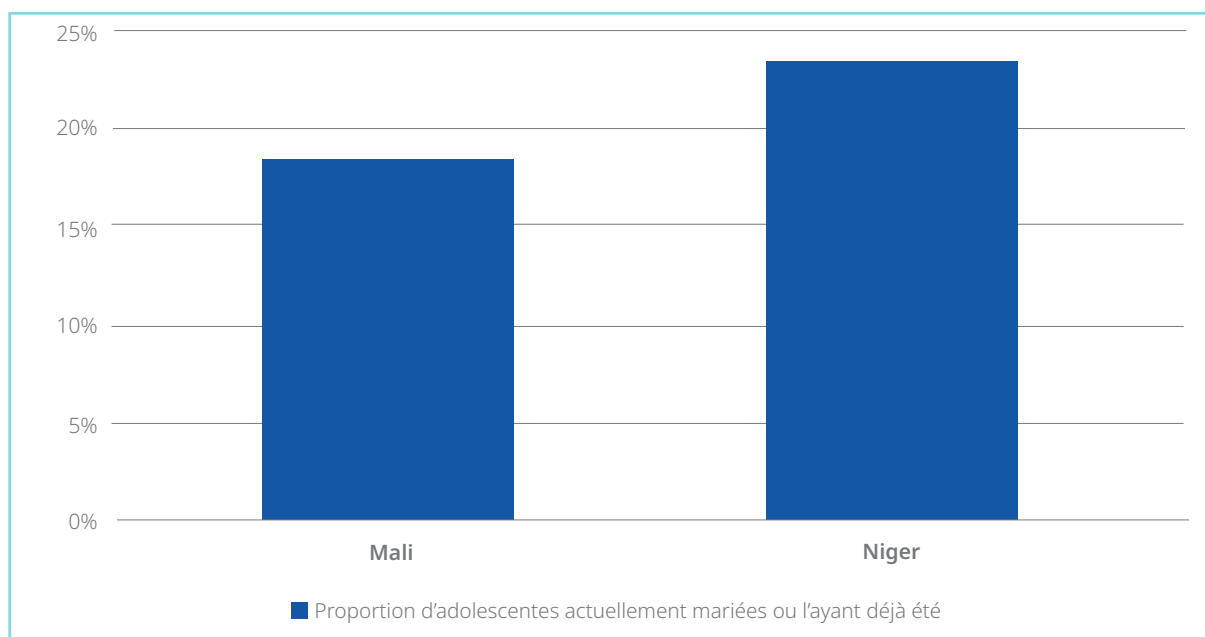
Proportion d'adolescentes mariées

Au Mali, environ une adolescente sur 5 (18,5 %) a déclaré être actuellement mariée ou avoir déjà été mariée. La proportion d'adolescentes dans cette situation varie selon le groupe d'âge : de 6,1 % chez les 10-14 ans à 42,2 % chez les 15-19 ans. En comparaison, une analyse secondaire des données de l'EDS 2018 menée via l'outil STATcompiler indique que la proportion d'adolescentes de 15 à 19 ans mariées, divorcées ou séparées s'élève à 41,5 %, une valeur très proche de celle retrouvée dans le cadre de notre enquête. Une analyse de régression logistique binaire finale à variables multiples portant sur le mariage des adolescentes en présence de toutes les variables du modèle montre que les adolescentes âgées de 15 à 19 ans courent 8,8 fois plus le risque d'être mariées.

Au Niger, plus d'un cinquième des adolescentes (23,4 %) sont actuellement mariées ou l'ont déjà été. Cette proportion varie selon le groupe d'âge : elle est de 6,8 % chez les 10-14 ans et de 59,8 % chez les 15-19 ans.

Selon les résultats de l'analyse secondaire des données de l'EDS 2012 réalisée grâce à l'outil STATcompiler, la proportion d'adolescentes de 15 à 19 ans mariées, divorcées ou séparées était de 61,1 %. Une analyse de régression logistique binaire finale à variables multiples portant sur le mariage des adolescentes en présence de toutes les variables du modèle montre que les adolescentes âgées de 15 à 19 ans courent 11,1 fois plus le risque d'être mariées.

Graphique 8 : Proportion d'adolescentes actuellement mariées ou l'ayant déjà été



La prise de décision concernant le mariage

Le choix du partenaire

La prise de décision concernant le mariage a évolué au fil du temps. Auparavant, les mères et les filles étaient souvent exclues de cette décision, mais aujourd'hui, plusieurs membres de la famille sont impliqués, y compris les oncles, les pères et les grands-parents, soulignant une tendance vers une plus grande inclusivité et un respect accru du choix de la fille.

Pour ce qui concerne le choix du futur mari de l'adolescente parmi les répondantes au

Mali, dans 70,4 % des cas, la décision a émané exclusivement des parents de l'adolescente. Dans 6,2 % des cas, la décision a été prise par d'autres membres de la famille. L'adolescente (seule ou avec ses parents) a été impliquée dans moins d'un quart (22,2 %) des cas.

Cependant, les données qualitatives émanant des adolescentes semblent indiquer que les filles participent aux décisions relatives au mariage :

“““

Aujourd'hui, si une fille n'est pas d'accord avec ses parents par rapport à son mariage, il ne sera pas célébré. Sans le consentement de la fille, il n'y aura pas de mariage. Donc le mariage n'est jamais célébré sans le consentement de la fille.

Informateur clés (homme), Mali, Koulikoro

Au Niger, les adolescentes participantes à l'enquête ont déclaré être très impliquées dans le choix de leur partenaire. Cette décision était prise par les jeunes filles seules ou avec leurs parents, dans 71,6 % des cas. Pour 28,4 %, le choix du futur mari a été réalisé sans consulter la future mariée

(dans 20 % des cas, seuls les parents ont décidé, dans 7,4 % des cas il s'est agi d'autres membres de la famille, et dans 1,1 % des cas, d'autres personnes).

Les données qualitatives concernant les décisionnaires varient :

« Avant, les parents prenaient la décision, mais de nos jours, ce sont les deux concernés qui s'entendent et informent leurs parents après. »

EIC, Spécialiste en protection (homme), Niger (Zinder)

« Les adolescentes sont désormais sensibilisées et savent où aller quand le mari ne leur convient pas. Toutefois, elles acceptent souvent le choix de leurs parents pour ne pas leur faire honte. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans non scolarisées, Niger (Tahoua)

Le moment du mariage

Dans plus des trois quarts des cas (77,8 %), la décision relative au moment du mariage de l'adolescente émane exclusivement des parents de cette dernière. Dans 4,9 % des cas, la décision a été prise par d'autres membres de la famille. L'adolescente n'a été impliquée que dans 16 % des cas. Un peu plus d'un quart des adolescentes interrogées (25,7 %) a déclaré que le moment auquel une fille devrait se marier dépend des parents. Une proportion similaire (25,5 %) a affirmé ne pas savoir quel était le moment propice, et 3,6 % affirment qu'une fille devrait se marier après avoir terminé l'école secondaire. Au Niger, dans plus de la moitié des cas (53,7 %) le choix du moment propice pour le mariage de l'adolescente émane exclusivement des parents de cette dernière (42,1 %) ou d'autres membres de la famille (11,6 %). Dans 5,3 % des cas, l'adolescente a été seule décisionnaire ; pour 38,9 %, ce choix s'est fait de concert avec les parents. Plus d'un cinquième des adolescentes interrogées (21 %) déclarent que le moment propice auquel une fille devrait se marier dépend de sa volonté ; 18 % pensent que la décision revient aux

parents ; 17,5 % sont d'avis que le mariage doit avoir lieu après la fin du cycle secondaire ; et 16 % sont d'avis que le moment propice est après les premières règles.



Les types de violence qui menacent l'intégrité corporelle et les auteurs de violence

Les pays couverts par l'enquête restent marqués par diverses formes de violence liée au genre portant atteinte à l'intégrité corporelle des adolescentes. Celles-ci sont conscientes de ces violences, qui peuvent être physiques, sexuelles, psychologiques ou économiques, et se produisent en de nombreux endroits, que ce soit au sein du ménage, dans la communauté, à l'école ou dans la rue. Cependant, plusieurs adolescentes pensent que « frapper sa femme dans la rue, c'est honteux ! » (DG entre adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Mauritanie (Guidimakha)).

Selon les informations recueillies auprès des adolescentes lors de DG et d'EIA, les violences physiques dont les adolescentes font l'expérience comprennent des coups, des gifles ou le fait d'être poussées, tandis que les violences psychologiques qu'elles connaissent sont l'humiliation, les menaces et la pression. La violence économique se manifeste par l'accès refusé aux ressources financières essentielles, et la violence sexuelle inclut la pression ou la coercition en vue d'obtenir des faveurs sexuelles. Des pratiques telles que l'excision sont également répandues.

Les auteurs de ces violences font partie de la famille. Il peut s'agir de parents, notamment de mères, ou d'autres membres de la famille qui punissent les adolescentes pour avoir désobéi. Pour les adolescentes mariées, l'époux et les beaux-parents, surtout la belle-mère, sont souvent responsables de violences. Les garçons peuvent également être auteurs de violences dans la rue et, en dehors du village, les auteurs de violences sont des parents de sexe masculin ou des membres de la famille proche, des bandits armés, des groupes armés non étatiques et toute autre personne mal intentionnée.



Dans le cadre d'un exercice participatif, les adolescentes ont joué à un jeu au cours duquel chaque type de violence (physique, sexuelle, émotionnelle et verbale) était représenté par une couleur. À partir d'un total de 20 points, elles ont ensuite attribué à chaque couleur un nombre de points selon la récurrence de la violence dans leur village. Pour la plupart des participantes en Mauritanie, la violence sexuelle était la plus commune.

Les violences acceptables

Les données qualitatives ont mis en exergue le fait que les participants et participantes considèrent parfois la violence comme acceptable, si elle n'est pas trop brutale. Les types des violence considérés comme acceptables sont :

““““

Frapper légèrement de manière à ne pas blesser.

EIC, Spécialiste en protection (homme), Niger (Maradi)

““““

La violence émotionnelle exercée par les parents sur leurs enfants est considérée comme acceptable ; la violence physique qui n'entraînerait pas de blessures, commise par les parents sur leurs enfants ou par les maris sur leur femme est aussi acceptée.

EIC, Spécialiste militaire (homme), Mali (Koulikoro)

““““

Les châtiments corporels mineurs, les insultes des parents envers leurs enfants ; des maris sur leur femme, ces violences n'entraînent rien de grave.

EIC, Spécialiste des autorités locales (femme), Mali (Koulikoro)

Un autre élément qui rendrait acceptable la violence est le fait de ne pas obéir à un ordre, qui est considéré comme une « bêtise ».

Animatrice : « Pourquoi frappent-ils leur femme ? »

Adolescentes 1, 2, 3 : « Les femmes font des bêtises. »

Animatrice : « Quelles bêtises ? »

Adolescente 1 : « Par exemple, lorsqu'elles refusent d'exécuter un ordre, une recommandation ou une instruction. »

(DG entre adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Mauritanie (Guidimakha))

La violence subie

Quelle que soit la source des données collectées auprès des adolescentes (enquête, DG et EIA), les violences sexuelles et le viol n'ont pas fait l'objet de discussions explicites, même si en Mauritanie la violence sexuelle était la plus communément désignée lors de l'exercice participatif. Cette tendance à sous-déclarer la violence n'est pas rare (Cullen, 2023), et selon l'animatrice des groupes de discussion, les adolescentes étaient parfois réticentes à répondre aux questions relatives aux violences liées au genre.

Sur les 416 adolescentes interrogées au Mali, 25 (6 %) ont déclaré avoir été victimes d'attouchements sexuels alors qu'elles ne le souhaitaient pas. Malgré ce faible pourcentage global, des différences selon

l'âge émergent : 3,5 % des adolescentes de 10 à 14 ans ont reçu des attouchements sexuels et 12,8 % des 15-19 ans. Parmi les adolescentes mariées ou divorcées, 16 % ont été victimes d'attouchements sexuels, contre 4,6 % chez les adolescentes non mariées.

Sur les 405 adolescentes interrogées au Niger, seulement 2 (0,5 %) ont déclaré avoir été victimes d'attouchements sexuels alors qu'elles ne le souhaitaient pas, et personne n'a déclaré avoir été victime de viol. Cependant, en Mauritanie, le viol a été cité comme le type de violence le plus courant lors d'un entretien avec des informateurs clés, et décrit comme se produisant régulièrement.

“““

Le type de violence le plus courant subi par les adolescentes au niveau du village, d'après mon expérience, est le viol. C'est l'une des pratiques les plus répandues ici, avec le harcèlement sexuel et le mariage précoce.

EIC, Spécialiste en protection (homme), Mauritanie (Assaba)

Enquêteur 1 : « Avez-vous recensé des cas de viol ? »

Femme 2 : « Oui ! Cela survient de manière régulière. Toutes les nuits, on entend crier "Attrapez-le !" ; il s'agit d'une tentative d'agression sexuelle. »

DG, mères d'adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Mauritanie (Guidimakha)

Selon les hommes, beaucoup d'actions de sensibilisation ont permis d'éveiller les consciences des populations sur ces violences. Ils évoquent également des aspects religieux, à l'instar de la charia,

comme justification de leurs points de vue sur la question. Ils sont par ailleurs d'avis que la violence est plus fréquente dans les grandes villes.

Homme 1 : « Nous n'avons pas eu vent de cas de violences notoires contre les femmes. Nos coutumes protègent la femme contre la violence. Nous respectons la dignité. Nous respectons la dignité de la femme et ses droits. »

Homme 2 : « Heureusement, de telles choses ne se passent pas ici. Beaucoup de choses empêchent les gens de faire ça, la charia, les valeurs morales, le respect des droits et de la dignité de la personne. Ces choses n'existent que dans les grandes villes. »

DG, pères d'adolescentes de 15 à 18 ans scolarisées, Mauritanie (Assaba)



Auteurs de violence et sources d'informations sur la question

Étant donné que les signalements de violence étaient relativement rares, il convient d'interpréter les informations sur les auteurs de violence avec prudence, car ces questions ont été posées à un petit nombre de répondants et de répondantes. Au Mali, les auteurs d'attouchements sexuels les plus cités par les adolescentes victimes étaient les inconnus (40 %) ; les maris (36 %) et les voisins (16 %). Par ailleurs, la proportion d'adolescentes ayant déclaré avoir été victimes de viol s'élève à 9,4 %.

Au Mali, les adolescentes ont déclaré être exposées à des messages sur la violence sexuelle et liée au genre au cours des six derniers mois provenant principalement des sources suivantes : les agents et agentes de santé (36 %), les parents (24 %) et le cercle amical (16 %). Par ailleurs, au Niger, aucune des adolescentes interrogées n'a déclaré avoir été exposée à des messages sur la violence sexuelle et liée au genre au cours des six derniers mois, à partir d'aucune des différentes sources mentionnées. En Mauritanie, les hommes ont déclaré discuter de la violence :

Animateur : « Il existe ce que l'on appelle les violences contre les femmes, je ne sais pas si vous en avez entendu parler. Est-ce que ça existe ici ? »

Homme 1 : « Les gens en sont conscients. Certaines organisations en parlent, de même que la radio et la télévision. »

DG entre pères d'adolescentes scolarisées, Mauritanie (Assaba)

La violence sexuelle subie par les adolescentes handicapées

Les entretiens avec les adolescentes indiquent que certaines adolescentes handicapées se sont mariées et ont eu des enfants ; mais la majorité reste à la charge de leurs parents, qui doivent s'en occuper.

Les parents ont mentionné que certaines adolescentes handicapées sont maltraitées, non assistées ou non protégées, surtout celles qui sont mentalement affectées et sujettes à des moqueries, voire à des agressions sexuelles, ce qui met en évidence des problèmes majeurs en matière de sécurité et de traitement équitable.

“”

La fille de notre voisine est handicapée, et cette fille est très vulnérable et a été victime de plusieurs viols. Aujourd'hui, elle a trois enfants de pères inconnus et est enceinte du quatrième, parce que chaque fois qu'elle sort dans la rue pour un certain temps, des hommes abusent d'elle sexuellement.

DG entre mères d'adolescentes, Mali (Kayes)

Mutilations génitales féminines (MGF)

Parmi les adolescentes interrogées au Mali, plus de la moitié (62,7 %) a déclaré avoir entendu parler des MGF. Si l'on ventile ce chiffre par tranche d'âge, 56,1 % des adolescentes de 10 à 14 ans ont dit avoir entendu parler des MGF, contre 74 % pour les adolescentes de 15 à 19 ans. Cette connaissance des MGF est relativement plus faible que celle mise en évidence dans l'EDS 2018, où 94,7 % des adolescentes de 15 à 19 ans avaient déclaré avoir déjà entendu parler de l'excision.

Au Niger, seulement 6,7 % des adolescentes ont déclaré avoir entendu parler des MGF. Deux adolescentes uniquement, soit 7,4 %, ont déclaré avoir été excisées, contre 58,8 % au niveau de la région de mise en œuvre de l'enquête. Les sources d'exposition à des messages sur les MGF les plus citées par les adolescentes sont les autres membres de la famille (22,2 %), les agents et agentes de santé (14,8 %), l'école (7,4 %), les parents (3,7 %) ; et les réseaux sociaux (3,7 %).



Résultats clés en matière d'intégrité corporelle

- L'âge légal minimum pour le mariage varie selon le pays. L'âge est 20 % plus élevé en Mauritanie qu'au Niger et au Mali (avec autorisation parentale). L'âge est de 16 ans au Mali (15 ans avec autorisation parentale), 18 ans en Mauritanie, et 15 ans au Niger.
- Plus de la moitié des filles mariées l'ont été avant l'âge minimum légal : au Mali, 59,2 % ont été mariées avant l'âge minimum de 16 ans ; au Niger, 55,8 % ont été mariées avant l'âge minimum de 15 ans.
- Un faible pourcentage d'adolescentes interrogées dans le cadre du volet quantitatif (Mali, Niger) a déclaré avoir été victime d'attouchements sexuels. Cela peut être dû aux tabous sur le thème. Cependant, en Mauritanie, le viol a été cité comme le type de violence se produisant le plus régulièrement.



- Au Niger, les adolescentes participant à l'enquête ont déclaré être beaucoup plus impliquées dans le choix de leur partenaire que les adolescentes participant à l'enquête au Mali (71,6 % contre 22,2 % respectivement).
- La proportion d'adolescentes ayant entendu parler des MGF était presque 10 fois plus élevée au Mali qu'au Niger (62,7 % contre 6,7 %).
- Certaines adolescentes handicapées se sont mariées et ont eu des enfants ; mais la majorité reste à la charge de leurs parents.
- Interaction avec d'autres capacités : La capacité « éducation et apprentissage » est liée au mariage précoce, et donc également aux grossesses précoces. La capacité d'intégrité corporelle est fortement liée à celle liée à la voix et à la capacité d'action, et donc à la contribution des filles aux décisions qui affectent leurs vies.

Contexte et capacités en matière de santé sexuelle et reproductive et de nutrition

L'intégrité corporelle va de pair avec la santé sexuelle et reproductive, qui est un thème complexe, marqué par une variété de comportements et de défis. Avec une forte proportion de filles non scolarisées, mariées

à un âge précoce et de grossesses précoces qui s'ensuivent, la santé reproductive est une thématique prioritaire aux fins du renforcement de la résilience des adolescentes.

VIH/sida

Au Mali, la proportion d'adolescentes interrogées ayant déclaré avoir entendu parler du VIH/sida est de 65,1 %. Elles ont cité leur cercle amical comme principale source d'exposition (17,5 %) à des messages concernant le VIH et d'autres IST au cours des six derniers mois, suivis de la radio (16,6 %). Néanmoins, le niveau de connaissance des modes de transmission du VIH chez les adolescentes était relativement faible. En effet, quel que soit l'énoncé, la bonne connaissance y relative n'atteignait jamais 60 %. Le mode de transmission verticale

(grossesse, accouchement et allaitement) était le moins connu. La part d'adolescentes mentionnant les possibilités de transmission pendant la grossesse, l'accouchement ou l'allaitement était de 38,4 %, 39,1 % et 35,8 %, respectivement. La connaissance des modes de transmission verticale par les adolescentes est plus élevée dans le groupe des 15-19 ans comparé à celui des 10-14 ans. Les données qualitatives révèlent que les filles qui vont dans les grandes villes semblent mieux connaître les questions liées au VIH/sida.



Certaines de nos adolescentes qui vont à Bamako, Mopti et Ségou comme aides ménagères nous reviennent avec des connaissances sur l'art culinaire, la prévention des IST ou du VIH/sida. Ainsi, leur foyer et leur village peuvent profiter de ces connaissances.

DG entre mères d'adolescentes, Mali (Mopti)

Au Niger, la proportion d'adolescentes interrogées dans le cadre de l'enquête et ayant déclaré avoir entendu parler du VIH/sida atteint seulement les 26,7 %. La source d'exposition à des messages concernant le VIH et d'autres IST au cours des 6 derniers mois la plus citée par les adolescentes était la famille (23,1 %), suivie du cercle amical et de la radio (19,4 %). Néanmoins, le niveau de connaissance des modes de transmission du VIH chez les adolescentes était très variable, et plus élevé qu'au Mali. Le taux de connaissance du mode de transmission verticale (grossesse, accouchement et allaitement) était satisfaisant : 82,4 %

connaissaient la transmission lors de l'allaitement, et 75 % la transmission pendant la grossesse et pendant l'accouchement. La connaissance des autres modes de transmission, de prévention et le rejet des rumeurs liées au VIH variaient entre 61,1 % et 37 %.

Il ressort des résultats de l'analyse de régression logistique binaire finale à variables multiples que les adolescentes âgées de 15 à 19 ans ont 4,1 fois plus de chance d'avoir entendu parler du VIH/sida au Mali et 3,5 fois plus de chance d'avoir entendu parler de VIH/sida au Niger.

Les mythes sur la santé sexuelle et reproductive persistent

Les données quantitatives du Mali et du Niger montrent que les mythes sur la santé sexuelle et reproductive persistent.

Dans les deux pays, le niveau de rejet des mythes (rumeurs) qui entourent la santé reproductive et la planification familiale (« les pilules contraceptives rendent les femmes stériles », « le désir sexuel est anormal », « l'utilisation de contraceptifs est néfaste pour la santé », « on ne peut pas tomber enceinte après un seul rapport sexuel », « les contraceptifs sont destinés aux femmes mariées », « le sang menstruel signifie que la femme est sale », etc.) est très faible. En effet, aucun des mythes énoncés n'obtient un niveau de rejet de 50 %. Les mythes les plus ancrés chez les adolescentes au Mali sont ceux relatifs à la protection familiale. En effet, seulement 22,4 % des adolescentes ne croient pas la rumeur selon laquelle les pilules contraceptives peuvent rendre les femmes stériles, et seulement 20,9 % ne croient pas au mythe selon lequel l'utilisation de contraceptifs est néfaste pour la santé. Au Niger, les mythes les plus ancrés chez les adolescentes sont le fait que les contraceptifs seraient destinés aux femmes mariées (seulement 27,2 % n'y croient pas) et que le sang menstruel serait synonyme de saleté (seulement 25,7 % n'y croient pas).

Menstruation

Dans les deux pays où l'approche quantitative a été mise en œuvre, le niveau de connaissances sur la menstruation était variable. Au Mali, environ la moitié des adolescentes (50,2 %) savaient qu'il était possible de tomber enceinte entre deux cycles menstruels en cas de relations sexuelles. Seulement 26,8 % d'entre elles avaient connaissance de la période féconde chez la femme. En matière de communication sur la menstruation, les parents et les amies ont été les sources d'exposition à des messages les plus citées

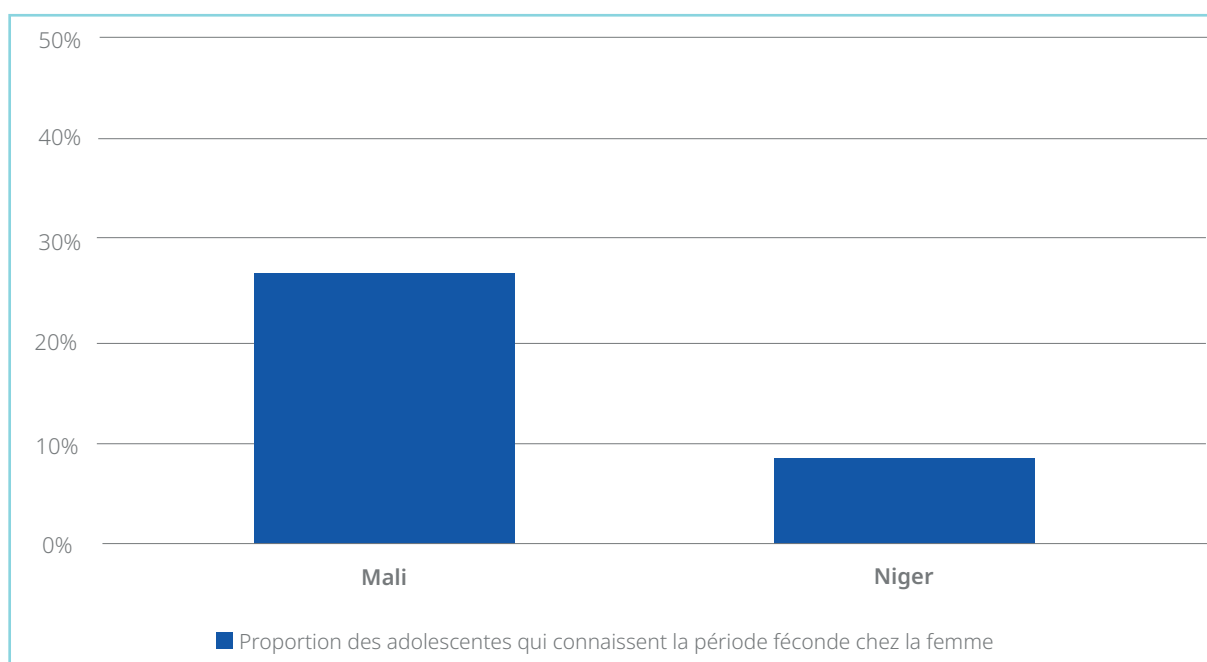
par les adolescentes, à 17,8 % et 13,9 % respectivement.

Au Niger, moins de la moitié des adolescentes (46,9 %) sait qu'une femme peut tomber enceinte d'une période menstruelle à l'autre si elle a des relations sexuelles. Seulement 8,9 % des adolescentes connaissent la période féconde chez la femme. En matière d'exposition à des messages sur la menstruation, les amies et d'autres membres de la famille ont été les sources les plus citées, à 30,4 % et 19,8 % respectivement.





Graphique 9 : Proportion des adolescentes qui connaissent la période féconde chez les femmes (Mali et Niger)



Grossesse

La grossesse chez les adolescentes se présente comme un défi complexe, influencé par le contexte individuel, la situation du ménage, et la communauté. Au Mali, où la première grossesse survient généralement entre 15 et 17 ans, voire, dans certains cas, dès 14 ans, les sources d'exposition à des messages concernant la grossesse les plus citées par les adolescentes étaient les parents (17,3 %), le

cercle amical (14,4 %), d'autres membres de la famille (13,7 %) et l'école (12,3 %). Au Niger, les sources les plus citées par les adolescentes étaient le cercle amical (19,3 %), d'autres membres de la famille (14,3 %), les agents et agentes de santé (12,1 %) et les parents (11,6 %). En Mauritanie, le mariage précoce est vu comme pouvant entraîner des grossesses compliquées et des complications de santé :

Femme : « Si une fille se marie à moins de 18 ans, elle peut tomber malade et compromettre son avenir. Se marier avant 18 ans peut créer beaucoup de problèmes. »

Animatrice : « Quels genres de problèmes ? »

Femme 1 : « Des maladies du ventre, d'autres maladies. Cela peut être la cause d'accouchements précoces, et augmente aussi la fatigue et les difficultés avec la gestion de la progéniture. »

Femme 2 : « Se marier avant 18 ans est source de fatigue, de maux de ventre et autres. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans scolarisées, Mauritanie (Guidimakha)

Les grossesses se produisent aussi bien dans le cadre du mariage et en dehors. Les grossesses hors mariage représentent des aspects de leurs contextes, incluant l'influence de leurs pairs, de leur foyer et de leur communauté. Bien que les grossesses hors mariage soient fréquentes, les filles concernées et les personnes qui les soutiennent sont mal vues dans certaines communautés et familles, en raison des normes sociales en vigueur.

“”

Les filles qui tombent enceintes sont déshonorées, elles sont souvent chassées de la maison paternelle.

EIA, adolescente de 15 à 18 ans, Mali (Mopti)

“”

Ici, si tu veux aider une fille ayant commis une faute comme l'exemple que vous avez pris, tomber enceinte, les gens vont te traiter de malpolie, d'effrontée.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Mopti)

Animateur : « Lorsqu'une adolescente tombe enceinte hors mariage, que se passe-t-il pour elle ? Quelle sera la réaction de sa famille, de son entourage ? »

Homme : « Elle aura apporté la honte sur la famille. Ses parents, son père et sa mère auraient préféré mourir que de vivre cet instant, ou d'apprendre cette nouvelle. »

DG entre pères, Mauritanie (Guidimakha)

Compte tenu du caractère honteux des grossesses hors mariage, en raison des normes sociales autour des relations sexuelles extraconjugales, les familles et les filles elles-mêmes tentent souvent de dissimuler ces grossesses, ce qui peut entraîner un manque de soins prénataux.



“““

Les adolescentes sont soutenues par leur famille, surtout dans le cas d'une grossesse hors mariage que la famille doit cacher aux autres.

EIC, Spécialiste en protection (homme), Niger (Zinder)

Animatrice : Choisissons une autre fille. Appelons là Aissata. Elle n'est pas mariée. Elle est enceinte. Peut-elle se rendre au dispensaire ?

Fille : Non, elle se cache. Elle dissimule sa grossesse dans des habits amples.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans scolarisées, Mauritanie (Guidimakha)

Selon les adolescentes interrogées dans le cadre d'EIA, les adolescentes enceintes et non mariées font face à d'énormes difficultés, comme le rejet par le garçon ou l'homme concerné, un mariage forcé ou l'exclusion familiale. Elles n'ont pas la possibilité d'avorter, étant donné les tabous et les risques qui entourent cette question.

Animatrice : « Qu'arrive-t-il à une fille qui accouche hors mariage ? »

P : « Elle peut tomber malade, et c'est sa maman qui va s'occuper d'elle alors qu'elle n'a pas de moyens ; elle va donc demander l'aide de quelqu'un de la communauté. Ça n'en vaut pas la peine. Si un garçon met ma fille enceinte, il peut rester tranquillement avec sa mère. Moi, en tant que mère de la fille, je dois me donner du mal pour m'occuper d'elle. »

DG entre mères d'adolescentes, Mauritanie (Guidimakha)

“““

Les adolescentes enceintes sans être mariées peuvent avoir tous les problèmes du monde dans notre communauté. En plus du rejet par leur famille, elles peuvent être victimes de moqueries de la part de leurs pairs. Ces jeunes filles peuvent également être contraintes d'abandonner leurs études parce qu'elles n'ont pas de soutien pour s'occuper de leur enfant après l'accouchement.

EIA, adolescente de 15 à 18 ans, Mali (Kayes)

“““

En général, quand elle tombe enceinte, la fille n'a aucune décision à prendre à part garder la grossesse, car dans notre communauté, l'avortement est un crime et pourrait aggraver sa situation.

EIA, adolescente de 15 à 18 ans, Mali (Kayes)

Nutrition

Les données quantitatives sur la nutrition au Mali et au Niger (tableau 6) montrent que cette question n'est pas uniquement influencée au niveau individuel, mais qu'elle s'inscrit plutôt dans le contexte socioéconomique plus large du ménage et dépend aussi de la disponibilité d'aliments nutritifs dans la communauté.



Tableau 6 : Répartition des adolescentes interrogées selon leur consommation alimentaire perçue au cours du dernier mois (Mali et Niger)

	Mali (%)	Niger (%)	
Perception de la consommation alimentaire par les adolescentes	Je mange suffisamment, mais pas toujours ce que je voudrais	49,5	55,8
	Je mange toujours une variété d'aliments, et suffisamment de ce que je veux	31,7	27,4
	Je ne mange souvent pas assez	7,9	13,8
	Parfois, je ne mange pas assez	10,8	3,0
	Total	100,0	100,0

La consommation alimentaire au cours du dernier mois montre les limites du contexte individuel : 49,5 % des répondantes au Mali et 55,8 % au Niger ont déclaré manger suffisamment, mais pas toujours ce qu'elles voudraient. Cela sous-entend que leurs capacités de nutrition sont également influencées par le rôle d'autrui et la disponibilité de certains aliments.

Les données qualitatives indiquent que certains aliments essentiels à une bonne nutrition ne sont pas disponibles. Par exemple, au Niger :

“ ”

Les adolescentes apprécient aussi le lait, mais il est inaccessible à l'heure actuelle.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans scolarisées, Niger (Maradi)

Le volet qualitatif a tenté de savoir qui était la personne au sein du foyer ou de la communauté qui décidait du type d'alimentation auquel l'adolescente a droit. Même si les filles ne décident pas toujours, elles peuvent influencer les décisions si elles gagnent leur propre argent.



“““

C'est le père, l'agent de santé ou la mère.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans
scolarisées, Niger (Maradi)

“““

C'est l'adolescente elle-même qui décide de son type d'alimentation, surtout quand elle a son propre argent.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans
non scolarisées Niger (Zinder)

Malgré les limites du contexte individuel dans les décisions alimentaires, la plupart des répondantes au volet quantitatif dans les deux pays a déclaré manger suffisamment (voir tableau 6 ci-dessus). Au Mali 81,3 % mangent suffisamment (49,5 % mangent suffisamment, mais pas toujours ce qu'elles voudraient ; 31,7 % mangent toujours une variété d'aliments et suffisamment de ce qu'elles veulent), et au Niger 83,2 % mangent suffisamment (55,8 % mangent suffisamment, mais pas toujours ce qu'elles voudraient ; 27,4 % mangent toujours une variété d'aliments et suffisamment de ce qu'elles veulent).

Cependant, dans les deux pays, une proportion non négligeable de répondantes a déclaré manquer parfois de nourriture (10,8 % au Mali et 3 % au Niger).

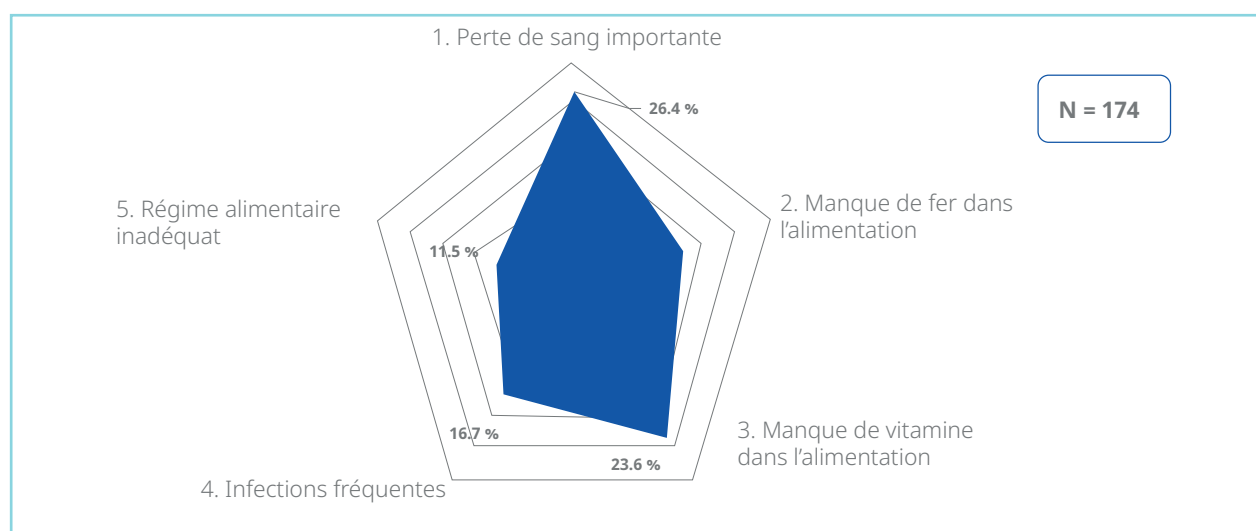
Anémie

Les données quantitatives permettent d'éclairer la situation relative à l'anémie. Dans les deux pays, la sensibilisation à l'anémie est limitée, le tout dans un contexte de forte prévalence de cette dernière. Au Mali, la prévalence de l'anémie s'élève à 63,4 % chez les femmes de 15 à 49 ans et de 65,4 % chez les adolescentes de 15 à 19 ans (EDS 2018).

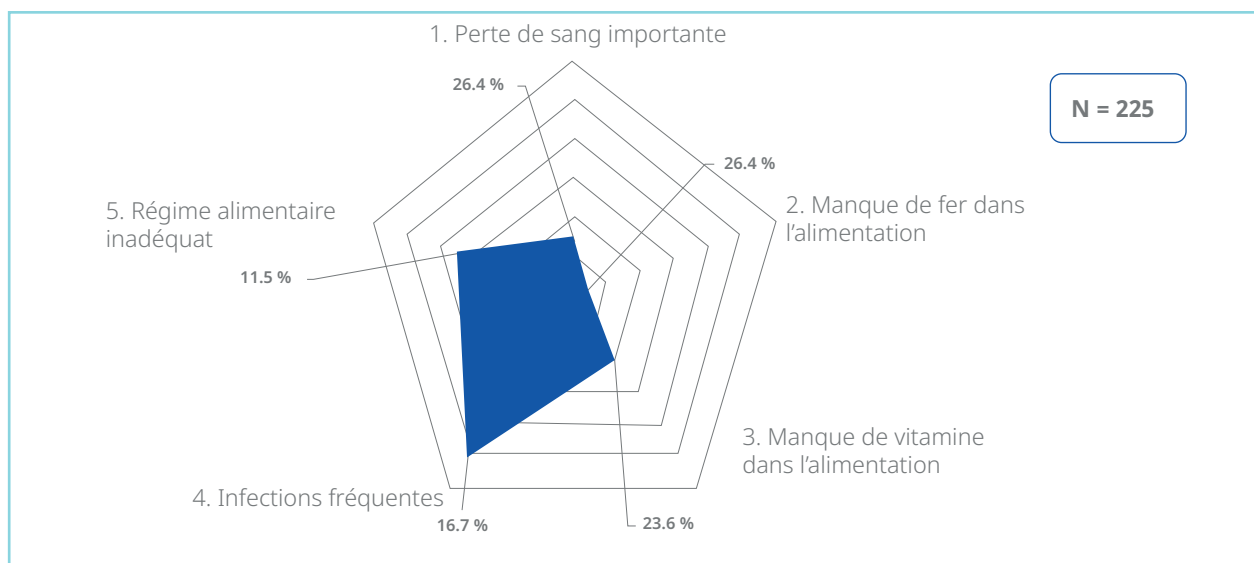
Au Mali, la proportion d'adolescentes ayant cité les principales causes de l'anémie dans les régions ciblées par l'enquête est très faible. Elle s'établit à moins de 30 % pour

chacune des causes. La connaissance des principales causes de l'anémie par les adolescentes des régions ciblées par l'enquête au Niger est relativement faible. En effet, seule la survenue d'infections fréquentes a été citée comme l'une des principales causes de l'anémie par un peu plus de la moitié des adolescentes qui ont entendu parler de l'anémie. Pour les autres causes, le niveau de connaissance varie de 34,7 % pour le régime alimentaire inadéquat à 4,4 % pour le manque de fer dans l'alimentation (voir graphiques 10 et 11).

Graphique 10 : Répartition des adolescentes interrogées selon leur connaissance des principales causes de l'anémie (Mali)



Graphique 11 : Répartition des adolescentes interrogées selon leur connaissance des principales causes de l'anémie (Niger)



Dans les deux pays, il ressort des résultats de l'analyse de régression logistique binaire finale à variables multiples portant sur la connaissance de l'anémie par les adolescentes que les plus âgées (15-19 ans) sont plus susceptibles d'avoir entendu parler d'anémie que les plus jeunes (10-14 ans). Au Mali, les adolescentes âgées de 15 à 19 ans ont 3,4 fois plus de chance d'avoir entendu parler de l'anémie, alors qu'au Niger, les adolescentes de ce même groupe d'âge ont 2,2 fois plus de chance d'avoir entendu parler de l'anémie.

Au Mali, les adolescentes scolarisées étaient plus susceptibles d'avoir entendu parler de l'anémie que les adolescentes non scolarisées (44,4 % contre 36,7 %). Au Niger, cette tendance diffère, avec 55,8 % des adolescentes actuellement scolarisées ayant déclaré avoir entendu parler de l'anémie, contre 64,6 % pour celles qui sont en rupture scolaire.

Dans les deux pays, les adolescentes mariées ou divorcées étaient plus susceptibles d'avoir entendu parler de l'anémie que les adolescentes autres (64,2 % contre 36,4 % au Mali, et 68,4 % contre 51,6 % au Niger). Au Mali, l'analyse finale de régression logistique binaire à variables multiples portant sur la connaissance de l'anémie par les adolescentes a montré que les adolescentes mariées ou divorcées avaient 7,7 fois plus de chances que les autres d'avoir entendu parler de l'anémie.

Lors d'une DG au Mali, des adolescentes ont raconté la tragique histoire d'une de leurs pairs enceinte, qui souffrait d'anémie. Cette anecdote montre que l'anémie est un problème réel, avec de sérieuses conséquences.

“““

Dépourvue des moyens nécessaires pour prendre part aux consultations prénatales, elle a dû affronter cette épreuve seule. Le vieil homme qui l'avait mise enceinte a disparu sans laisser de trace, abandonnant cette adolescente vulnérable à son sort. Le jour de l'accouchement fut tragique. Plongée dans un coma profond, elle a été prise en charge en urgence par les médecins, luttant vaillamment pour retrouver un souffle de vie. Cependant, la vie de son enfant s'est éteinte au cours de ce processus douloureux. Il s'est avéré que sa souffrance était liée à une anémie sévère, causée par la malnutrition.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Kayes)



Résultats clés en matière de santé reproductive et de nutrition

- Les connaissances sur la période féconde du cycle menstruel sont généralement faibles, le Niger étant derrière le Mali sur la question. Au Mali, 26,8 % des adolescentes connaissent la période féconde du cycle, tandis qu'au Niger, seulement 8,9 % des adolescentes la connaissent.
- Les décisions concernant les grossesses hors mariage dépendent de multiples contextes superposés influençant la vie des filles au-delà du niveau individuel.
- 49,5 % des répondantes au Mali et 55,8 % au Niger disent manger suffisamment, mais pas toujours ce qu'elles voudraient. L'adéquation de la nutrition dépend des décisions d'autres personnes et de la disponibilité de certains aliments.
- Au Mali et au Niger, la sensibilisation à l'anémie est limitée, alors même que les niveaux de prévalence de cette maladie sont élevés.
- Interaction avec d'autres capacités : Au Mali et au Niger, les adolescentes mariées sont plus susceptibles d'avoir entendu parler d'anémie que les adolescentes non mariées (lien avec intégrité corporelle). L'intégrité corporelle est également liée aux connaissances sur la santé, tandis que les décisions concernant les grossesses extraconjugales sont liées à la voix et à la capacité d'action. Dans les trois pays, les interactions entre l'éducation et l'apprentissage, l'intégrité corporelle, la santé sexuelle et reproductive, et la nutrition restent très fortes.

Contexte et capacités en matière d'autonomisation économique

Le présent chapitre examine le travail non rémunéré (tâches et responsabilités domestiques) des adolescentes, leurs activités économiques et les facteurs qui les sous-tendent, la manière dont elles

dépensent leur argent, leur rôle dans les décisions économiques qui les concernent, et les décisions sociales et économiques des adolescentes.

Tâches et responsabilités domestiques des adolescentes

Pour comprendre les capacités des adolescentes en matière d'autonomisation économique, examinons tout d'abord le contexte domestique et leurs responsabilités économiques. Les deux volets quantitatifs ont montré que les filles consacrent une part importante de leur temps quotidien aux tâches ménagères.

Au Mali, 18,5 % des adolescentes (soit environ une sur cinq) ont déclaré consacrer plus de 6 heures par jour aux tâches ménagères, et 29,6 % ont déclaré consacrer entre 3 et 6 heures quotidiennes aux tâches ménagères. Au Niger, plus de la moitié des adolescentes (53,5 %) a déclaré consacrer entre 3 à 6 heures et plus à ces tâches.

Types d'activités économiques pour les adolescentes et facteurs qui les influencent

Les activités économiques des adolescentes et leur fréquence dépendent de l'endroit où elles vivent et de certains de leurs besoins

dans le contexte local. Le contexte communautaire influence particulièrement les perspectives économiques d'une fille,



mais il est également important de noter que les migrations peuvent entraîner un changement dans ce contexte, et amener tout un nouvel ensemble de perspectives économiques jusque-là inaccessibles.

À travers des discussions de groupe et des entretiens, les adolescentes ont décrit les

activités disponibles et les plus courantes pour les filles de leur village.

Les commentaires sur les activités disponibles étaient généralement introduits par une phrase telle que « dans notre communauté », avant d'énumérer les possibilités économiques typiques.

“““

Oui, dans notre communauté, si les filles ne sont pas scolarisées, et si elles n'ont pas migré, elles pratiquent généralement des activités de petit commerce des produits transformés. Elles s'adonnent également à la coupe et à la couture, dont les recettes sont épargnées dans une caisse.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Mali (Mopti)



Quelques exemples d'activités exercées par des adolescentes dans la région sont : le petit commerce de produits agricoles, l'art du henné et des tatouages, l'ouverture ou la gestion d'une boutique, la tenue d'un restaurant, le tressage, la couture, la

teinture, le puisement et la vente d'eau, le maquillage, la coiffure, ou l'exode rural en vue de trouver de nouvelles opportunités. Selon les adolescentes, les initiatives faciles à mettre en œuvre avec un fort potentiel d'implication des filles comprennent :



“““

Créer des activités génératrices de revenus pour les filles, notamment par le biais d'apprentissages. Leur enseigner ces activités jusqu'à ce qu'elles puissent elles aussi enseigner à d'autres et les aider, par exemple la vente des habits qu'elles auront confectionnés.

On peut leur apprendre la couture, la laine, la confection de pommade, de parfum, de savon ; et le plus facile à mettre en place, c'est la couture.

EIA, Adolescente, Niger (Maradi)

Cependant, l'éventail des activités économiques citées dans l'étude ne signifie pas qu'elles sont toutes disponibles pour les adolescentes, et de nombreux facteurs déterminent leurs perspectives économiques. Par exemple, un manque de formations disponibles, un manque de moyens financiers, l'absence de projets d'enseignement de compétences ciblant spécifiquement les jeunes dans la région ou les restrictions parentales peuvent

influencer le choix des activités des filles, comme le montrent les citations issues de la composante qualitative du Niger et de la Mauritanie ci-dessous.

La première montre que les filles disposent de la volonté et de l'ambition nécessaires pour suivre une formation, mais qu'elles manquent d'opportunités en la matière. La deuxième est une réponse à une question sur les difficultés auxquelles les filles sont confrontées :

“““

Si tu as une fille qui se réveille un jour et part apprendre comment tresser, elle veut gagner quelque chose, ou si elle apprend à faire du henné, elle veut gagner quelque chose dont elle aimerait jouir et faire profiter ses parents.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans non scolarisées, Mauritanie (Assaba)

Réponse 4 : « Le manque de moyen, mais aussi le fait que lorsque nous exprimons des idées pour nous, les jeunes, nous ne sommes pas très écoutés. »

Réponse collective : « Et parfois, quand on fait preuve d'initiative pour aider les gens, elle pourra être dénigrée, ou on ne t'écouterait même pas. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Niger (Tahoua)

Animateur : « N’y a-t-il pas des projets d’appui qui offrent aux filles des opportunités d’autonomie ? »

Femme : « Nous n’avons que ce projet de couscous pour les filles, grandes et petites, ou ces préparations de repas qui servent en cas de voyage à payer le transport ou à résoudre des problèmes urgents. »

Animateur : « Ce qui veut dire, à ton avis, que l’autonomie financière des filles est encore faible ou inexistante. »

Femme 1 : « L’autonomie financière est très faible, voire inexistante, parce qu’il n’y a pas de projets d’appui destinés en premier lieu aux jeunes. Ces jeunes ne peuvent être autonomes que dans la mesure où elles ont l’occasion de travailler ensemble, dans un cadre productif et collectif qui leur permet de mettre en valeur leurs idées et de les concrétiser. »

EIC, Spécialiste en autonomisation économique (femme), Mauritanie (Guidimakha)

Les idées préconçues des autres sur les capacités d’une adolescente peuvent également limiter ses perspectives économiques. Dans la citation suivante, les hommes mettent en avant le fait que

l’agriculture soit pénible pour les filles. Selon eux, leur jeune âge et leur « indisponibilité physique » sont des aspects entravant leur évolution dans le secteur.

Animateur : « Je parle des activités auxquelles les filles peuvent se livrer pour faire des économies et avoir les moyens financiers de se prendre en charge elles-mêmes. »

Homme 2 : « Il n’y en a pas, à part les activités liées à l’agriculture que les filles ne peuvent pas exercer à cause de leur jeune âge et de leur indisponibilité physique. »

EIC, Spécialiste en autonomisation économique (homme), Mauritanie (Guidimakha)

En l’absence de mécanismes de soutien et de renforcement des capacités des hommes et des femmes sur les possibilités offertes par l’agriculture, une telle perception empêche les jeunes filles de tirer parti d’activités génératrices de revenus liées à l’agriculture.

Le mariage est aussi un facteur entravant l’autonomisation financière des adolescentes, qui doivent souvent consacrer une partie importante de leur temps à des activités domestiques en tant qu’épouse.

Animatrice : « Et ces adolescentes mariées, rencontrent-elles des difficultés pour travailler et trouver de l’argent, ont-elles des difficultés avec leurs maris ? »

Adolescente : « Oui, elles rencontrent parfois des difficultés. »

Animatrice : « Sous quelle forme ? »



Adolescente : « Elles ne travaillaient pas avant, et leurs maris ne leur donnent rien ; elles se retrouvent donc à appeler leurs parents pour qu'ils envoient de l'argent. »

Animatrice : « Est-ce que si elles veulent faire quelque chose, leurs maris les empêchent, ou pas ? »

Adolescente : « Non, les maris ne vont pas accepter. »

EIA, adolescente de 15 à 18 ans scolarisée, Mauritanie, (Assaba)

Les activités économiques des adolescentes handicapées

Interrogées sur les défis à relever par les adolescentes handicapées, les adolescentes ont cité le manque d'emplois et le manque de confiance en soi et en ses propres capacités à travailler. **Sur le plan économique, le handicap affecte négativement la vie des adolescentes.** Quel que soit le type de handicap, elles ne peuvent pas envisager de mener une activité génératrice de revenus, surtout dans les zones rurales, en raison de contraintes à plusieurs niveaux.

“““

Il faut créer les opportunités d'activités génératrices de revenu pour les adolescentes handicapées, afin d'éviter la mendicité et l'oisiveté.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Niger (Maradi)

Participation des adolescentes aux décisions en matière d'économie et de dépenses

Les données qualitatives ci-dessus montrent que plusieurs facteurs sont susceptibles d'entraver les activités économiques des adolescentes. Les données quantitatives, en revanche, suggèrent que les adolescentes jouent un rôle actif dans la prise des décisions relatives aux activités économiques et génératrices de revenus. Au Mali, une adolescente sur cinq (21,4 %) a déclaré lors de l'enquête qualitative avoir pleinement son mot à dire concernant la participation aux activités génératrices de revenus, et 31,7 % ont répondu avoir leur mot à dire dans une certaine mesure. Environ un tiers (33,4 %, proportion cumulée) des adolescentes a déclaré n'avoir pas grande influence, voire aucune, sur leur participation aux activités génératrices de revenus.

La proportion d'adolescentes qui déclarent être impliquées dans les décisions

économiques est encore plus élevée au Niger. En termes d'autonomie décisionnelle des adolescentes sur leur participation aux activités génératrices de revenus, elles sont 41,2 % à déclarer avoir pleinement leur mot à dire et 13,8 % à avoir leur mot à dire dans une certaine mesure. Ainsi, 55 % ont déclaré être impliquées.

Dans les deux pays ayant fait l'objet d'une enquête quantitative, les résultats sont mitigés en ce qui concerne les personnes impliquées dans la prise de décisions relatives aux revenus et le pourcentage d'adolescentes ayant déclaré prendre des décisions concernant la manière dont elles dépensent leurs revenus.

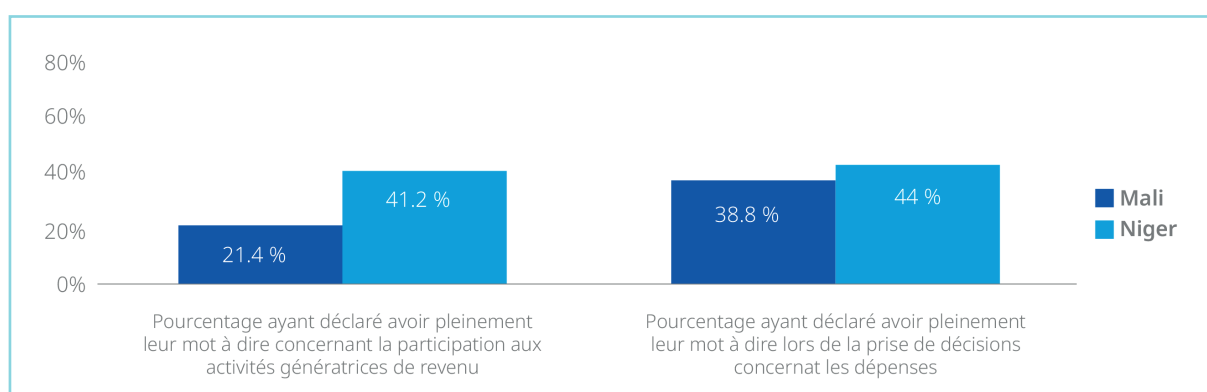
Au Mali, parmi les 416 adolescentes interrogées sur leur autonomie décisionnelle concernant l'usage de l'argent qu'elles gagnent, presque 2 sur 5 (38 %) ont

répondu qu'elles avaient pleinement leur mot à dire sur la question. Néanmoins, 26 % ont déclaré n'avoir pas grande influence, voire aucune (proportion cumulée) sur ces décisions. La majorité des personnes ayant participé à l'étude pensent qu'il revient aux adolescentes d'utiliser leur argent comme elles le souhaitent. Cette opinion est confirmée par les 42,9 % d'adolescentes interrogées qui ont déclaré décider elles-mêmes de la façon dont elles dépensent l'argent qu'elles gagnent. Lors des DG, les adolescentes ont clarifié que selon elles, leurs parents ou leur mari ont très peu voix au chapitre sur la question,

car elles sont totalement responsables de leurs actes.

Au Niger, elles sont respectivement 44 % et 19,3 % à avoir déclaré avoir pleinement leur mot à dire ou dans une certaine mesure sur la question. Il ressort que dans 45,4 % des cas, c'est l'adolescente elle-même qui décide de la façon dont elle dépense l'argent qu'elle gagne. Dans 27,3 % des cas cette décision émane exclusivement de la mère ou du père. Dans les autres cas, cette décision est prise de façon concertée entre l'adolescente et ses parents.

Graphique 12 : Participation active des adolescentes à la prise de décision en matière d'économie et de dépenses



Résultats clés en matière d'autonomisation économique

- Les adolescentes consacrent une part importante de leur temps quotidien aux tâches ménagères ; au Mali 18,5 % ont déclaré consacrer plus de 6 heures quotidiennes aux travaux ménagers, et 29,6 % ont déclaré consacrer entre 3 et 6 heures aux travaux ménagers ; au Niger 53,5 % déclarent consacrer entre 3 et 6 heures, voire plus de 6 heures dans la journée aux tâches ménagères.
- Le contexte communautaire influence particulièrement l'éventail d'options économiques offertes aux adolescentes ; les migrations peuvent être synonymes d'un contexte communautaire en pleine évolution, et amener un nouvel ensemble de perspectives économiques jusqu'alors inaccessibles ; un manque de possibilités de formation, l'absence de projets ciblant spécifiquement les jeunes dans la région, ou les idées préconçues de l'entourage des adolescentes sur leurs capacités peuvent limiter leurs perspectives et leurs choix d'activités économiques.
- Les données qualitatives indiquent que plusieurs facteurs sont susceptibles d'entraver les activités économiques des adolescentes, mais les données quantitatives montrent que les adolescentes jouent un rôle actif dans les décisions relatives à leurs activités génératrices de revenus et à leurs dépenses.
- Les adolescentes handicapées font face à plusieurs obstacles, à l'instar de l'absence d'emploi et le manque de confiance en soi et en ses propres capacités à travailler.
- Interaction avec d'autres capacités : Le besoin économique qui motive les travaux champêtres peut mener à un retard scolaire (éducation et apprentissage) ; les adolescentes qui gagnent de l'argent semblent avoir plus de pouvoir d'action et la possibilité de s'exprimer et de prendre des décisions sur leurs activités génératrices de revenus et leurs dépenses (voix et capacité d'action). En revanche, la prise de décisions relatives à d'autres aspects de leur vie ne semble pas être affectée par leur autonomisation économique.

Contexte et capacités en matière de voix et de capacité d'action

Le présent chapitre présente des exemples illustrant comment les adolescentes peuvent faire entendre leur voix, exercer leur capacité d'action et faire preuve de leadership. Le chapitre aborde les éléments de contexte qui favorisent ou pas ces capacités, les caractéristiques des adolescentes écoutées par les adultes, et les endroits dans la communauté où les

adolescentes se sentent à l'aise pour exprimer leurs besoins, leurs questions et leurs préoccupations. Si les adolescentes croient en leur capacité à s'exprimer et à prendre des décisions, leur capacité d'action est limitée par des normes qui restreignent leur mobilité et leur capacité à prendre des décisions pour elles-mêmes. Le chapitre se conclut par les perceptions des filles.



Capacité à s'exprimer et à prendre des décisions, et endroits où les adolescentes se sentent à l'aise

Au regard des données quantitatives, les adolescentes non mariées ne sont pas écoutées lorsqu'elles s'expriment sur leurs expériences. Elles ne sont pas non plus impliquées dans la vie communautaire pour des raisons liées à leur âge, à l'insécurité ou à des aspects sociaux et culturels. Seuls les

parents ont ce pouvoir. Ce comportement des parents est dû à l'inexistence des services dévolus pour faire la promotion des valeurs d'écoute aux adolescentes, à l'analphabétisme et à l'attachement à certains us et coutumes.



“““

Chez nous, les préoccupations, ambitions et avis des adolescentes ne sont pas pris en compte. Ce sont nos parents qui décident de tout. Par exemple, ils peuvent nous déscolariser pour nous donner en mariage, contre notre gré.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Mopti)



Répondante 1 : « Nous ne sommes impliquées dans aucun aspect de la vie communautaire. »

Répondante 3 : « Nous ne donnons pas notre avis et ne sommes pas impliquées, car on nous dit toujours que nous sommes des enfants. »

Répondante 2 : « L'avis des hommes de la brousse a des conséquences sur notre participation à la communauté, car ils ne veulent pas que l'on soit impliquées. »

Répondante 5 : « La communauté de notre village pense qu'on n'a pas de rôle à jouer dans les initiatives communautaires en raison de notre jeune âge. »

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, Mali (Mopti)

Cette impression de ne pas être considérées, illustrée dans les citations ci-dessus tirées de l'enquête au Mali, est partagée par les adolescentes de Mauritanie, qui ont déclaré avoir le sentiment que leurs paroles étaient minimisées. Au Niger, les adolescentes ont l'impression d'être perçues comme des enfants.

Animatrice : « Est-ce que la société prend en compte vos paroles d'enfant ? »

Adolescente 1 : « Non. On nous dit toujours : "Ne vous fiez pas à ça, ce sont des paroles d'enfants". (DG entre adolescentes de 10 à 14 non scolarisées, Mauritanie, (Assaba))

Animatrice : « Donc par exemple, si une fille sort dans ce village pour s'exprimer, on ne va pas l'écouter ou prendre en compte ce qu'elle a à dire ? »

R9 : « Tout le monde se suffit à lui-même et les adolescentes vont se dire, "c'est ton égale qui va te dire ce que tu dois faire ou te donner des conseils ?" »

Animatrice : « Pourquoi encore ? »

R : « Elle sera critiquée par les adolescentes. »

Animatrice : « Pourquoi, encore d'autres avis ? »

R3 : « Par exemple, si elle convoque une assemblée villageoise, personne ne viendra au point de rendez-vous. »

Animatrice : « Pourquoi personne ne viendra, selon vous ? »

R3 : « Parce qu'elle n'est qu'une enfant. »

Animatrice : « Pourquoi elle ne sera pas écoutée, selon toi ? »

R3 : « Parce que nos parents ou les personnes de la communauté ont par exemple un enfant du même âge qu'elle, ou sont plus âgés qu'elle. D'autres se voient aussi son égal, voilà pourquoi. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Niger

Cependant, la création de clubs a fourni aux adolescentes un moyen de communiquer avec les parents, ainsi qu'un pouvoir collectif de résolution de problèmes et de sensibilisation. Ils provoquent également un sentiment de fierté chez ces filles, qui ont désormais la capacité de pouvoir changer certaines choses dans leur communauté.

“““

Le club a été créé pour trouver des solutions à nos propres problèmes, donc nous devrions venir en aide à toutes les adolescentes dans le besoin. Vu que dans notre communauté, les droits des enfants n'étaient pas respectés, les parents déscolarisaient leurs filles pour les marier. Alors avec notre club on a mis en place des activités de sensibilisation pour nous faire entendre et informés les parents sur les inconvénients du mariage précoce des filles de nos jours avec d'autres appuis nous avons pu diminuer l'actes.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, Mali (Mopti)

Animatrice : « Et quels sont les objectifs de ces groupes (UNICEF) ? »

R7 : « Les groupes ont pour objectif l'avancement du village. »

Animatrice : « De quel groupe cité faites-vous partie ? »

R : « Je suis dans le groupe où c'est une fille qui est la déléguée. »

Animatrice : « À qui avez-vous demandé la permission avant d'adhérer au groupe ? »

R : « On demande au délégué. »

Animatrice : « Vous avez mentionné l'avancement du village comme objectif. Que faites-vous en faveur de l'avancement du village ? »

R7 : « On sensibilise sur l'éducation, la scolarisation et le commerce. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Niger (Maradi)

R3 : « Bravo à notre présidente, car l'action nous a permis de réaliser que nous pouvions résoudre nos propres soucis. »

R6 : « Elle a tout dit, nous avons toutes participé à l'action. »

R3 : « Bon, je pense que la sensibilisation a été nécessaire, car sans elle je ne vois pas vraiment comment nous pourrions y arriver. »

R4 : « Les parents doivent laisser leurs filles continuer leurs études, car elles ont les mêmes droits que les garçons. (...) Nous sommes vraiment fières de nous en tant que filles. »

R2 : « Grâce à notre action nos actes, je pense que beaucoup d'autres filles nous rejoindront pour qu'on puisse avoir encore plus de force. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Mopti)

Cependant, dans certains villages, aucun club n'est dirigé par des filles, parce qu'elles sont sous l'autorité des hommes.



“““

Non, il n'y pas de club de fille, car les filles sont toujours soumises à l'autorité des hommes chez nous.

EIA, Chef de village, Niger (Zinder)

Selon les mères, le mariage confère un droit d'écoute à l'adolescente. Cependant, les réactions des chefs de village sur ce point étaient mixtes :

“““

Dans mon foyer conjugal, je suis écoutée par mon mari, ma belle-famille et ma famille biologique. Ils accordent de l'importance à mes opinions et ne peuvent pas prendre des décisions me concernant sans mon consentement.

DG entre mères d'adolescentes, Mali, (Kayes)

“““

L'âge sera pris en compte, car il faut quand même avoir certain âge avant de participer aux décisions de la communauté, et être une femme mariée. Le fait d'être scolarisée ou pas compte aussi beaucoup, et il faut aussi avoir un certain niveau d'éducation pour qu'on te demande ton opinion.

EIA, Chef de village, Mali (Mopti)

“““

Ici dans notre village, on considère une fille uniquement quand elle est mariée, sinon on la voit comme une petite fille. On ne tient pas compte du statut scolaire, même si elle a 18 ans, tant qu'elle n'est pas mariée on la considère comme une gamine.

EIA, Chef de village, Niger

“““

Le statut matrimonial exclut les filles des activités communautaires. Par exemple, une fois qu'une fille se marie, elle ne peut plus participer aux activités communautaires, parce qu'elle est occupée à exécuter des tâches ménagères.

EIA, Chef de village, Mali (Mopti)

Contrairement aux préoccupations des adolescentes, qui estiment que leurs opinions ne sont pas écoutées, les hommes étaient plus optimistes concernant la voix et la capacité d'action des filles.



Animateur : « Quel soutien la jeune fille reçoit-elle, de sa famille et de ses amies, qui l'encourage à s'exprimer, à donner son avis ? »

Homme 1 : « Personne ne l'empêche de donner son avis. »

Homme 2 : « Nous l'encourageons à donner son avis. »

Homme 1 : « Je vous avais dit que la femme était honorée chez nous, dans l'ensemble. Un adage local dit que la femme est la couronne des braves, et la chaussure des mauvais hommes. Les premiers la mettent sur leurs têtes, les seconds sous leurs pieds. »

Homme 2 : « Personne ne peut censurer l'avis de la jeune fille. Les jeunes filles reçoivent la meilleure éducation et les meilleures choses possibles. »

DG entre pères d'adolescentes non scolarisées, Mauritanie (Assaba)

Pour ce qui est de la réponse à la question « Comment les adolescentes peuvent-elles s'assurer d'être entendues lorsqu'elles s'expriment sur leurs expériences et les situations qui les concernent ? », les avis des adolescentes et des parents/tuteurs ont porté sur le mariage. Des pères au Mali ont confirmé que dans certaines familles, les adolescentes sont consultées sur des sujets comme leur mariage, mais en Mauritanie, les pères ne conçoivent pas que leurs filles puissent refuser de se marier.

“”

En ce qui concerne le mariage, de nos jours, l'adolescente est toujours consultée et on demande son consentement. Son avis est toujours pris en compte. Si elle accepte, le mariage peut suivre son cours, sinon, le mariage est annulé sans aucune conséquence pour la fille.

DG entre pères d'adolescentes, Mali (Mopti)

“”

C'est à travers le mariage qu'elles peuvent savoir qu'elles sont écoutées, parce qu'actuellement, les adolescentes ne sont pas données en mariage sans y consentir. Si elles disent qu'elles n'aiment pas un prétendant choisi par les parents, ceux-ci ne les obligent pas à accepter leur choix. C'est comme cela qu'elles peuvent savoir qu'elles sont écoutées.

DG entre pères d'adolescentes, Mali (Kayes)

Animateur : « Que se passe-t-il si la jeune fille refuse le mariage ? »

Homme 1 : « Ce n'est pas possible. »

Homme 2 : « C'est impossible. »

Homme 1 : « Ce n'est pas possible, parce que tout est réglé d'avance. On célèbre le mariage quand il y a accord entre toutes les parties, entre les futurs époux, entre les familles. Ce refus existait avant, au temps de nos parents à nous, plus maintenant. »

DG entre pères d'adolescentes scolarisées, Mauritanie (Assaba)



Outre l'évaluation du pouvoir décisionnel des adolescentes concernant leur mariage, cette étude s'est intéressée à leur autonomie dans le cadre des décisions liées à l'éducation.

Au Mali 14,9 % des adolescentes ont déclaré avoir pleinement leur mot à dire concernant le type d'éducation à recevoir, 27,2 % ont déclaré avoir leur mot à dire dans une certaine mesure, et 52,9 % au total ont déclaré n'avoir que peu d'influence sur la question, voire aucune. Au Niger, la proportion d'adolescentes ayant déclaré avoir pleinement leur mot à dire dans les décisions relatives au type d'éducation à recevoir est plus de deux fois supérieure à celle du Mali (32,1 % contre 14,9 %, respectivement). Par ailleurs, 14,8 % ont déclaré avoir leur mot à dire dans une certaine mesure.

Au-delà des décisions relatives à l'éducation, les adolescentes avaient le sentiment de ne pas pouvoir prendre de décisions ni faire preuve d'initiative elles-mêmes, à cause des conséquences potentielles.

Animatrice : « Quelles sont les raisons pour lesquelles vous-mêmes, ou les filles de votre âge, ne se battent pas pour résoudre les problèmes ou difficultés rencontrés par les adolescentes ? »

R4 : « Quand tu essaies de faire preuve d'initiative, les gens vont te voir comme une escroc qui se mêle de la vie des autres, cela peut ternir ta réputation. »

R5 : « On peut avoir mauvaise réputation... Les gens vont te critiquer et dire que tu te mêles de choses qui ne te regardent pas. »

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, Mali (Mopti)



Type d'adolescentes écoutées par les adultes

Les questions qualitatives liées à la voix et à la capacité d'action ont également suscité une réflexion sur les profils d'adolescentes que les adultes écoutent. Les adolescentes (en particulier celles qui ne sont pas scolarisées) ont mentionné l'importance d'être scolarisées (un état objectif), matures et sincères (des critères subjectifs). Pour les adolescentes au Niger, la « fille modèle » de leur âge, qui défend les droits de ses pairs est une jeune fille en mesure de s'exprimer en public et d'interpeller ses camarades :

R8 : « Par exemple, lors des rassemblements, la fille peut se lever et s'exprimer librement devant tout le monde. »

R1 : « S'il y a un rassemblement, elle peut se lever devant tout le monde répondre à une question dont elle connaît la réponse ; ou même, quand elle te voit faire une chose incorrecte dans la rue, elle peut t'interpeller. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Niger (Maradi)

Les pères ont indiqué que les filles qui étaient capables de garder l'esprit ouvert et d'engager la conversation étaient les plus susceptibles d'être écoutées par les adultes.

Animatrice : « Comment se comportent les filles qui peuvent exprimer leur avis sans problème et qu'est-ce qui explique cette aisance de leur part ? »

Homme 1 : « C'est parce que la personne à qui elle parle n'a pas de problème par rapport à l'écoute et peut régler les difficultés qu'elle pourrait rencontrer sans la réprimander ou la juger.

Ceux qui proposent des solutions considérées comme justes aux problèmes soulevés seront les seuls interlocuteurs que choisiront les filles. Les gens ne sont pas tous les mêmes et la façon de voir les choses diffère d'une personne à l'autre. Tout dépend du degré d'instruction ou d'ouverture d'esprit, qui ne dépend pas de l'école, mais montre juste que la fille est ouverte d'esprit et peut s'exprimer et poser des questions aisément, sans difficulté. Ces filles rencontrent d'autres personnes dans des associations et autres, ce qui ouvre leur esprit et leur compréhension de la vie, et facilite leur capacité à s'exprimer et à résoudre seules leurs problèmes. »

DG entre mères d'adolescentes scolarisées, Mauritanie (Assaba)

Le soutien des pairs, des parents, et de la communauté joue un rôle déterminant dans la capacité d'expression et d'action des adolescentes. Le volet qualitatif au Niger et au Mali fait ressortir d'importantes différences en matière de voix et de capacité d'action des filles, en fonction de si elles se sentaient soutenues par leurs pairs et évoluaient dans une communauté caractérisée par l'entraide et la cohésion sociale entre filles.





R7 : « Nous sommes solidaires si, par exemple, une est souffrante, on lui donne des conseils sur comment retrouver la santé. »

R6 : « On étudie ensemble et si quelqu'une ne veut plus se rendre à l'école, nous unissons nos forces pour lui demander de venir à l'école, en plaidant qu'elle pourra ainsi obtenir des connaissances, qui lui serviront à elle avant tout. »

*DG entre adolescentes de 10 à 14 ans,
Niger (Maradi)*

À l'inverse, les filles qui se sentent incapables de prendre la parole en public évoquent un manque de soutien de leurs pairs et la peur que celles-ci se moquent d'elles.

Mobilité des adolescentes

Les décisions relatives à l'éducation et au mariage ont des effets considérables sur les filles, parfois tout au long de leur vie. Les décisions relatives à la mobilité, quant à elles, ont tendance à être prises plus fréquemment et méritent d'être étudiées au regard de la question de la voix et de la capacité d'action des adolescentes.

Les lieux où les adolescentes ne peuvent pas se rendre sont similaires dans tous les pays étudiés et comprennent les mosquées, les cimetières et les bois sacrés. Les hommes ont indiqué que cette mobilité restreinte était motivée par des raisons religieuses et sociales.

Animateur : « Est-ce qu'une fille peut sortir seule ? Si non, pourquoi ? Si par exemple, elle est chargée de faire une commission hors de la maison. »

Homme 1 : « Regarde, elle peut bien sortir seule s'il y a une raison valable. Elle peut bien sortir seule. La jeune fille ne sort de la maison que pour une raison valable, et quelqu'un l'accompagnera dans ce cas. Pendant la nuit, quelqu'un doit l'accompagner quand elle sort de la maison. Le reste du temps elle peut sortir seule. »

Homme 2 : « Notre code de bonne conduite régule le comportement et les déplacements de la jeune fille, à part ça, il n'y a pas de restrictions. Elle doit se conformer en tout temps aux prescriptions de la charia, je pense que ça ne nuit pas à sa liberté de mouvements »

DG entre pères d'adolescentes scolarisées, Mauritanie (Assaba)

Les informateurs clés ont été interrogés sur les raisons qui poussent les proches d'une adolescente à restreindre ses déplacements. Ces personnes ont indiqué que la crainte d'une grossesse ou d'une agression sexuelle pouvait motiver le fait de restreindre la mobilité. Dans ces cas, la question de la mobilité est liée à celle de l'intégrité corporelle.

“““

Crainte de s'exposer à des risques d'agression sexuelle, physique ou à des médisances.

EIC, Spécialiste en protection (Homme), Niger (Zinder)

“““

Risque de rencontrer des garçons et possibilité de tomber enceinte.

EIC, Spécialiste en autonomisation (Femme), Niger (Tahoua)

Dans les trois pays, les pères, les oncles et les chefs de village sont reconnus comme étant les principaux décisionnaires concernant les déplacements des filles à l'intérieur comme à l'extérieur du village. Les adolescentes elles-mêmes ont mentionné certaines conditions à leur déplacement, comme le fait de pouvoir se déplacer pendant la journée, mais pas au crépuscule ou pendant la nuit. Elles ont également mentionné pouvoir se déplacer librement dans certains espaces (cérémonies sociales, à l'école en compagnie de leurs amies, à des concerts, dans des espaces de jeu du village, etc.).

On a demandé aux adolescentes de désigner le lieu où elles se sentaient en sécurité dans la communauté, et elles ont mentionné de nombreux « lieux ordinaires » où elles pouvaient se rendre. Cependant, certains de ces lieux et certaines de ces conditions ont changé avec l'arrivée des groupes armés non étatiques et de l'insécurité.

Groupe : « Sans autorisation, nous ne pouvons nous déplacer que dans le village, et pas en dehors. »

Animatrice : « À quelle heure pouvez-vous sortir ? »

Groupe : « De 10 h du matin à 11 h du matin et à 4 h (16 h), mais à 17 h, nous n'avons plus le droit jusqu'au lendemain à 10 h. Si nous sortons en dehors de ces heures, c'est qu'on nous a envoyée ou qu'on a une affaire urgente à régler »

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Mauritanie (Assaba)

Interrogés sur les restrictions de mobilité des filles, les répondants et répondantes du volet qualitatif ont comparé la capacité des garçons à se déplacer librement sans restriction à celle des filles.

“““

Le garçon ne fait pas l'objet de restrictions particulières, il peut aller là où il veut, ce qui n'est pas le cas de la fille, qui doit rester sous la protection de la famille. Si les parents n'arrivent pas à lui fournir les meilleures conditions pour étudier, ils préfèrent la garder à la maison. Si par contre les parents arrivent à lui offrir de bonnes conditions, ils la laissent continuer ses études, mais cela n'arrive jamais ici dans le rif.

DG entre pères d'adolescentes scolarisées, Mauritanie, (Assaba)



Les conséquences perçues du non-respect de ces restrictions de mobilité par les filles allaient de la honte et du jugement de la communauté à des conséquences graves telles que la mort, comme le montre l'anecdote du deuxième informateur clé ci-dessous. En réponse à une question demandant un exemple où une adolescente a défié les règles et s'est rendue là où elle n'avait pas le droit d'aller, un informateur clé a déclaré que la fille pourrait ainsi être :

“““

Mal vue dans la communauté, considérée comme une rebelle, une mal éduquée, une révoltée, exclue de toute action communautaire, qui lui ferait perdre sa personnalité, sa dignité.

EIC, Spécialiste en protection (Homme), Niger (Maradi)

Pour les parents/tuteurs, la violation de ces interdits peut entraîner la mort prématurée de celle qui l'a commise. Les adolescentes ont cité la difficulté, voire l'impossibilité, d'avoir un enfant en cas d'une telle transgression. Cette anecdote montre à quel point les croyances sont profondément ancrées pour justifier la mobilité restreinte des adolescentes.

“““

Un groupe de 4 adolescentes s'est un jour rendu sur l'un de nos sites sacrés. Elles ont toutes subi des conséquences qui ont conduit à la mort. Leurs corps se sont enflés jusqu'à ce qu'elles décèdent les unes après les autres. C'étaient juste des adolescentes ordinaires d'ici.

EIC, Spécialiste de la santé (Femme), Mali, (Koulikoro)

Résultats clés en matière de voix et de capacité d'action

- Les personnes interrogées avaient l'impression que le type d'adolescentes écoutées par les adultes sont les filles scolarisées (un état objectif), matures, sincères, à l'esprit ouvert, capables d'engager la conversation (des perceptions subjectives).
- Au Niger, la proportion d'adolescentes qui déclarent avoir pleinement leur mot à dire dans les décisions relatives au type d'éducation à recevoir est plus élevé qu'au Mali (32,1 % contre 14,9 %).
- Dans les trois pays, les pères, les oncles et les chefs de village étaient désignés comme étant les principaux décisionnaires concernant les déplacements des filles à l'intérieur comme à l'extérieur du village.
- Les conséquences perçues par les filles du non-respect de ces restrictions de mobilité vont de la honte et du jugement de la communauté à des conséquences graves telles que la mort.

- Interaction avec d'autres capacités : Les adolescentes non scolarisées et les adultes ont l'impression que la scolarisation augmente le pouvoir d'action et d'expression des adolescentes (éducation et apprentissage) ; l'exercice de ce pouvoir par les adolescentes semble plus probable dans les décisions économiques (parmi celles qui gagnent de l'argent) (autonomisation économique) que dans les décisions liées à l'éducation ou à l'intégrité corporelle.



Contexte et capacités en matière de bien-être psychosocial

Le bien-être psychosocial découle des autres domaines de capacités du cadre 3C. Le présent chapitre aborde le dernier des six domaines de capacités des adolescentes : le bien-être psychosocial. Dans ce rapport, nous avons choisi de le placer en dernier,

car les opinions des répondants et répondantes à l'étude sur la question reposent sur la réalisation des aspects positifs des autres capacités, tels que l'éducation et l'apprentissage et l'intégrité corporelle, par exemple.



Tableau 7 : Exemples qualitatifs de l'intersection du bien-être psychosocial avec d'autres domaines de capacités

<p>(Éducation et apprentissage) La poursuite des études</p>	<p>Une fille instruite sera satisfaite d'elle-même pour avoir poursuivi ses études, et elle pourra se faire respecter :</p> <p>Elle sera comblée et satisfaite d'elle-même. Elle pourra marcher fièrement, la tête haute. Elle sera respectable et respectée.</p> <p><i>DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Mauritanie (Assaba)</i></p>
<p>(Intégrité corporelle) La protection contre la violence</p>	<p>Interrogées sur les sources de stress ou de tristesse, les adolescentes ont déclaré avoir besoin d'éviter la violence. Pour les filles, il s'agissait de la violence morale ou les châtiments corporels en cas de retard à l'école.</p> <p><i>DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Niger (Maradi)</i></p>
<p>(Santé reproductive et nutrition) L'alimentation</p>	<p>Selon les parents et tuteurs, la nutrition et l'alimentation rendent heureuse une adolescente et ses parents, car une alimentation suffisante est une source de stress en moins.</p> <p>Pendant la saison pluvieuse, si les parents apportent à la maison quelques cadeaux, cela les rend heureuses ; si leurs parents ont de quoi les nourrir.</p> <p><i>DG entre adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Niger (Zinder)</i></p> <p>Les filles sont contentes quand elles ont assez à manger.</p> <p><i>DG entre adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Niger (Zinder)</i></p>
<p>(Santé reproductive et nutrition) L'évitement des grossesses</p>	<p>Interrogées sur les sources de stress ou de tristesse, les adolescentes ont mentionné la grossesse. Non seulement elles voulaient éviter de tomber enceinte pour éviter le stress et atteindre le bien-être psychosocial, mais elles souhaitaient également éviter la honte qui peut accompagner une grossesse précoce.</p> <p>Quand une fille est enceinte, elle est pressée d'arriver à terme pour pouvoir sortir comme les autres. C'est très préoccupant, stressant.</p> <p><i>DG entre adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Niger (Maradi)</i></p>
<p>(Santé reproductive et nutrition) Absence de stress et disponibilité d'aliments nutritifs et de produits pour la gestion de l'hygiène menstruelle</p>	<p>Au Niger, on a demandé aux adolescentes quel soutien elles souhaiteraient recevoir pour surmonter les situations de tristesse, de malheur ou de stress. La citation suivante montre la relation entre la nutrition, la santé sexuelle et reproductive et le bien-être psychosocial.</p> <p>Une assistance alimentaire et sanitaire pour une meilleure gestion de leurs règles.</p> <p><i>DG entre adolescentes de 15 à 18 ans scolarisées, Niger (Maradi)</i></p>



<p>(Voix et capacité d'action) Participation des communautés</p>	<p>Les adolescentes retirent de la fierté et un sentiment d'utilité de leur engagement au service de leur communauté. Leurs domaines d'engagement restent cependant limités par les normes socioculturelles, se concentrant bien souvent sur des travaux de nettoyage communautaire.</p> <p>Quand le village a été balayé, tout le monde était content, les gens étaient unis, nous avons rendu le village propre.</p> <hr/> <p style="text-align: right;">P7</p> <p>Tout le monde dans le village était heureux, le village est devenu beau, nous avons même renforcé nos liens pendant cette activité.</p> <hr/> <p style="text-align: right;">P6</p> <p>Tout le village était content parce qu'on était arrivé à un point où marcher était devenu difficile à cause des épines. Depuis ce jour, tout a été enlevé et ramené dans un coin du village. Si on a des visiteurs, ils ne mépriseront pas le village, et ça donne du baume au cœur.</p> <hr/> <p style="text-align: right;">P5</p> <p style="text-align: center;">DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, Niger (Maradi)</p>
--	--

Intersectionnalité du handicap et du bien-être psychosocial

Les personnes ayant participé au volet qualitatif n'ont pas parlé directement de ce qui constitue le bien-être psychosocial des filles handicapées. Mais les adolescentes plus âgées et plus jeunes ont décrit des scénarios dans lesquels les filles handicapées n'ont pas pu exercer leurs droits (par exemple, à l'éducation et à l'intégrité corporelle) et ont dû mendier de façon chronique, être marginalisées et oubliées. De ces témoignages, nous avons déduit que le bien-être psychosocial des filles handicapées passe par les opportunités économiques, l'intégration et la prise en compte.

Le bien-être psychosocial en tant que sentiment d'amour et d'appartenance

Les données qualitatives issues des DG avec les adolescentes et les parents mettent en évidence une autre dimension du bien-être psychosocial des adolescentes : le besoin implicite d'amour et d'appartenance. Bien que les personnes ayant participé à l'enquête n'aient pas explicitement utilisé cette terminologie, ils et elles ont décrit des situations dans lesquelles les adolescentes

se sentent valorisées et s'identifient à leurs pairs, à leur foyer et à leur communauté. L'amour et l'appartenance constituent le troisième ensemble de besoins essentiels dans la hiérarchie des besoins de Maslow, et les filles ont décrit de petits gestes d'amour qui améliorent leur bien-être psychosocial.

“““

Le fait de recevoir des cadeaux en nature ou en espèces est une source de joie.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Niger (Maradi)





Les adolescentes elles-mêmes ont décrit le mariage comme faisant partie du bonheur. Il est possible que ce sentiment que le mariage joue un rôle dans leur bonheur et leur bien-être puisse résulter du poids social du mariage et de la maternité pour les femmes.

“““

Une fille est généralement heureuse si on lui fait une demande de mariage.

Elle est contente quand on lui fixe une date de mariage.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Niger (Zinder)

Les adolescentes ont mentionné à plusieurs reprises la scolarité comme étant une composante importante de leur bien-être psychosocial et, pour certains parents, le bien-être psychosocial des adolescentes dépend de leur désir d'obtenir les mêmes choses que leurs pairs en termes d'amour, de bonheur et d'opportunités.

“““

Une de mes grandes satisfactions est la réussite à l'école.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Niger (Maradi)

“““ En réponse à une question sur ce qui les rend triste

Quand tes camarades ont des copains et sont heureuses, mais que toi tu n'as pas un copain.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Niger (Zinder)

Le bien-être psychosocial, c'est avoir des réseaux de soutien social et quelqu'un à qui parler

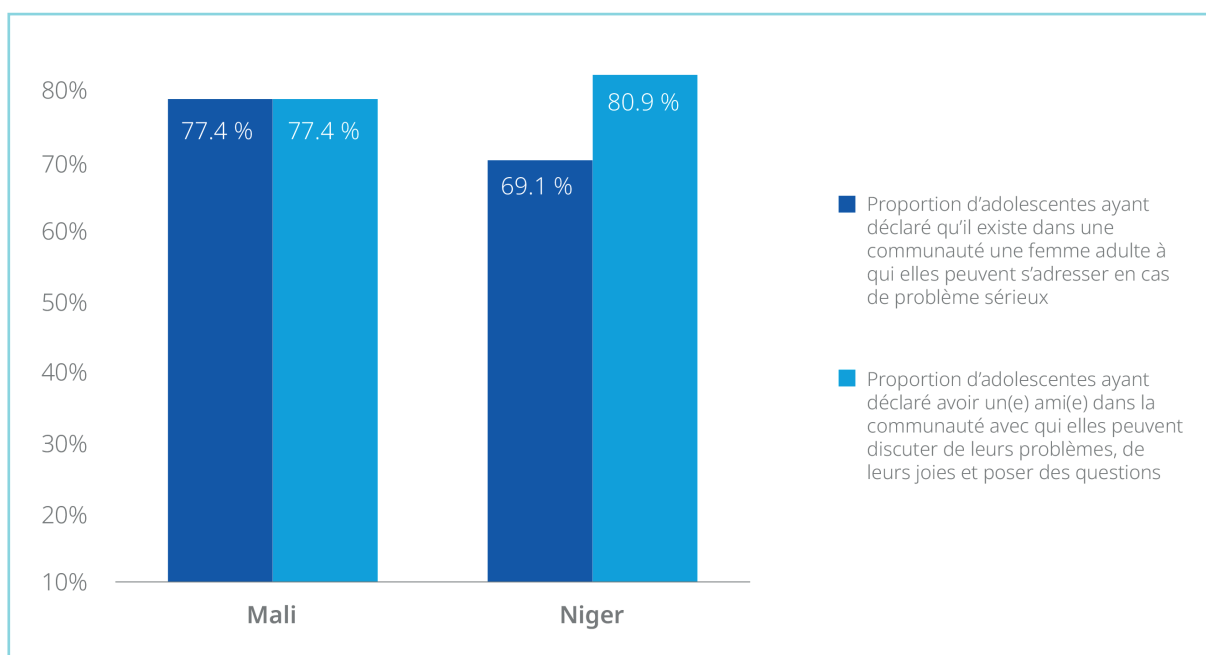
Tout comme le bien-être psychosocial des adolescentes a été défini au regard d'autres domaines de capacités, il a également été décrit par rapport à d'autres personnes. Le chevauchement des contextes est important pour les adolescentes et leur permet de voir leur valeur aux yeux de leurs pairs, des membres de leur foyer et de leur communauté.

Le volet quantitatif a porté sur la capacité des filles à s'adresser à une femme ou à une amie en cas de problème. Au Mali, un peu plus des trois quarts des adolescentes (77,4 %) ont déclaré qu'il existait dans la communauté une femme adulte à qui elles pouvaient s'adresser en cas de problème sérieux. La proportion d'adolescentes chez les 10-14 ans (77,9 %) est légèrement supérieure à celle des 15-19 ans (76,6 %). Cette femme adulte à qui elles peuvent s'adresser si elles ont un problème sérieux est généralement une membre proche de la famille, telle que la mère (49,1 %), la grand-mère (14,3 %), la tante (10,6 %) ou la belle-mère (9,6 %). Les trois quarts des adolescentes (77,4 %) ont déclaré avoir un(e) ami(e) avec qui elles peuvent discuter de leurs problèmes, de leurs joies et poser des questions. En Mauritanie, aucune

donnée quantitative n'est disponible, mais le volet qualitatif montre qu'en cas de maladie, les personnes informées sont celles qui sont impliquées dans la prise en charge financière de l'adolescente malade. Particulièrement, en cas d'infections sexuellement transmissibles, les adolescentes s'adressent beaucoup plus à leurs mères.

Au Niger, environ deux adolescentes sur trois (69,1 %) ont déclaré qu'il existait dans la communauté une femme adulte à qui elles pouvaient s'adresser en cas de problème sérieux. Chez les 15-19 ans, cette proportion est de 81,1 %, un chiffre supérieur à celui des 10-14 ans dans ce cas de figure (63,7 %). Cette femme adulte à qui elles peuvent s'adresser si elles ont un problème sérieux est très souvent la mère (43,9 %), la sœur (16,8 %), une amie (14,3 %) ou une tante (13,9 %). Plus des trois-quarts des adolescentes interrogées (81,2 %) déclarent avoir une amie avec qui elles peuvent discuter de leurs problèmes, de leurs joies et poser des questions. La proportion chez les 10-14 ans est quasiment égale à celle des 15-19 ans (80,9 % contre 81,9 %, respectivement).

Graphique 13 : Disponibilité de réseaux de soutien social



La satisfaction des besoins matériels actuels futurs à l'appui du bien-être psychosocial

Outre des concepts plus abstraits tels que les réseaux de soutien social, le bien-être psychologique a été décrit comme la capacité à répondre aux besoins immédiats de survie tout en aspirant à un état futur dans lequel l'adolescente vivra différemment. Pour éviter le stress et

poursuivre sur une voie qui l'intéresse, une adolescente a besoin que ses frais de scolarité soient payés et qu'un soutien financier lui permette de profiter d'activités récréatives.

Les besoins exprimés pour mener une vie sans difficulté sont :

“““

Soutenir les adolescentes en leur donnant des fournitures scolaires pour pouvoir aller à l'école.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans non scolarisées, Niger (Tahoua)

« Quelles sont les difficultés qu'elle [l'adolescente] rencontre dans ses études ? »
R : « La pauvreté. Parfois, nous voulons que nos enfants étudient, mais nous n'avons pas de moyens pour les fournitures scolaires. La pauvreté peut être telle, qu'il est difficile de soutenir l'enfant dans ses études. »

DG entre mères d'adolescentes scolarisées, Mauritanie (Guidimakha)

“““

Il faut réinscrire les filles à l'école ; leur payer des activités récréatives.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans non scolarisées, Niger (Tahoua)

Les filles comme les parents ont décrit des dimensions du bien-être psychosocial tournées vers l'avenir. Les objectifs des filles ont été évoqués, notamment le fait de

gagner de l'argent pour retourner à l'école et former d'autres personnes, ainsi que les besoins matériels actuels pour les aider à démarrer leur propre formation.

“““

Si j'arrive à apprendre à maquiller, à tresser et à fabriquer du savon, cela pourra me rendre heureuse, mais à condition que la guerre prenne fin afin que les écoles puissent rouvrir. Ainsi, je pourrais former d'autres adolescentes en plus de gagner de l'argent.

EIA, adolescente de 10 à 14 ans, Mali (Mopti)

“”

Si Bintou pouvait bénéficier d'une formation professionnelle, et avoir l'équipement pour exercer ce qu'elle a appris, cela pourrait lui apporter de la joie. Je dis ça parce qu'aujourd'hui, Bintou a besoin d'une vie meilleure, mais elle n'a pas été à l'école, donc elle aura besoin de formation et d'équipement pour travailler.

DG entre pères d'adolescentes, Mali (Kayes)



Résultats clés en matière de bien-être psychosocial

- Les personnes ayant participé à l'étude ont associé le bien-être psychosocial à la réalisation des aspects positifs des autres capacités, tels que la poursuite des études, et à l'évitement des pièges ou des écueils associés à ces autres capacités (par exemple, les violences sexuelles et liées au genre).
- Les adolescentes ont un besoin implicite d'amour et d'appartenance ; elles ont besoin de se sentir valorisées et de s'identifier à leurs pairs, à leur foyer et à leur communauté.



- Les adolescentes décrivent le bien-être psychosocial au regard de leurs relations avec d'autres personnes. Le chevauchement des contextes est important pour les adolescentes et leur permet de voir leur valeur aux yeux de leurs pairs, des membres de leur foyer et de leur communauté.
- La majorité des adolescentes ont quelqu'un vers qui se tourner en cas d'urgence ; la proportion de filles qui déclarent avoir une figure féminine vers qui se tourner est plus élevée au Mali qu'au Niger, mais la proportion de filles déclarant avoir un ami ou une amie vers qui se tourner est plus élevée au Niger qu'au Mali.
- Le bien-être psychosocial a été décrit comme la capacité à répondre aux besoins immédiats de survie tout en aspirant à un état futur dans lequel l'adolescente vivra différemment.
- Le volet qualitatif suggère que les adolescentes entendent le bien-être psychosocial des filles handicapées comme dépendant de leurs opportunités économiques, de leur intégration et de leur prise en compte.
- Interaction avec d'autres capacités : Le bien-être psychosocial repose sur la réalisation des aspects positifs des autres capacités (éducation et apprentissage, intégrité corporelle, santé sexuelle et reproductive et nutrition, voix et capacité d'action et autonomisation économique).

Stratégies de changement et principales initiatives actuelles de promotion de la résilience et de l'autonomisation des filles

Les données recueillies dans les trois pays montrent clairement que des efforts sont en cours pour promouvoir l'égalité des genres en mettant en place des stratégies de changement cohérentes avec le cadre 3C du consortium GAGE, même si ce cadre n'est pas encore utilisé par les pays en tant que tel. Certains efforts sont axés sur la génération de la demande, d'autres sur l'offre. Certaines stratégies ont été évoquées plus souvent que d'autres lors des entretiens et des discussions de groupe. Par exemple, l'autonomisation des filles a fait l'objet d'un examen approfondi, car il s'agissait d'un point central de la présente étude sur l'égalité des genres, sur lequel nous souhaitons entendre les réponses directes des adolescentes. L'offre de services sociaux a également été abordée au titre de deux stratégies de changement : celle du renforcement des systèmes d'éducation et celle des services sociaux destinés aux adolescentes. D'autres thèmes,

tels que la mobilisation des hommes et des garçons ou des parents, ont fourni moins d'informations, car la conception de l'étude et ses instruments n'ont pas été mis au point pour les approfondir. Néanmoins, même s'ils ont été explorés de manière moins approfondie que l'autonomisation des filles, ces autres domaines sont porteurs de promesses.

L'**autonomisation des filles** a reçu un soutien retentissant de la part de tous les types de répondants. Il a été suggéré de former des groupes d'adolescentes dans les localités et de les inviter à se rencontrer pour parler de leurs problèmes, afin qu'elles trouvent elles-mêmes des solutions dans un climat de respect mutuel. L'autonomisation des filles en tant que stratégie de changement a été abordée dans la section sur l'éducation et le pouvoir d'action et d'expression, lorsque l'importance de la formation de clubs a été mentionnée.

““

Ce club a été mis en place pour que les filles se sensibilisent entre elles sur les thèmes comme le mariage forcé des jeunes filles, la scolarisation des jeunes filles, les droits de la femme et de l'enfant mais aussi, l'hygiène menstruelle des jeunes filles. Des relais ont été mis en place. Chaque semaine, ces filles font du porte-à-porte pour sensibiliser les jeunes filles, sans même tenir de réunions. Elles ont vraiment bénéficié de ces sensibilisations.

EIA, Chef de village, Niger (Zinder)

Les adolescentes ont partagé les initiatives prises et les expériences qui les ont amenées à aider leurs pairs. Par exemple, la citation ci-dessous tirée du Niger mentionne la création d'un club. Celle tirée de l'étude

au Mali mentionne le pouvoir collectif à l'appui du maintien scolaire, du traitement d'une maladie, de la médiation familiale et du plaidoyer pour les filles déscolarisées et non scolarisées :

““

J'ai créé ce club des adolescentes motivée par l'envie d'aider les adolescentes qui ne font rien ou qui ne travaillent pas, pour les occuper.

EIA, adolescente, Niger (Zinder)

““

Une adolescente dans notre communauté a voulu abandonner l'école pour aller à Bamako et travailler comme aide-ménagère. Elle n'avait pas de soutien dans sa famille. Notre club a levé des fonds auprès du cap et de la mairie pour pouvoir lui fournir un apport financier et sensibiliser la communauté. Elle a pu continuer l'école. Nous sommes arrivées à bien communiquer avec les services sociaux grâce aux dons de la jeunesse de Fatoma, qui nous a montré comment faire pour se faire entendre auprès de tous ces responsables. Nous avons été bien accueillies, et sommes satisfaites des réponses et aides apportées.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Mopti)



Les filles ont fait référence au fait que pour pouvoir prendre des initiatives pour aider d'autres adolescentes à s'autonomiser, mais surtout pour être écoutées, il est parfois nécessaire d'avoir le soutien d'autres adultes, d'une ONG, de la mairie, ou de partenaires comme l'UNICEF, afin de bénéficier d'une inclusion explicite et systématique dans les initiatives de la communauté.



Répondante 1 : « Les raisons qui m’ont poussée à mener cette action sont les difficultés auxquelles nous, les filles, sommes confrontées dans ce village. Par exemple moi en tant que fille de ce village je ne peux pas mener une action ou prendre une initiative pour sensibiliser nos parents sur les mariages précoces, forcés et la scolarisation des filles sans l’appui des ONG. (...) Parce qu’ils vont me chasser du village en disant que je veux jouer avec leurs coutumes. » (DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Mopti))

R6 : « Le chemin à parcourir sera beaucoup plus facile pour nous si on passe par ces canaux. Nous pourrions créer des clubs et mener des actions. » (...)

R2 : « Et souvent aussi quand les informations viennent de la mairie, les parents appliquent plus rapidement et écoutent aussi ce qui est dit. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Niger (Tahoua)

De nombreuses suggestions ont été faites en matière d’autonomie économique, comme la fourniture d’un soutien éducatif et économique aux filles et à leurs familles en leur offrant des opportunités économiques sur place (tricot, couture, saponification, artisanat, confection de sucreries, vente de nourriture, éducation et cotisation).

“”

En général les filles sont en grand nombre et elles sont totalement désœuvrées. Si elles trouvent un appui qui leur permettra de travailler et de produire, elles seront prêtes à se livrer à tout travail productif. Mais quand elles n’ont pas d’appui et que leur entourage direct ne peut pas leur procurer les moyens dont elles ont besoin pour vivre, elles sont découragées.

EIA, Spécialiste en autonomisation économique, Mauritanie (Guidimakha)

Pour faciliter l’accès des adolescentes aux opportunités disponibles, une diminution des travaux domestiques est proposée, notamment au Niger :

Animatrice : « Qu’est-ce que la communauté peut faire qui peut faciliter la vie des adolescentes ? »

R9 : « On peut dire aux filles de ne plus exécuter de corvées ménagères pour qu’elles puissent se consacrer à leurs études. »

« Il faut élaborer des programmes d’allègement des tâches ménagères pour libérer les adolescentes. »

EIC, Spécialiste en autonomisation (Femme), Niger (Tahoua)

Les adolescentes ont également mentionné le besoin d'encourager les jeunes filles à développer des activités génératrices de revenus et de faciliter leur accès aux ressources générées et leur contrôle de ces dernières. Il convient de multiplier les services d'appui à l'autonomisation économique des adolescentes et de diversifier les interventions afin d'atteindre un maximum d'entre elles. Des suggestions ont également été faites pour soutenir les filles handicapées à devenir des modèles de réussite au sein de leur communauté et prendre en compte leurs points de vue en amont, lors de la phase de conception de telles initiatives. Les adolescentes regrettent en effet de ne pas être consultées ou écoutées lorsque de telles activités sont mises en œuvre dans leur communauté. Voici des témoignages décrivant les difficultés auxquelles elles sont confrontées :

“““

R4 : « Quand on offre des idées d'initiatives pour nous les jeunes, nous ne sommes pas très écoutés. »

R : « Et parfois, si tu as une idée pour aider les gens, tu peux faire l'objet de médisance ou ne même pas être écoutée. »

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Niger (Tahoua)

Les informateurs clés, les parents, et les adolescentes ont décrit le besoin de **promouvoir le changement des normes sociales au sein de la communauté.**

R8 : « Il est difficile pour nous de sensibiliser sur des thématiques qui concernent les filles, à cause de nos coutumes et à cause de l'insécurité, car les hommes de la brousse nous interdisent toute forme de sensibilisation. »

R1 : « Il est très difficile ici de participer aux formations à cause de l'insécurité. »

R3 : « C'est impossible de créer des groupements hommes-femmes, car presque tous nos jeunes sont des orpailleurs dans d'autres localités, ils sont rarement présents. »

R5 : « Il est aussi difficile pour une jeune fille de prendre des initiatives elle-même, et qu'on l'écoute. Tout d'abord à cause de l'insécurité, mais aussi du manque de confiance de nos parents. »

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, Mali (Mopti)

Quand on a posé une question sur les « filles modèles » dans la communauté, certaines répondantes ont déclaré ne pas en connaître, ce qui semble directement liée aux normes et à la façon dont les communautés et les parents considèrent et écoutent les adolescentes :



““““

R4 : Je ne sais pourquoi il n’y a pas de fille modèle dans cette communauté.

R1, R2, R3, R4, R5, R7 et R8 : Les raisons sont tout simplement d’ordre culturel, coutumier, religieux et la méconnaissance des parents.

R1 : Par exemple, dans notre culture, à l’âge de la puberté, les parents essaient de donner leur fille en mariage (...) parce qu’ils pensent que sinon, elle va tomber enceinte en dehors du mariage, et c’est une honte et une malédiction pour la famille.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Mopti)

Quelques exemples prometteurs et suggestions ont été formulés pour les campagnes de sensibilisation des parents d’adolescentes sur les droits des adolescentes et l’éducation :

““““

Nous avons besoin de services et d’ONG qui sensibilisent les parents sur les droits des adolescentes, afin qu’ils les laissent prendre des décisions à un certain moment, pour qu’elles apprennent à se responsabiliser et à s’en sortir lorsque les parents ne seront plus là.

DG entre adolescentes de 15 à 18 ans, Mali (Mopti)

Certaines personnes ont aussi proposé d’amener les communautés locales à s’engager davantage dans la prévention du mariage d’enfants, à mettre en place des programmes d’éducation à la nutrition dans les programmes scolaires et les activités communautaires, et à organiser des activités pour renforcer la communauté et ainsi améliorer le bien-être psychosocial des adolescentes (clubs de jeunes, activités sportives et culturelles, etc.), surtout pour les adolescentes non scolarisées.

““““

Pour les adolescentes scolarisées, c’est l’enseignant qui leur apporte un soutien psychosocial, mais les non-scolarisées n’ont pas de voie d’accès.

EIC, Spécialiste en éducation (homme), Niger (Tahoua)

Les adolescentes, les parents et les informateurs clés ont décrit de nombreux efforts de **renforcement des systèmes scolaires et des services destinés aux adolescentes**. Leurs idées comprenaient des suggestions pour faciliter leur accès aux infrastructures scolaires, créer des écoles uniquement pour les filles, augmenter le nombre de centres de santé, et améliorer la qualité des services :

““““

Créer les structures d’accueil au niveau des écoles et centres de santé qui s’occupent des adolescentes.

EIC, Spécialiste en éducation (Homme), Niger (Maradi)



“”

R1 : Dans ce village, nous avons besoin d'une école de jeunes filles.

Animatrice : Quel genre d'école ?

R1 : Une école coranique

R8 : Ce qu'elle veut dire, c'est que dans ce village, nous les adolescentes, nous n'allons pas à l'école, donc nous souhaiterions avoir une école uniquement pour les jeunes filles.

Animatrice : Quel genre d'école, coranique ou moderne ?

R8 : N'importe laquelle.

Animatrice : Uniquement pour les jeunes filles, sans les garçons ?

R : Oui.

R1 : Non, on mélange non ?

R : Non, nous voulons une école pour les filles uniquement.

R8 : Nous voulons aussi qu'on nous apprenne davantage les travaux manuels pour que l'on puisse mieux aider les autres et nous-mêmes.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans, Niger (Zinder)

“”

Rendre disponibles les kits de dignité dans les écoles ou chez les leaders des femmes pour que les filles y accèdent facilement.

EIC, Spécialiste en autonomisation (homme), Niger (Zinder)

Le renforcement de l'accès à l'éducation formelle a été présenté par les chefs de village comme l'une des principales stratégies de changement pour les adolescentes. La perspective des adolescentes telle que recueillie durant l'étude était cependant différente. Celles-ci ont davantage mis en avant leur souhait d'avoir des écoles alternatives et/ou des espaces d'apprentissages réservés aux jeunes filles, exprimant ainsi le besoin de services qui répondent à leurs besoins spécifiques.

Les répondants et répondantes ont par ailleurs suggéré de mettre en place des programmes de supplémentation en vitamines et en minéraux pour les adolescentes, de former les enseignants, les enseignantes, les agents et les agentes de santé, d'inciter et de soutenir les

enseignantes handicapées à assumer leur rôle de modèle dans les écoles de leurs villages d'origine, de renforcer l'intégration des modules d'éducation sexuelle aux programmes scolaires et d'organiser des ateliers dans les communautés.

Les données montrent clairement que le renforcement des systèmes scolaires n'est pas seulement un bien en soi, mais plutôt un moyen d'aider les filles à débloquer d'autres possibilités. Pour participer aux comités villageois, par exemple, la scolarisation est déterminante pour les adolescentes, puisqu'il faut savoir lire et écrire. Cependant, les femmes mariées ne peuvent pas participer aux comités de jeunes, mais elles peuvent être des relais communautaires. Il convient d'impliquer les adolescentes dans la conception des services sociaux afin que leurs besoins spécifiques soient pris en compte.



“““

Il y a le critère scolaire, pour appartenir à un comité il faut savoir lire ou écrire, même un peu, parce que c'est important pour un représentant de savoir lire ou écrire. Les femmes mariées ne participent pas aux comités des jeunes, mais il y en a qui sont relais communautaires.

EIA, Chef de village, Niger

Finalement, les adolescentes et parents des groupes de discussion ont échangé sur le soutien aux parents et la mobilisation des hommes et des garçons. Ils ont discuté la création d'espaces entre parents, de concepts liés à l'égalité des genres, de la communication entre parents et adolescentes, de l'organisation des séances d'information et de formations visant les parents, et de la participation des hommes

aux campagnes de sensibilisation. Cependant, malgré l'intérêt suscité par la participation des hommes, des mises en garde ont été formulées contre les inconvénients à impliquer les adolescentes mariées en présence de leurs époux, car elles pourraient ne pas se sentir libres de s'exprimer.

Les adolescentes ont suggéré d'aller :

“““

Chez une jeune mariée si son mari n'est pas là.

DG entre adolescentes de 10 à 14 ans scolarisées, Niger (Zinder)

Lorsque la participation des garçons est apparue dans les discussions, les personnes interrogées ont évoqué les avantages de la contribution des garçons à la communauté, mais n'ont pas fait de lien entre leur participation et les avantages ultimes qu'elle pourra procurer pour les filles.

“““

Les jeunes garçons contribuent par exemple aux activités dans le village. Ce sont eux qui se lèvent pour l'accomplir. Ou bien quand par exemple, une inondation frappe le village, ce sont eux qui sortent pour aider. S'il y a un feu de brousse, c'est toujours eux que nous envoyons pour le maîtriser. Quand il y a un projet de grande envergure, par exemple la construction d'une infrastructure pour le bien de la communauté, ou l'assainissement d'une marre, ce sont toujours eux qui aident.

EIA, Chef de village, Niger (Tahoua)



Pour les adolescentes interrogées, leur participation active à des initiatives ou à des actions au niveau communautaire est facilitée par la sensibilisation des parents et du chef du village, l'aide d'une ONG, une aide financière, la direction de l'école et l'aide venant de l'État.

Dans les trois pays étudiés et les régions couvertes par l'étude, plusieurs initiatives à grande échelle sont en cours pour promouvoir la résilience des adolescentes. Le texte qui suit décrit quelques-unes des initiatives qui ont été mentionnées tout au long de cette étude, toutefois, cette liste n'est pas exhaustive.

Le programme BRS soutient des approches et stratégies innovantes qui visent à améliorer l'accès aux services sociaux de base grâce au changement apporté au niveau des systèmes gouvernementaux nationaux et décentralisés, dans les communautés et au niveau des individus. Il aide les communautés bénéficiaires à renforcer leur résilience de manière à soutenir leur développement, à préserver l'intégrité et à ne pas aggraver la vulnérabilité, en particulier celle des garçons et des filles.

Autre initiative d'envergure dans les trois pays, le projet d'autonomisation des femmes et du dividende démographique au Sahel (SWEDD) lancé en novembre 2015 avec le soutien financier de la Banque mondiale, l'appui technique du Fond des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'Organisation ouest-africaine de la Santé (OOAS). Ce projet vise à accélérer les investissements stratégiques en faveur de l'éducation des filles, de l'amélioration du niveau de revenu des filles et des femmes, et du renforcement de la santé maternelle, néonatale, et reproductive des adolescentes et des jeunes.

Au Mali, parmi les initiatives, stratégies et politiques mises en œuvre par l'État et ses partenaires internationaux et nationaux pour promouvoir l'éducation des filles, on retrouve le Programme décennal de développement de l'éducation et la culture (PRODEC) centré sur la scolarisation universelle ; le projet « Filles et Éducation résilientes » (FIERES) destiné à améliorer la scolarisation des adolescentes des zones vulnérables ; le projet d'appui à la scolarisation des filles (PASCOFI) axé sur les risques de décrochage scolaire des filles ; le Programme national pour l'abandon des violences basées sur le genre (PNVBG), qui est la structure de l'état de coordination et de contrôle des activités de lutte contre les violences liées au genre ; l'initiative UE-NU Spotlight, qui prend en charge les survivantes de violence liée au genre et les oriente vers les services appropriés ; le programme conjoint UNFPA-UNICEF pour l'élimination des MFG ; et le Plan décennal de développement pour l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille, qui porte sur l'autonomisation économique de ces groupes.

Au Niger, le projet Sawki repose sur un modèle d'espaces sûrs pour dispenser des cours sur les mesures nutritionnelles essentielles, les risques associés aux mariages et aux grossesses précoces, la santé reproductive et l'importance de l'éducation et de l'alphabétisation de base. Au Mali, plusieurs projets aident les jeunes femmes à se lancer dans des petites entreprises liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, telles que la production de semoule et de pain, la construction d'entrepôts de céréales et les fermes d'élevage de moutons et de chèvres.



VERS UN MODÈLE DE RÉSILIENCE

POUR LES ADOLESCENTES AU SAHEL

Les résultats de cette étude ont permis de mettre en lumière les composantes possibles d'un modèle qui trace la voie du développement, de l'autonomisation et de la résilience des adolescentes dans le contexte du Sahel. Les résultats indiquent également que certaines modifications au modèle 3C seront utiles pour le contexte du Sahel. Les composantes de ce modèle proposé mettent l'accent sur l'interconnexion et les synergies des contextes qui se chevauchent chez les adolescentes, et leurs effets sur les résultats en matière de capacités et sur les stratégies de changement. Le modèle émergent se base sur la résilience accrue des adolescentes souhaitée dans certains pays du Sahel, à travers la réduction des risques, les capacités de relèvement après un choc, l'élargissement de leurs perspectives et leur épanouissement.

Les contextes mettent en évidence les niveaux d'influence sur une adolescente (par exemple, la famille, les pairs), qui peuvent agir simultanément. Les contextes ne sont pas statiques, et les influences et changements dont les adolescentes font l'expérience s'exercent en leur sein et à travers eux (par exemple, le mariage, la migration et le sentiment d'appartenance). Le modèle émergent comprend également les capacités qui sous-tendent le bien-être des adolescentes, y compris les capacités thématiques (par exemple, la santé sexuelle et reproductive et la nutrition) ainsi que les capacités transversales (par exemple, la capacité d'action et d'expression). Les stratégies de changement des politiques et des programmes du modèle proposé portent sur le soutien dont les filles ont besoin pour atteindre les résultats escomptés en matière de capacités, et sur la façon dont ces changements peuvent être mis en œuvre.

Le cadre 3C de GAGE, qui se concentre sur les capacités des adolescentes, les contextes et les stratégies de changement, a fourni un point de départ solide à cette étude. Nous nous sommes employés à comprendre les dynamiques politiques, sociales et de genre sous-jacentes affectant les adolescentes au Sahel. Notre objectif était de contribuer à la mise au point d'un premier modèle d'autonomisation et de renforcement de la résilience des adolescentes pour initier des discussions communautaires dans d'autres pays du Sahel. Ces discussions au niveau communautaire constitueront une étape cruciale en faveur de l'utilisation des résultats de cette étude afin de dégager des solutions en matière d'égalité des genres et de cohésion sociale, dans les zones de l'étude et ailleurs.

Le cadre 3C n'a pas été créé exclusivement pour les adolescentes. Il n'est pas spécifique au contexte du Sahel ni entendu aux fins de l'égalité des genres. Il ne place pas au centre les capacités de résilience endogènes des adolescentes, qui contribuent à la manière dont elles font face à leurs difficultés. Cette étude a délibérément choisi de ne pas interroger les hommes et les garçons sur leur engagement en faveur de la résilience des filles, mais plutôt de concentrer les entretiens sur les filles elles-mêmes. Cette étude multi-pays et à méthodes mixtes nous a permis une exploration des concepts d'autonomisation et de résilience des filles dans une région géographique spécifique du monde, grâce à des données collectées auprès des adolescentes elles-mêmes, ainsi que des parents/tuteurs et d'informateurs clés.

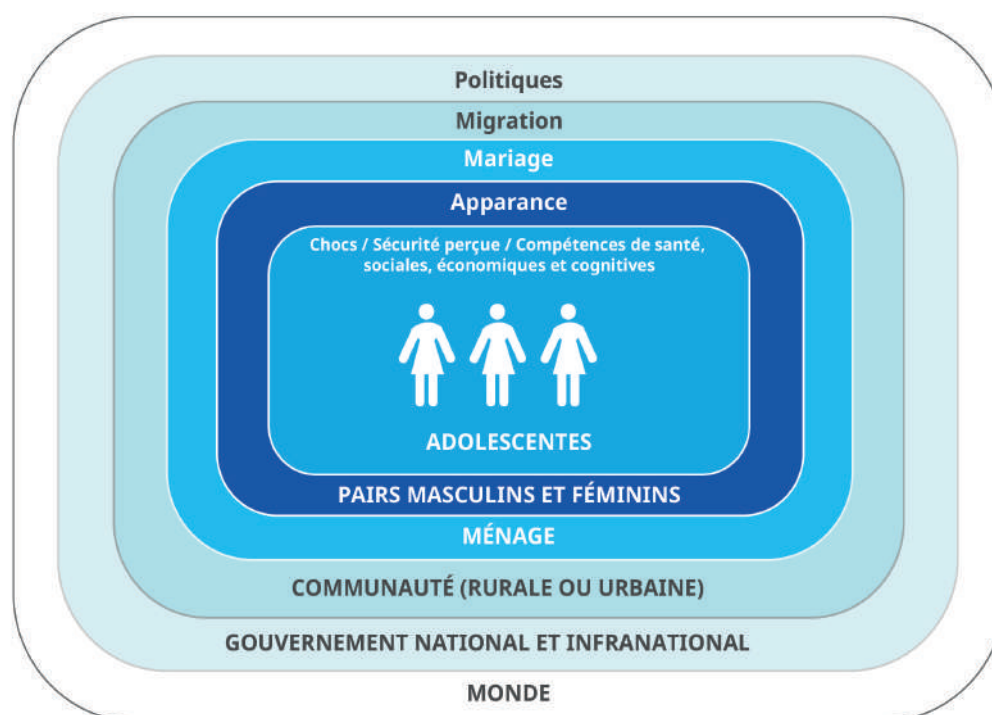


Discussions pour un cadre conceptuel renforcé

Le cadre 3C du consortium GAGE commence par les capacités. Bien que nous croyions profondément aux capacités des adolescentes, nous pensons que le chevauchement des contextes dans lesquels les filles vivent est un point de départ

important pour comprendre les opportunités qui s'offrent à elles d'exercer pleinement leurs capacités. Dans le nouveau modèle proposé, les contextes seraient donc présentés avant les capacités.

Contextes interconnectés et facteurs d'influence



La figure ci-dessous présente des couches concentriques montrant des groupes d'adolescentes différentes au centre, suivis par leurs pairs masculins et féminins, les ménages, les communautés (rurales ou urbaines), les gouvernements nationaux et infranationaux, et les contextes globaux pourraient être conservés. Cependant, si l'on reconnaît que l'adolescence et les contextes ne sont pas statiques, il serait bon d'ajouter en italique certaines des transitions possibles et les principales influences ou changements pour les adolescentes, à l'intérieur et entre les contextes. Par exemple, le contexte de l'adolescente est façonné par les chocs qu'elle subit (qu'il s'agisse des chocs climatiques, socioéconomiques, ou concernant son intégrité corporelle, comme

le mariage précoce ou les violences sexuelles et liées au genre), par la sécurité perçue, et par les compétences de santé, sociales, économiques et cognitives qui évoluent avec l'âge. Plutôt que de penser aux problèmes auxquels les filles sont confrontées, l'analyse des contextes identifie les risques au sein de leur environnement, c'est-à-dire les interactions complexes entre le danger/les menaces, l'exposition, les vulnérabilités et les capacités dont elles disposent.

Le concept d'appartenance est d'une grande importance pour les adolescentes et les communes où s'est déroulée l'étude, et nous savons que les adolescentes peuvent être particulièrement impressionnables à ce stade où l'amour et l'appartenance à un



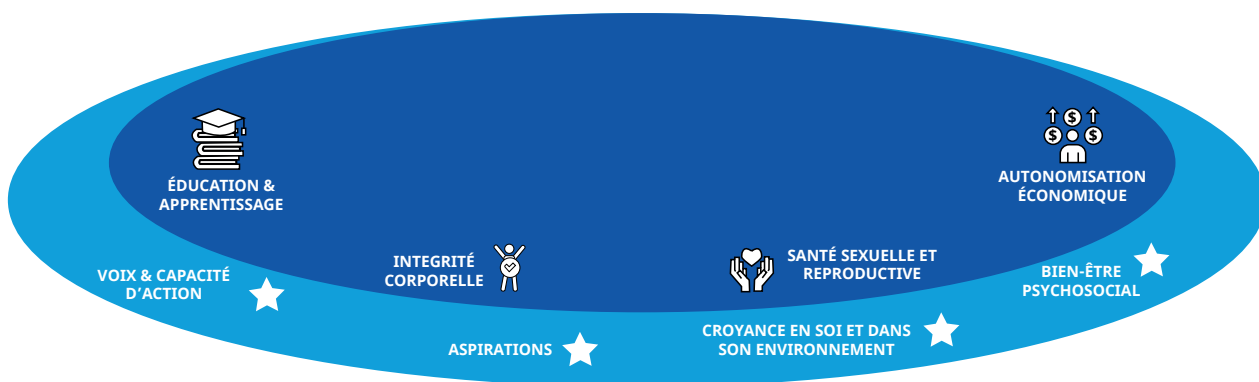
groupe de pairs sont valorisés (voir, par exemple, la hiérarchie des besoins de Maslow). Les ménages et les communautés sont des contextes importants, mais les deux peuvent évoluer en raison du mariage (si, par exemple, l'adolescente quitte le domicile parental pour son domicile conjugal) et des schémas migratoires courants au Sahel, tels que les

migrations saisonnières, les migrations par étapes et les migrations circulaires (voir, par exemple, Temin et. al., 2013). Les contextes des gouvernements nationaux et infranationaux ne peuvent être isolés de l'environnement politique, et le contexte mondial évolue avec les actions mises en place par des campagnes, des conférences et des projets d'envergure mondiale.

Capacités

Dans le nouveau modèle, les capacités du cadre 3C seraient maintenues, mais en différenciant les capacités sectorielles ou thématiques des capacités transversales. Dans les domaines de l'éducation et de l'apprentissage, l'intégrité corporelle, la santé sexuelle et reproductive et la

nutrition, et l'autonomisation économique, l'étude nous a montré l'importance que les filles puissent faire entendre leur voix, leurs aspirations, leur confiance en elles-mêmes et en leur environnement, exercer leur pouvoir d'action et jouir d'un bien-être psychosocial.



Stratégies de changement

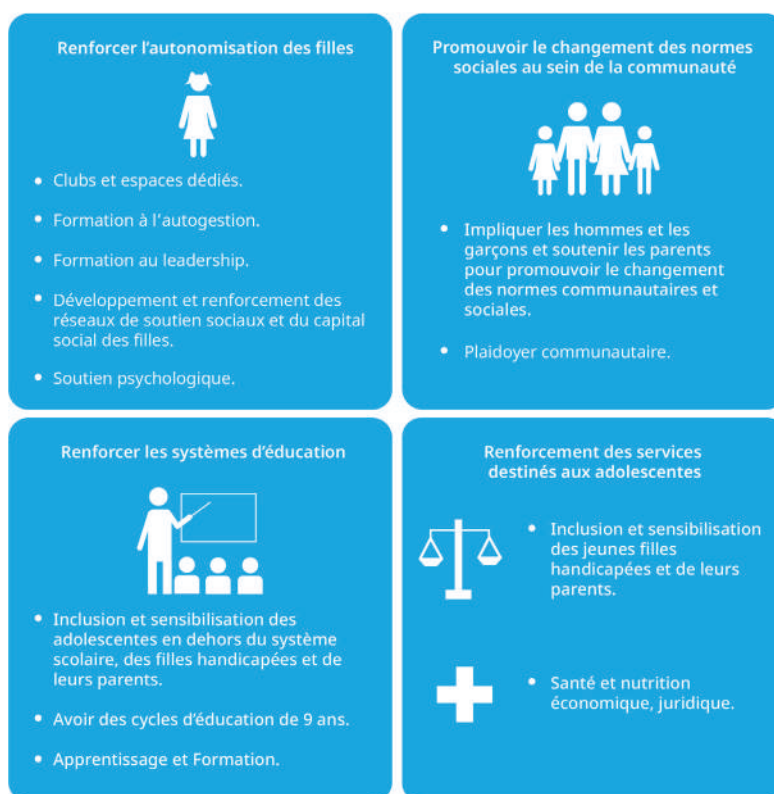
Les stratégies de changement initiales décrites dans le cadre 3C de GAGE seraient maintenues dans le modèle proposé sur la résilience des adolescentes au Sahel. Cependant, certaines seraient regroupées et accompagnées d'exemples de la façon dont elles pourraient être mises en œuvre. Des concepts tels que « l'autonomisation des filles » devraient être précisés afin que les praticiens sachent par où commencer. Ce concept particulier se manifeste par l'organisation de clubs et d'espaces qui leur sont consacrés, des formations à l'autogestion, des formations au leadership, la création et le renforcement des réseaux sociaux et du capital social des adolescentes, et le soutien psychologique.

Ensuite, afin d'adapter le cadre 3C pour répondre aux besoins spécifiques des adolescentes, l'autonomisation des garçons a été supprimée en tant que stratégie de changement. Cependant, le rôle des garçons, des hommes et des normes de masculinité dans l'autonomisation et la résilience des filles a été conservé dans les stratégies de changement qui impliquent les parents et favorisent le changement des normes communautaires et sociales, car ces aspects sont inextricablement liés les uns aux autres. Le rôle du plaidoyer sera par ailleurs précisé davantage dans cette nouvelle stratégie de changement.



Pour renforcer les systèmes d'éducation (y compris l'éducation non formelle), les résultats préconisent l'inclusion et la sensibilisation des adolescentes en dehors du système scolaire, des filles handicapées et de leurs parents, sachant que celles-ci ont besoin d'efforts délibérés pour (ré)intégrer le système scolaire. De plus, dans certains pays de l'étude, les cycles d'éducation de 6 ans interrompent la scolarité, obligeant souvent les filles à quitter complètement l'école pour se préparer à la migration ou au mariage. Puisque le renforcement des systèmes d'éducation englobe l'éducation non formelle, la stratégie de changement inclura l'apprentissage et la formation professionnelle.

Enfin, nous opérationnaliserions la stratégie de changement consistant à renforcer les services aux adolescentes, afin de recruter de façon intentionnelle des filles handicapées et de préciser les types de services dont les filles ont besoin. Les services de santé, par exemple, incluent les services de santé mentale, de santé sexuelle et reproductive, mais aussi de nutrition et de sécurité alimentaire. Au vu des résultats sur l'intégrité corporelle et les violences liées au genre, les services juridiques sont inclus dans la gamme de services sociaux de base pour les filles adolescentes.



Impact

L'impact du cadre 3C sera ajusté pour se concentrer sur les filles dans le contexte du Sahel. L'impact souhaité serait la résilience accrue de ces dernières, à travers la réduction des risques, le relèvement après des chocs multiples, la disponibilité d'opportunités à saisir et l'épanouissement.

Cet impact souhaité ressemble au cadre de résilience des Nations Unies, qui, bien qu'il ne soit pas spécifique aux adolescentes, appelle à la prévention des risques, à la résistance, à l'adaptation, à la riposte et au relèvement.

Impact proposé pour le modèle révisé de résilience des filles au Sahel :
 Les adolescentes résilientes peuvent réduire les risques, se remettre des chocs, élargir leurs perspectives et s'épanouir.



LIMITES DE L'ÉTUDE

Certaines limites ont eu une incidence sur nos résultats.

i. Le tabou de certains sujets dans les communautés

Cette étude visait à décrire les situations et les défis auxquels sont confrontés les adolescentes. Plus précisément, il s'agissait de comprendre leur accès à des services tels que l'éducation, leur traitement par les autres membres de la communauté, leur mobilité, et leurs perspectives d'avenir. Cependant, une limite importante de l'étude était liée **au tabou de certains sujets dans les communautés**, qui a pu limiter la liberté de parole. Cela demande beaucoup de préparation en amont, notamment avec les autorités locales, afin que les communautés soient autorisées à parler plus librement.

ii. L'« absence » d'adolescentes handicapées

Une autre limite a été le fait qu'**aucune fille handicapée n'a pu être interrogée**, parce qu'elles n'ont pas été identifiées lors de la sélection des participantes. L'absence d'adolescentes handicapées n'est pas dû au fait qu'elles n'existent pas dans les communautés, mais au fait qu'aucune n'a accepté, ou n'a été autorisée par ses parents/tuteurs, et ce, malgré un travail avec les organisations des personnes handicapées dans les régions de l'étude. En l'absence d'adolescentes handicapées à interroger, les chercheurs ont fait de leur mieux pour résumer les perceptions des autres répondantes. Ces circonstances ont mis en lumière des défis uniques liés à la sensibilisation au handicap dans les communautés. À l'avenir, les équipes de recherche devraient travailler différemment et en étroite collaboration avec les associations nationales de personnes handicapées en vue de faire participer de façon intentionnelle des filles handicapées et d'ainsi mieux comprendre les difficultés et les possibilités qui se présentent à elles.

iii. Le manque d'approche quantitative en Mauritanie

Une troisième limite à cette étude a été l'**absence d'un volet quantitatif en Mauritanie** (et donc comparable aux volets quantitatifs du Mali et du Niger). Certains domaines et concepts couverts par cette étude, tels que l'intégrité corporelle et le bien-être psychologique, sont mieux explorés qualitativement, tandis que les concepts économiques tels que les revenus sont mieux explorés de façon quantitative. Dans l'idéal, les données auraient pu être triangulées à l'aide de méthodes de recherche mixtes, ce qui aurait également conduit à un rapport de synthèse s'appuyant sur des données probantes issues des trois pays.

iv. Les conditions d'administration du volet quantitatif

Les résultats ont parfois montré de grandes différences selon qu'ils étaient tirés du volet entre qualitatif ou quantitatif. Une autre limite possible de l'étude est que ces différences sont peut-être dues aux **conditions dans lesquelles le volet quantitatif a été administré**, avec une enquête auprès des ménages, lors desquelles les filles étaient sans doute accompagnées d'un adulte lors de leurs entretiens.

v. La répartition par âge des participantes au volet quantitatif

La dernière limite de l'étude était la répartition par âge des participantes au volet quantitatif. Au Mali et au Niger, **l'échantillon était plus représentatif des adolescentes plus jeunes (10-14 ans) que des plus âgées (15-18 ans)**. Par exemple, au Mali, 63 % de l'échantillon était âgé de 10 à 14 ans, et au Niger, 68,6 % de l'échantillon était âgé de 10 à 14 ans. Ce modèle de répartition par âge est cohérent avec ce que d'autres études dans la région ont trouvé, et peut être attribué à la migration ou au mariage.

PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

Cette étude multipays à méthodes mixtes a mis en lumière aussi bien les difficultés que les possibilités en matière de renforcement de la résilience des adolescentes au Mali, en Mauritanie et au Niger, en vue de l'égalité des genres. L'étude a révélé des éléments clés sur les contextes dans lesquels évoluent les adolescentes au Sahel, leurs capacités et les stratégies de changement requises, que nous résumons dans la présente section.

Les contextes dans lesquels vivent les filles ne sont pas fixes et peuvent évoluer en faveur des droits des adolescentes

En analysant le **cadre juridique et politique** des trois pays couverts par l'étude, nous avons constaté que leur environnement politique et juridique semble favorable à la prise en compte des droits des adolescentes. Cependant, il n'est pas toujours évident de savoir si les adolescentes sont spécifiquement mentionnées dans les politiques nationales (et donc suffisamment couvertes par celles-ci), ou si les politiques ne tiennent pas compte des besoins spécifiques des adolescentes, qui peuvent être aggravés par leur âge et leur genre. Il est nécessaire de recenser les politiques pertinentes et de déterminer dans quelle mesure elles tiennent compte des besoins et des droits des adolescentes. Par exemple, malgré des définitions légales claires de l'âge minimum du mariage dans les pays étudiés, les données montrent que les filles sont mariées ou en union informelle à partir d'un âge bien inférieur au minimum légal.

La sécurité est un facteur clé pour les filles adolescentes, affectant leur mobilité et leur accès aux services sociaux de base et aux opportunités génératrices de revenus ou d'apprentissage (surtout si ces opportunités n'existent pas dans leur village ou ont été fermées pour des raisons d'insécurité). La sécurité semble même être à double tranchant pour les adolescentes : non seulement les risques de violence les freinent parce qu'elles sont des filles, mais la présence des groupes armés augmente également les risques de violence liée au genre. Enfin, bien que le statut socioéconomique des ménages n'ait pas été abordé spécifiquement, l'étude montre clairement le lien entre la pauvreté et les opportunités pour les adolescentes.

Les inégalités de genre, la discrimination et les normes liées à l'âge transcendent les contextes, les capacités et les stratégies de changement. Ces obstacles freinent le renforcement de la résilience des adolescentes. Les normes sociales et de genre ainsi que les violences subies constituent une part importante du contexte dans lequel les adolescentes évoluent et contribuent dans beaucoup de cas au maintien d'un environnement social défavorable à la résilience des filles, qui limite leurs perspectives. Concernant les rôles dévolus aux genres, les hommes adultes continuent d'exercer un pouvoir de décision sur des sujets tels que la mobilité des filles. Les personnes ayant participé à l'étude ont indiqué une évolution dans la prise de décisions et les normes matrimoniales, bien que l'âge du mariage et son impact sur la poursuite de la scolarité et la maternité précoce restent des facteurs défavorables au renforcement de la résilience des filles. Par ailleurs, les résultats montrent également qu'elles n'ont pas réellement droit à la parole pour ce qui concerne les choix pouvant faciliter leur résilience, tels que le niveau d'éducation à atteindre, l'âge du mariage (qui est lié à l'âge de la première grossesse) ou le choix de l'époux.

L'analyse de l'**intersectionnalité** a confirmé que certaines filles font face à un plus grand nombre d'obstacles que d'autres, et que la protection et les opportunités sont inégales. Le fait qu'il n'ait pas été possible d'interroger des adolescentes handicapées dans le cadre

de l'étude a suscité des interrogations quant à savoir s'il s'agissait d'un moyen de les protéger ou plutôt de les exclure. Dans tous les cas, il est clair que les adolescentes handicapées ne sont pas vues comme ayant les mêmes capacités que les filles non handicapées. À l'avenir, il sera souhaitable d'entreprendre davantage d'efforts afin d'entendre spécifiquement les points de vue des filles handicapées si l'on souhaite mieux comprendre les facteurs déterminants et les obstacles à leur résilience.

La **dimension culturelle** constitue une part importante du contexte dans lequel les adolescentes grandissent et contribuent aux capacités endogènes de résilience. Il convient de tirer parti des rôles traditionnellement attribués au sein des communautés afin de mobiliser collectivement et de manière durable en faveur de la résilience des adolescentes. Les zones d'influence culturelle sont transfrontalières au Sahel, et notre étude a révélé des tendances communes au Mali, en Mauritanie et au Niger. Par exemple, il est intéressant de noter que l'âge des filles semble être considéré comme un motif d'exclusion de certaines décisions ou mesures, telles que les décisions communautaires vues comme « inappropriées pour leur âge », dans le cadre desquelles leur statut de mineures est mis en évidence. En revanche, leur rôle d'épouse ne semble pas être remis en question, quel que soit leur âge. Cette situation doit appeler une réflexion sur la notion d'adolescence dans les communautés : d'un côté, les filles peuvent se marier (union adulte) et avoir des enfants (rôle adulte) ; de l'autre, elles ne peuvent pas prendre certaines décisions ni entreprendre certaines activités qui semblent être mises en lien avec leur stade de développement psycho émotionnel, l'argument avancé étant leur besoin de protection parentale. Afin de promouvoir de meilleurs dialogues intergénérationnels et des réformes des services pour les adolescentes, le contexte socioculturel de l'adolescence gagnerait à être étudié en vue d'une approche qui ne serait pas strictement liée à l'âge biologique. Toutes les initiatives de résilience devraient s'appuyer sur les cultures dans lesquelles elles s'inscrivent afin de renforcer l'environnement favorable à la résilience des filles.

Les stratégies de renforcement des capacités des adolescentes se chevauchent et sont flexibles

Il ressort clairement de l'étude que les déterminants de la résilience des adolescentes sont **interdépendants** et requièrent des **réponses multisectorielles et multipartites** qui prennent en compte le contexte dans lequel évoluent les filles, leurs capacités et les stratégies de changement qui les concernent. Les données de cette étude montrent également que certaines filles sont confrontées à des **obstacles plus importants en matière d'autonomisation et de renforcement de la résilience**¹⁰. Les filles handicapées, les filles vivant dans des régions isolées, celles qui sont privées d'éducation, qui subissent des violations de leur intégrité corporelle (comme un mariage précoce ou des violences sexuelles et liées au genre), et qui sont confrontées à des menaces pour leur santé sexuelle et reproductive (comme les filles enceintes hors mariage exclues et discriminées, au même titre que leur enfant) subissent un poids combiné qui limite leurs opportunités. L'éducation, l'intégrité corporelle et les capacités en matière de santé sexuelle et reproductive influencent collectivement la réalisation de l'autonomisation économique, de la voix et la capacité d'action, ainsi que du bien-être psychosocial.

L'étude indique également que certaines filles sont plus susceptibles de **renforcer leurs capacités de résilience**. Celles qui vivent dans des environnements familiaux et communautaires favorables jouissent de certains avantages (comme la possibilité de s'inscrire dans des clubs de filles), tout comme les filles dont la naissance est enregistrée (qui ont la possibilité de rester à l'école, de générer des revenus et d'accéder aux services). L'étude met en évidence un lien clair entre les filles qui disposent d'argent liquide provenant d'activités génératrices de revenus et leur autonomie décisionnelle sur le plan

¹⁰ Nous avons examiné les différences par segment de filles, y compris par groupe ethnique ; des détails supplémentaires sont disponibles dans les rapports des trois pays.



économique. Bien que l'éducation et l'autonomisation économique soient des éléments qui leur permettent de se faire entendre et de s'aider elles-mêmes, l'âge du mariage et ses effets sur leur parcours scolaire ainsi que la maternité précoce peuvent constituer des freins à leur capacité d'action. Ainsi, les gains réalisés par ce groupe d'adolescentes seront fragilisés si leurs contextes changent. Dans les moments d'insécurité, les chocs que peuvent subir des adolescentes et leurs parents, multiplient le risque de faire basculer la protection de leurs droits. Deux conclusions importantes sont à tirer de cette réflexion :

- **Il existe une relation fluide entre les contextes et les capacités.** Il convient donc de travailler simultanément ces deux aspects en vue de faciliter la résilience et l'autonomisation des adolescentes.
- **Les obstacles qui freinent la résilience et l'autonomisation des adolescentes ne sont pas permanents, et peuvent être changés ou minimisés** en comprenant leurs réalités, en offrant un soutien à leurs parents, en faisant participer les communautés et en réalisant des efforts au niveau des autorités locales et nationales ainsi que des systèmes et services qui contribuent à la protection des droits des adolescentes.

Les données qualitatives mettent en évidence un tabou autour de la **violence sexuelle**, malgré les références au viol et aux agressions sexuelles. Les normes socioculturelles plus larges limitent les conversations autour de la violence sexuelle. Il faut donc mettre en œuvre des activités innovantes et participatives pour « nommer l'innommable », rompre le silence autour de la violence sexuelle et liées au genre, et rendre les services accessibles. Les réponses à la violence qui sont uniquement axées sur la justice ne sont pas toujours possibles dans le contexte culturel local, mais la prévention, le rétablissement et la guérison peuvent constituer des premières étapes importantes.



Il convient de noter que la résilience et l'expérience varient selon les filles et les femmes à qui la parole est donnée. Tout au long de l'étude, nous avons constaté des **divergences d'opinion sur ce que signifiait être une fille**, pour celles qui ont vécu certaines des choses évoquées dans le cadre de l'étude. Les femmes adultes interrogées, qui ont été des filles, semblent également avoir une perspective plus nuancée que les hommes adultes interrogés, évoquant souvent un désir de changement comparé à leur propre expérience en tant que fille. En d'autres mots, ce que nous disent les filles sur les services et la prise de décisions est différent de ce que disent d'autres informateurs clés qui ont « l'autorité » de parler des filles. Cela représente un point d'ancrage essentiel pour rompre le cycle intergénérationnel d'inégalité pour les filles, ainsi que pour renforcer le rôle des garçons et des hommes. Une réflexion est requise en vue d'agir de façon plus poussée à tous les niveaux. L'étude confirme **l'importance de consulter les adolescentes sur les décisions qui affectent leur vie, et de mobiliser des groupes de femmes** dans les stratégies d'adaptation au contexte local aussi bien que dans la mobilisation nationale vers l'égalité des genres.

Les stratégies de changement vers la résilience des adolescentes exigent des actions coordonnées, localisées et considérant les droits des filles comme la pierre angulaire à l'appui d'acquis durables.

Les résultats sur les stratégies de changement suggèrent que certains facteurs peuvent améliorer l'accès des filles aux services et aux programmes, ce qui, à terme, peut renforcer leurs capacités et leur résilience. Par exemple, le fait d'avoir des amies de confiance et des mentors adultes est un facteur important pour les adolescentes. Le développement de **réseaux sociaux de soutien** et la disponibilité d'**espaces sûrs** permettent aux filles de se réunir et de renforcer leur résilience individuelle et collective. En outre, le **soutien parental** est un élément clé qui aide les filles à réaliser leurs capacités, et il est nécessaire de mettre en place des programmes y afférents.

Bien que d'importants efforts aient été accomplis par les États, les communautés et leurs partenaires à travers diverses actions, il est apparu que les adolescentes des deux groupes d'âge ne disposaient que d'un **accès restreint aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive**, lequel est conditionné par le niveau général de sécurité des contextes dans lesquels elles vivent.



Leur **faible utilisation des services et produits de santé sexuelle et reproductive** et, plus largement, des services sanitaires et sociaux s'explique par le coût élevé des services, le poids des préjugés socioculturels et les violences liées au genre. Toutefois, malgré les normes sociales, de genre et d'âge, il semble que les adolescentes et leurs contributions soient de plus en plus valorisées, et leurs voix de plus en plus entendues. Cela n'est possible que lorsque les facteurs déterminants de leur résilience et leur contexte socioculturel sont pris en compte lors de la planification et de la prestation des services sociaux. Par ailleurs, les futures initiatives de résilience devront **concilier le désir des adolescentes de dépasser le nombre d'années de scolarité** obligatoire dans leur contexte avec les difficultés logistiques liées à la scolarisation et les normes de genre autour du rôle des filles au sein de la famille.

La stratégie vers **l'autonomisation et la résilience des adolescentes est influencée par leurs caractéristiques personnelles et collectives**, y compris les compétences acquises à travers les formations et l'apprentissage, leurs caractéristiques familiales et leur environnement physique et social. Les adolescentes scolarisées et provenant de familles où l'on discute sont plus susceptibles d'apprendre à identifier leurs besoins, à s'exprimer en public et à en discuter avec leurs pairs.

Les résultats de l'étude font état d'obstacles qui peuvent limiter l'accès des filles aux services et aux programmes susceptibles de renforcer leurs capacités et leur résilience. Les normes liées au genre et à l'âge, l'acceptation sociale de la violence à l'égard des femmes et des filles, le manque de services inclusifs ou d'opportunités pour les filles handicapées, le soutien et les opportunités limités pour les filles de contribuer à leur société ou de se créer des réseaux de soutien social se conjuguent pour limiter leurs capacités et leur résilience. De même, le manque d'opportunités pour les filles handicapées le plus souvent exclues des activités communautaires limite leurs capacités et leur résilience. Les hommes (pères, époux ou responsables communautaires) continuent d'exercer un pouvoir de décision sur des aspects tels que la mobilité des filles, leur scolarisation ou le choix de leur partenaire, entre autres. Cette manière de procéder ne laisse pas assez de place à l'esprit d'initiative des adolescentes, ce qui peut entraver considérablement leur pouvoir d'action. Ainsi, **la mobilisation des garçons et des hommes à travers de nouveaux modèles de genre bénéficierait à changer la vie des filles et des femmes pour le meilleur.**

RECOMMANDATIONS

Sur la base des résultats de l'étude, nous formulons des propositions de prochaines étapes à suivre afin que les responsables de la mise en œuvre des programmes, les partenaires techniques et financiers, les décideurs et les chercheurs fassent progresser la compréhension des adolescentes au Sahel et leur soutien, pour réaliser l'égalité des genres.

Recommandations à l'intention des partenaires techniques et financiers et des décideurs :

- Veiller à ce que les initiatives de renforcement de la résilience et de l'égalité des genres au Sahel prennent en compte les enseignements tirés de cette étude pour une programmation plus solide au niveau des communautés, des ménages et des adolescentes.
- Fournir un financement prévisible, pluriannuel et flexible, car le renforcement de la résilience est un processus à long terme.

Recommandations à l'intention des praticiens :

- Utiliser le modèle proposé dans les discussions avec les adolescentes et les communautés dans les pays couverts par l'étude, ainsi que dans d'autres pays de son extension pour éclairer l'expansion des initiatives de résilience, afin de mieux répondre aux besoins des adolescentes.
- Veiller à ce que les services sociaux soient adaptés au genre et à l'âge et prennent en considération les contextes de vie des filles, notamment en les impliquant dans la conception desdits services sociaux.
- Éliminer les préjugés liés à l'âge, au genre, à l'appartenance ethnique, aux capacités physiques ou mentales, etc., dans le cadre de la prestation des services sociaux.
- Renforcer l'accès des filles aux services d'état civil, pour leur faciliter l'accès aux autres prestations et services sociaux.
- Mettre au point des méthodes intentionnelles, en partenariat avec des associations locales, pour inclure les jeunes filles handicapées dans les programmes.
- Lancer un programme non formel de vérification des compétences de vie, en vue d'identifier les adolescentes les plus à risques et de les aider à se créer des réseaux de soutien social, à acquérir de nouvelles compétences et à renforcer leur estime de soi et leur leadership¹¹.

¹¹ Ce programme peut s'inspirer du programme 12+ à grande échelle mis en place au Rwanda. Ce dernier vise à renforcer l'estime de soi et les compétences et ressources sociales, sanitaires et économiques des très jeunes adolescentes au sein d'espaces sûrs, encadrés par des mentors dans leurs communautés. Le programme couvre un éventail et de sujets, tels que la santé sexuelle et reproductive, l'éducation financière, la violence sexuelle et liée au genre, la nutrition et l'éducation. Alors que le programme du Rwanda était destiné aux filles âgées d'environ 12 ans, compte tenu des taux élevés d'abandon scolaire et de mariage précoce chez les adolescentes du Sahel, une telle intervention à l'essai pourra cibler des filles encore plus jeunes. Pour plus amples informations sur le Programme 12+, veuillez voir D'Angelo et al. « Teaching and learning for life skills development: Insights from Rwanda's 12+ programme for adolescent girls. » Development Policy Review, vol. 40(S2), 2022. Disponible à l'adresse suivante: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/dpr.12622?msocid=3284f933cfca6fc7399ceae3ce176e51>

Recommandations à l'intention des chercheurs :

- Mener des discussions communautaires dans d'autres pays du Sahel, partager les composantes principales de la présente étude (contextes, capacités, et stratégies de changement), et rechercher des contributions supplémentaires pour finaliser un modèle de résilience des adolescentes au Sahel.
- Comparer la scolarisation des filles dans les pays où les cycles d'éducation sont plus courts (par exemple, 6 ans) et plus longs, afin de voir comment les filles peuvent résister aux risques et aux chocs et poursuivre leur scolarité dans des environnements politiques différents.
- Comblent les lacunes critiques en matière de données probantes sur les types de chocs (par exemple, climatiques, économiques) et les risques (sécurité, menaces à l'intégrité corporelle) que les adolescentes subissent individuellement, collectivement, dans les ménages, les communautés et les pays, ainsi que sur les effets de ces chocs et de ces risques sur le développement de la résilience.
- Mener des analyses de cohérence politique dans les pays du Sahel pour voir où les adolescentes sont explicitement prises en compte et/ou négligées dans les politiques existantes et pour approfondir la compréhension et la mise en œuvre au niveau local des lois et politiques nationales.
- En partenariat avec des associations locales, développer des méthodes intentionnelles pour recruter des jeunes filles handicapées dans les études afin de les entendre directement plutôt que d'entendre d'autres personnes à leur sujet.
- Continuer à faire des filles ou des femmes adultes les principales personnes interrogées dans les futures études sur la résilience des filles ; ne pas leur donner la priorité dans les études visant à améliorer les résultats pour les filles risque d'invisibiliser leur expérience et pourrait renforcer la discrimination fondée sur le genre et l'âge.



RÉFÉRENCES

Amin, Sajeda, Karen Austrian, Michelle Chau, Kimberly Glazer, Eric P. Green, David Stewart, et Marie Stoner, *The Adolescent Girls Vulnerability Index: Guiding Strategic Investment in Uganda*. Population Council, New York, 2013. Disponible à l'adresse suivante : https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/739/

Baird, S., Camfield, L., Ghimire, A. et al., « Intersectionality as a Framework for Understanding Adolescent Vulnerabilities in Low and Middle Income Countries: Expanding Our Commitment to Leave No One Behind », *The European Journal of Development Research* vol.33, p. 1143–1162, 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://link.springer.com/article/10.1057/s41287-021-00440-x>

Bronfenbrenner, U., *The Ecology of Human Development: Experiments by Nature and Design*. Harvard University Press, Cambridge (Massachusetts, États-Unis), 1979.

Bronfenbrenner, U., *Measuring Environment Across the Life Span: Emerging Methods and Concepts*. American Psychological Association Press, Washington D. C., 1999.

Consortium GAGE, *Gender and adolescence*. Why understanding adolescent capabilities, change strategies and contexts matters. Second Edition. *Gender and Adolescence: Global Evidence*, Londres, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.gage.odi.org/publication/gage-conceptual-framework-second-edition/>

Cullen, Claire, « Method Matters: The Underreporting of Intimate Partner Violence ». *The World Bank Economic Review*, vol. 37, no 1, p. 49–73, février 2023.

DHS Program, Statcompiler. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.statcompiler.com/fr/index.html>

Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Plan d'action 2022-2025 de l'UNICEF pour l'égalité des genres*. Nations Unies, Conseil économique et social, 2021. Disponible à l'adresse suivante : https://www.unicef.org/executiveboard/media/7051/file/2021-31-Gender_Action_Plan_2022-2025-FR-ODS.pdf

Hall, Samuel, « Analyse rapide de genre – Mauritanie ». Rapport final rédigé pour UNICEF, 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/wca/media/8346/file/Analyse%20rapide%20de%20genre%20%E2%80%93Mauritanie.pdf>

Maslow, A. H., « A theory of human motivation ». *Psychological Review*, vol. 50 (4), p. 370-396, 1943.

Melnikas, Andrea J., Sajeda Amin, Sarah Engebretsen et Mouhamadou Gueye, « More Than Brides Alliance: Baseline report, Mali ». Population Council, New York, 2017. Disponible à l'adresse suivante : https://knowledgecommons.popcouncil.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1533&context=departments_sbsr-pgy

Ministère des affaires économiques et de la promotion des secteurs productifs de Mauritanie et UNICEF, « Rapport d'analyse de l'enquête de base du programme "Construire la résilience au Sahel" ». Version finale, août 2021.

Nations Unies, *Lignes directrices communes des Nations Unies pour aider à bâtir des sociétés résilientes* <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2021-09/UN-Resilience-Guidance-Final-Sept.pdf>. Nations Unies, New York, 2020.



Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, Perspectives de la population mondiale 2023, édition en ligne.
Selim, L. « What is birth registration and why does it matter? Without legal proof of identity, children are left uncounted and invisible ». UNICEF, 2019.

Selim, L. « What is birth registration and why does it matter? Without legal proof of identity, children are left uncounted and invisible ». UNICEF, 2019.

Sheehan P, K. Sweeny, B. Rasmussen, A. Wils, H. S. Friedman, J. Mahon, G. C. Patton, S. M. Sawyer, E. Howard, J. Symons, K. Stenberg, S. Chalasani, N. Maharaj, N. Reavley, H. Shi, M. Fridman, A. Welsh, E. Nsofor et L. Laski, « Building the Foundations for Sustainable Development: A Case for Global Investment in the Capabilities of Adolescents. » *The Lancet*, 390(10104):1792-1806, 14 octobre 2017. Doi : 10.1016/S0140-6736(17)30872-3. Epub 19 avril 2017. PMID: 28433259.

Temin, Miriam, Mark R. Montgomery, Sarah Engebretsen et Kathryn M. Barker, *Girls on the Move: Adolescent Girls & Migration in the Developing World, A Girls Count Report on Adolescent Girls*. Population Council, New York, 2013. Disponible à l'adresse suivante : https://knowledgecommons.popcouncil.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1762&context=departments_sbsr-pgy

UNICEF, UNICEF Programme Guidance for the Second Decade: Programming With and for Adolescents. UNICEF, New York, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/lac/en/reports/programme-guidance-second-decade>

UNICEF, Le mariage d'enfants en Afrique de l'Ouest et centrale, 2020. Disponible à l'adresse suivante : https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2022/08/WCAR-CM-Report_FR.pdf

UNICEF WCARO, Enquête de référence du programme « Construire la résilience au Sahel » (Mali, Mauritanie, Niger), 2021.

UNICEF WCARO, Note d'information : Les adolescentes de l'AOC, mars 2024. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unicef.org/wca/media/9746/file/UNICEF-Ado-Issue-Brief-web-FR.pdf>

Weiner, Adam, « Assessing equity of access in programs for young people ». *Promoting Healthy, Safe, and Productive Transitions to Adulthood*, Document d'information no 28. Population Council, New York, 2011. Disponible à l'adresse suivante : https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/826/



pour chaque enfant,

Qui que ce soit.

Où qu'il habite.

Chaque enfant mérite une enfance.

Un avenir.

Une vraie chance.

C'est pour cela que l'UNICEF est là.

Pour chaque enfant du monde entier.

Jour après jour.

Dans plus de 190 pays et territoires.

Atteignant les enfants les plus difficiles à atteindre.

Les plus éloignés d'une main secourable.

Les plus exclus.

C'est pour cela que nous restons jusqu'au bout.

Et n'abandonnons jamais.

Publié par
UNICEF Afrique de l'Ouest et du Centre
Bureau Régional
BP 29720 Yoff
Dakar, Senegal
wcaro@unicef.org
www.unicef.org/wcaro

Conception graphique et illustrations
Ultimes Griots Studio
LinkedIn : Ultimes Griots

Edition
Strategic Agenda

Crédit photo de couverture
© Unicef/UN0535981/Dejongh

unicef 
pour chaque enfant